



FMES

Fondation Méditerranéenne
d'Études Stratégiques

LA MÉDITERRANÉE ET LE MOYEN-ORIENT EN QUÊTE D'UNE NOUVELLE BOUSSOLE

Perspectives stratégiques 2021-2



**LA MÉDITERRANÉE ET LE MOYEN-ORIENT EN QUÊTE D'UNE
NOUVELLE BOUSSOLE**

PERSPECTIVES STRATÉGIQUES 2021-2

L'INSTITUT FMES

L'institut FMES est né il y a trente ans de la volonté de mieux faire connaître les enjeux et les perspectives du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient aux acteurs politiques, de l'éducation, de l'entreprise, des collectivités, des armées et des administrations.

Depuis quelques années, il a élargi son domaine de compétence aux enjeux maritimes internationaux et au développement de l'économie de défense dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur dont il est un centre ressources.

Il assure ses missions grâce à des cycles d'enseignement de haut niveau, des séminaires thématiques, des colloques, des études, des travaux de recherche et des publications.

Il est partenaire de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN), des universités de Toulon, de Nice Côte-d'Azur et d'Aix-Marseille, de l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence et du réseau euro-méditerranéen Euromesco.

Table des matières

PRÉFACE	9
LES ÉDITOS : RETOUR SUR LE DEUXIÈME SEMESTRE 2021.....	15
BASSIN MÉDITERRANÉEN	29
LES ENJEUX DE SÉCURITÉ EN MÉDITERRANÉE : L'ORAGE APPROCHE	30
JEUX DANGEREUX AU LARGE DE LA CRIMÉE	35
ISRAËL-AZERBAÏDJAN : UNE ALLIANCE EN QUÊTE DE RENOUVELLEMENT	38
LA TURQUIE EN LIBYE	54
LA TUNISIE, « L'HOMME MALADE » DE L'ISLAM POLITIQUE OU DE LA DÉMOCRATIE ?.....	69
GOLFE PERSIQUE	85
OÙ VA L'IRAN ?	86
LES ÉMIRATS ARABES UNIS EN QUÊTE D'AUTONOMIE STRATÉGIQUE	109
PERSPECTIVES STRATÉGIQUES DU SULTANAT D'OMAN POST-QABOUS	126
LA VICTOIRE DES TALIBANS EN AFGHANISTAN PRÉFIGURE-T-ELLE UN NOUVEAU « GRAND JEU » RÉGIONAL ?	143
LA LITTORALISATION DU DJIHAD EN AFRIQUE DE L'EST	158
DÉBATS.....	169
LE RETOUR DU PORTE-AVIONS	170
QUEL AVENIR POUR LE PARTENARIAT FRANCO-ALLEMAND DE DÉFENSE ?	180
RELIRE « ACHEVER CLAUSEWITZ » DE RENÉ GIRARD.....	186

PRÉFACE

Les plaques tectoniques géopolitiques ont continué à se déplacer au cours de ce second semestre 2021. Notre précédent numéro des « Perspectives stratégiques » soulignait la tentative, plutôt réussie de notre point de vue, du nouveau Président Biden pour gérer la désoccidentalisation du monde, qui avaient été accélérée par la gestion chaotique de ses trois prédécesseurs depuis 20 ans.

Ce second semestre ne l'a pas épargné. Les images désastreuses du désengagement des dernières troupes américaines de Kaboul, pourtant planifié de longue date, ont renforcé la prise de conscience mondiale d'une puissance américaine désorganisée et en déclin. Certes, Joseph Biden a manœuvré du mieux qu'il pouvait au milieu des turbulences : il a montré sa fermeté face à la Chine à propos de Taiwan, il a adopté une stratégie d'influence discrète dans le Golfe persique pour favoriser un apaisement des tensions, il a témoigné de sa compréhension envers l'Europe en accédant aux exigences gazières allemandes sur North Stream 2 et en pansant les plaies d'amour-propre françaises consécutives à l'affaire AUKUS et il a alterné souplesse et fermeté vis-à-vis de la Russie pour tenter d'éviter une escalade en Ukraine sans lancer un affront personnel à Vladimir Poutine. Mais la réalité est désormais admise : les chefs d'États du bassin méditerranéen et du Moyen-Orient ont tous compris que les États-Unis ne seront plus le seul juge de paix de cette région.

Tous les acteurs s'organisent donc pour s'adapter à cette nouvelle donne et se positionner au mieux dans le nouvel équilibre qui se dessine. D'autant que chacun partage le sentiment qu'il y aura des gagnants et des perdants à l'issue de ce grand remue-ménage. Les tensions américano-chinoises, les conséquences économiques de

la pandémie de Covid-19, les perspectives climatiques s'ajoutent aux rivalités locales désormais désinhibées pour créer une atmosphère tendue, qui touche particulièrement les pays les plus fragiles.

Au Maghreb, on note ainsi un raidissement des pouvoirs qui pourrait favoriser une fuite en avant nationaliste. Le Maroc a utilisé le chantage migratoire face à l'Espagne, Alger a réactivé les tensions avec Rabat et relancé sa rhétorique anti-française, le Président tunisien Kaïs Saïed s'oriente vers l'autocratie et les acteurs politiques libyens s'éloignent des perspectives électorales prévues.

En Méditerranée orientale, l'heure est aux grandes manœuvres. Comment marquer son territoire, se préparer au rapports de forces à venir tout en ménageant les grandes puissances américaine, russe et désormais chinoise ? Les postures sont plutôt discrètes mais le réarmement est réel : les pays de cette zone multiplient les projets d'armements modernes, notamment dans les domaines aérien et maritime (230 avions de chasse, 13 bâtiments de surface et 9 sous-marins sont actuellement commandés par les pays riverains de la Méditerranée orientale).

Le cas de la Turquie mérite d'être singularisé tant il illustre la tendance générale : Recep Tayyip Erdogan s'est émancipé en partie de la tutelle américaine pour renforcer avec l'accord des Russes son contrôle sur les populations kurdes en Irak et en Syrie, pour faire peser une pression sur Chypre et la Grèce et leur disputer l'accès à leur zone maritime et à ses hydrocarbures, pour renforcer sa présence militaire en Libye et en Azerbaïdjan, deux pays qui lui apportent des leviers géopolitiques et des perspectives gazières prometteuses, et pour rappeler à Washington et à Moscou qu'Ankara est une pièce essentielle pour chacun d'entre eux dans

la partie géopolitique qui les oppose.

Dans ce Proche-Orient sous tension, deux pays sont à genoux. La Syrie, exsangue et sous le contrôle du trio d'Astana, attend l'argent du Golfe pour tenter de se relever économiquement, même si son autonomie politique reste une chimère tant il est acquis que la tutelle russe est là pour durer. Le Liban, privé lui aussi des liquidités du Golfe, notamment saoudiennes, est entré dans une déliquescence qui met à nu les dysfonctionnements de son système politique et sociétal, à la fois communautaire et corrompu, qui ne tenait que grâce aux ressources financières extérieures.

Le Golfe persique, pour sa part, s'adapte lui aussi à une présence américaine désormais en concurrence avec ses rivales chinoise et russe. Les monarchies avaient déjà été frappées par l'absence de réaction américaine sous la présidence Trump lors de l'attaque massive de drones en octobre 2019 sur des sites pétroliers saoudiens. Joseph Biden avait annoncé une révision de sa posture régionale et son refus ostensible de rencontrer le prince héritier saoudien Mohamed Ben Salmane, impliqué dans l'assassinat spectaculaire de l'opposant Khashoggi, semblait montrer sa volonté de prendre des distances. Le retrait, décidé en fin d'année, de plusieurs systèmes anti-missiles basés dans la région, prémices possibles d'un désengagement plus important, est une indication supplémentaire que l'implication américaine, si elle restera significative, ne sera plus suffisante pour garantir systématiquement la protection des monarchies.

La première conséquence de ce désengagement relatif américain a été la diversification des partenaires. Comme souvent, les Émirats arabes unis ont été les premiers à réagir ; Israël, dans le sillage des accords d'Abraham, et la France avec la vente de 80 chasseurs Rafale, ont tous les deux apporté leur soutien sécuritaire aux

Émirats. Ces derniers jouent une carte dynamique qui maintient le maximum d'options ouvertes : préservation des liens avec les Etats-Unis (l'achat de chasseurs américains F35 reste sur la table), développement des alternatives, notamment israélienne et françaises, renforcement du partenariat économique avec la Chine, entretien de liens cordiaux avec la Russie, rapprochement avec la Turquie et le Qatar malgré l'antagonisme ancien lié à leur soutien à l'islam politique et, enfin, reprise des relations avec l'Iran. L'Arabie saoudite et le Qatar, plus discrètement, suivent la même piste.

La posture iranienne sera déterminante pour l'évolution de l'équilibre régional. L'élection en juin du « dur » Ebrahim Raïssi pouvait laisser espérer une reprise du dialogue, quelque fois plus facile avec des interlocuteurs qui ne sont pas suspectés de faiblesse. Il n'en n'a rien été pour l'instant. Les négociations de Vienne, qui ont finalement repris en novembre, associés à des discussions régionales avec l'Arabie saoudite, ne semblent pas s'orienter vers un accord. L'option d'un Iran qui atteint le seuil nucléaire est donc désormais crédible. Le pouvoir iranien et l'administration américaine peuvent en effet se contenter d'un allègement implicite des sanctions, juste suffisant pour que le régime survive, sans concession politique majeure de part ou d'autre. Un modus operandi au sein des pays du Golfe pourrait dès lors être trouvé pour assurer une stabilité minimale, indispensable à tous pour que les flux d'hydrocarbures s'écoulent.

Il reste à savoir si Naftali Bennet, le nouveau premier ministre israélien, pourra se satisfaire d'un tel arrangement, quitte à maintenir une pression souterraine, à base d'attaque sur les intérêts des milices pro-iraniennes au Liban, en Syrie et en mer, de batailles cyber larvées et d'assassinats ciblés.

Ainsi, les nouvelles règles du jeu semblent se mettre progressivement en place dans cette région si tendue. Paradoxalement, le Golfe persique qui concentre les frictions entre les deux puissances rivales pourrait s'orienter vers une forme d'équilibre tant les conséquences d'un dérapage seraient intolérables pour la Chine comme pour les États-Unis. La Méditerranée orientale additionne des tensions qui lui sont propres (en particulier entre Israël et le Hezbollah et entre la Turquie et ses voisins) à la rivalité américano-russe. Israël, en réaction à la politique iranienne, ou surtout la Turquie portée par l'hubris d'Erdogan pourraient déclencher l'étincelle. Enfin le Maghreb, rongé par la frustration de ses sociétés fragilisées et désabusées, est à la merci d'une fuite en avant, provoquée par des politiques inquiets à la recherche d'un bouc émissaire. L'Europe, repue et indifférente, est toujours aussi absente en dépit des alertes françaises. Elle pourrait, si elle n'y prend pas garde, jouer ce rôle sans même s'en rendre compte. Il faut espérer que le président Emmanuel Macron, qui prendra la présidence européenne au premier semestre 2022 sera, sur ce sujet, plus entendu.

Le 22 décembre 2021

L'amiral (2s) Pascal AUSSEUR
Directeur général de l'institut FMES



LES ÉDITOS : retour sur le deuxième semestre 2021

Juillet – août

Toute l'équipe de l'institut FMES vous souhaite une bonne rentrée et reste à vos côtés pour décrypter les évolutions stratégiques qui impactent notre région de prédilection. Cet été 2021 aura d'abord été marqué par la chute de Kaboul (15 août) et la victoire éclair des Talibans, après 20 années d'engagement occidental sous le leadership des États-Unis. Ce désastre très relayé au niveau médiatique, largement instrumentalisé par les puissances révisionnistes, était prévisible et même attendu : Gérard Chaliand l'avait d'ailleurs analysé pour nous l'année dernière, comme dans ses deux derniers ouvrages recensés dans nos colonnes ; c'est en fait son ampleur et sa rapidité qui ont surpris d'autant que presque plus personne ne parlait de la situation afghane. Ce drame est une illustration de plus de la désoccidentalisation du monde. Il témoigne également de la manière américaine de faire la guerre, peu adaptée à la contre-insurrection. Il témoigne enfin de la vacuité des concepts de guerre contre la terreur et d'instauration de la démocratie par la force. Nul doute qu'il s'agit là d'un évènement qui va modifier les équilibres géopolitiques régionaux et encourager les djihadistes de tous acabits à rechercher l'affrontement avec les Occidentaux comme avec les pouvoirs en place au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. Nous publierons dans quelques jours un article de fond analysant les conséquences probables de la victoire des Talibans en Afghanistan. L'on ne réécrit pas l'histoire, mais si c'était pour en arriver là, l'on ne peut s'empêcher de penser que Barack Obama, malgré les pressions du Pentagone, aurait sans doute mieux fait de renoncer au « Surge » afghan puisque personne à Washington n'avait d'idées claires sur la fin de partie.

La décision de Joe Biden de confirmer l'accord élaboré par l'administration Trump du 29 février 2020 se place dans une vision

stratégique de long terme : les forces armées américaines vont pouvoir souffler et se reforcer pour intervenir massivement là où les véritables intérêts vitaux des États-Unis seront menacés, le cas échéant face à la Chine. Elles le feront donc dans des rapports de force probablement plus « équilibrés » assez loin des modes asymétriques de ces 20 dernières années. Bien sûr, l'impression d'impréparation de la manœuvre opérationnelle, le parallèle entre la chute de Kaboul et celle de Saïgon (1975) et la gifle médiatique qui en découle est évident et laissera des traces. Mais cet échec sera peut-être l'occasion d'un rebond stratégique. La défaite de 1975 avait illustré le déséquilibre maximal entre une Union soviétique triomphante en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique et en Amérique Latine, et des États-Unis affaiblis militairement et politiquement (démission de Richard Nixon). Elle avait été pourtant suivie d'un spectaculaire rebond des États-Unis qui n'avaient pas hésité à doubler leur budget militaire, à élire Ronald Reagan, à intervenir dans les Caraïbes et au Moyen-Orient, à contenir fermement le Kremlin pour enfin remporter la Guerre froide. Le parallèle avec la Chine est aujourd'hui évident. D'autant plus que ce sont désormais les pays d'Asie centrale, la Russie, le Pakistan et l'Iran, tous plus ou moins dans la sphère d'influence de Pékin, qui vont devoir gérer le chaos afghan qui les place en situation de vulnérabilité.

Cet été aura aussi été marqué par une aggravation de la crise libanaise et par un regain de tensions entre Israël et l'Iran, au moment même où de nouveaux gouvernements se mettent en place à Jérusalem et Téhéran. On a même frôlé la confrontation après des attaques non-revendiquées visant un navire commercial israélien d'un côté, et un pétrolier iranien de l'autre. Seule bonne nouvelle de notre point de vue, la déclaration du président Macron soulignant que la France resterait présente et active en Irak marquant ainsi qu'elle avait compris le rôle de clé de voute régionale de ce pays fragilisé.

Au Maghreb, les rebondissements du mois d'août convoquent les souvenirs des décennies précédentes. Le coup de force du président tunisien ramène sans doute un peu de calme, de cohérence et d'autorité dans un pays à la dérive, crucial pour l'avenir des relations entre les deux rives de la Méditerranée. Mais qu'advient-il ensuite ? La rupture des relations diplomatiques entre l'Algérie et le Maroc, à l'initiative d'Alger et malgré les ouvertures marocaines, ne laissent rien présager de bon. Là comme ailleurs, le Covid-19 agit comme un catalyseur des frustrations et un accélérateur du repli sur soi, faisant le jeu des tenants d'un Islam politique conquérant qui pensent avoir le temps pour eux.

Tous ces enjeux feront l'objet d'articles et de podcasts dans les semaines à venir, de même qu'ils alimenteront les réflexions de la prochaine session méditerranéenne des hautes études stratégiques. Nous vous souhaitons bonne lecture de cette Lettre riche et variée.

Septembre

Le mois de septembre a été marqué par un évènement qui, s'il s'est déroulé à distance de notre zone prioritaire d'intérêt, est une illustration de notre nouveau monde stratégique : il s'agit de l'accord AUKUS signé entre les États-Unis, l'Australie et la Grande-Bretagne autour d'un programme de sous-marin nucléaire d'attaque commun qui annule brutalement le projet de sous-marin codéveloppé entre la France et l'Australie qui structurait le partenariat entre les deux pays.

Objectivement, sur le plan stratégique et opérationnel c'est un choix qui peut paraître de bon sens quand on observe la montée des tensions avec la Chine. La rupture par les Australiens du contrat avec Naval Group n'est en effet pas qu'un sujet industriel, mais stratégique. Les Australiens, qui ont longtemps milité pour une dénucléarisation de la région, ont fait sauté le tabou du nucléaire face à la menace que représente la Chine dans cette zone. Les Australiens, en première ligne, font le choix d'un sous-marin nucléaire d'attaque plus performant que leur projet initial, probablement de la classe Virginia américaine.

Au-delà de la montée des tensions qu'illustre cette volte-face, la méthode brutale et peu élégante employée par les Américains pour évincer la France montre que, face à la menace chinoise, les États-Unis resserrent les rangs autour de leurs alliés du premier cercle, ceux qu'ils considèrent les plus fiables et qui appartiennent au groupe des « Five Eyes » : le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Royaume-Uni, tous des pays anglo-saxons. Force est de constater que la France n'en fait pas partie. Par cette crise, la France prend conscience de sa solitude stratégique : différente des autres Européens qui refusent désespérément de remonter dans le

train de l'Histoire et en dehors du club anglo-saxon. C'est une épreuve de lucidité qui peut être une chance pour la France.

Car la France a des atouts : c'est un acteur de l'Indopacifique par ses territoires, sa population et ses espaces maritimes. Elle a des liens historiques, démographiques et culturels très forts avec l'Afrique et le Moyen-Orient. Elle a des capacités militaires et industrielles dans le domaine de la défense sans équivalent en Europe. Elle a les moyens de construire une stratégie adaptée à sa taille et à ses intérêts. Cela demandera bien sûr des efforts, notamment en augmentant son budget de la Défense, ce qui permettra de maintenir sa base industrielle et technologique de défense sans être aussi dépendante des exportations d'armement, et lui garantira une plus grande autonomie stratégique. Elle doit également s'appuyer sur des partenaires qui partagent sa vision de « puissance d'équilibre » apte à peser sur les événements pour éviter la polarisation délétère qui se met en place.

La France doit donc élaborer une stratégie et la faire partager. Les instituts de réflexion comme la FMES ont un rôle à jouer dans ce processus d'appropriation du réel, d'identification des enjeux, d'évaluation des marges de manoeuvre et d'imagination des options. C'est pourquoi notre institut, en partenariat avec la Fondation pour la Recherche Stratégique, organisera dans un an à Toulon, les 27 et 28 septembre 2022, les Rencontres stratégiques de la Méditerranée. Ce rendez-vous annuel ouvert à tous, dédié à cette zone essentielle pour l'avenir de notre pays et de l'Europe, croisera les perspectives des stratégestes, des chercheurs, des militaires et des spécialistes des technologies de ruptures. Car la diversité des regards est essentielle pour, collectivement, penser le nouveau monde et ses tensions.

Octobre

Le 14 octobre 2021, des combats de rue ont éclaté au sud de Beyrouth, provoqués par le Hezbollah et certains ultras du parti chiite Amal contestant la nomination d'un juge chargé d'instruire le procès de l'explosion dramatique du port de Beyrouth, au mois d'août 2020. Ce recours à la force témoigne de la crise institutionnelle et sociétale profonde que traverse le Liban, démontrant l'incapacité des grandes familles qui tiennent le pays, toutes communautés confondues, à sortir d'une logique de prédation et à gérer la pénurie en privilégiant l'intérêt public. Il illustre aussi la fébrilité de l'Iran qui fait face à quelques difficultés imprévues : baisse de popularité du Hezbollah au pays du cèdre sur fond de grave crise économique et de réinvestissements français et américain ; résultats décevants aux élections législatives irakiennes du 11 octobre qui ont vu la victoire du bloc chiite nationaliste de Moqtada Al-Sadr, distant de l'Iran ; reprise prochaine à Vienne de négociations sur le nucléaire iranien qui promettent d'être difficiles. Sur ce dernier point, force est de constater que l'équipe de Joe Biden n'est pas naïve et sait faire preuve à la fois de pragmatisme, d'esprit d'ouverture et de fermeté, comme en témoigne la cyberattaque massive qui a visé les centres de distribution de carburant en Iran (26 octobre) ; nul doute qu'il faut y voir l'un des éléments du fameux « Plan B » évoqué par le Secrétaire d'État Antony Blinken quelques semaines plus tôt. Notre article du mois tombe donc à point nommé pour décrypter les évolutions en cours à Téhéran et répondre à la question « Où va l'Iran ? ».

La France est concernée par tous ces événements pour trois raisons : tout d'abord, elle reste très attachée à la stabilité du Liban, pour des raisons historiques et stratégiques (c'est notre point d'entrée privilégié au Levant). Ensuite, les élites politiques,

économiques et médiatiques françaises savent le poids des 250 000 binationaux franco-libanais qui restent influents dans les deux pays ; en cas de nouvelle guerre civile, voire de guerre entre Israël et l'Iran, Paris sait qu'il lui faudrait organiser le rapatriement massif de citoyens binationaux résidant au Liban, réduisant un peu plus son influence au Levant et imposant une opération militaire complexe à des forces armées déjà sous tension. Enfin, la victoire des nationalistes irakiens est plutôt une bonne nouvelle pour la France qui ambitionne de rester active sur place : ils représentent l'espoir d'un Irak indépendant et apte à peser dans l'équilibre des forces régionales prédatrices (Iran, Arabie Saoudite et Turquie), et savent que la France reste le pays européen qui les comprend le mieux, et qu'elle ne les a jamais combattus sauf lors de la très brève guerre de libération du Koweït en janvier-février 1991, commémorée ce mois-ci aux Invalides par le président de la République et par un remarquable documentaire de l'ECPAD.

Ce mois d'octobre a également vu un regain de tensions entre l'Algérie et la France dans un contexte marqué par les enjeux mémoriels (les 60 ans de l'indépendance algérienne seront commémorés l'année prochaine), la crise des visas, le durcissement de la répression contre le Hirak et les prémices de la campagne présidentielle française. Alger a rappelé son ambassadeur à Paris, a fermé son espace aérien aux vols militaires à destination du Sahel et a multiplié les déclarations acrimonieuses à l'encontre de l'exécutif français. À l'autre extrémité de la Méditerranée, le président turc Recep Tayyip Erdogan, dans un mouvement d'aller-retour dont il est coutumier, a menacé d'expulsion dix ambassadeurs occidentaux – dont celui de France – avant de faire marche arrière, pour fédérer ses partisans sans s'isoler excessivement à quelques jours du prochain sommet du G20. Ce raidissement de certains régimes autoritaires illustre à la fois la montée des tensions géopolitiques et les difficultés qu'ils

traversent, économiques bien sûr, mais aussi politiques, amplifiées par les conséquences dévastatrices de la crise du covid qui est loin d'être terminée. C'est le thème de la 32^{ème} session méditerranéenne des hautes études stratégiques qui a débuté mi-octobre, rappelant que la FMES reste fidèle à sa double vocation de réflexion stratégique et de formation des futures élites régionales et nationales.

Novembre

Le mois de novembre a été marqué par plusieurs évènements qui illustrent la recomposition rapide du monde qui s'opère.

Le 15 novembre, Joe Biden et Xi Jinping se sont entretenus en tête-à-tête pendant plus de trois heures, abordant très certainement de nombreux sujets de dissensions entre les États-Unis et la Chine. Ce qui est marquant n'est pas qu'ils l'aient fait, car de tels sommets sont communs, mais qu'ils aient largement communiqué sur cet évènement et annoncé ensuite un accord bilatéral sur la réduction des gaz à effet de serre, au moment même où la COP-26 tentait péniblement d'arracher un accord global. Le message est clair : les deux dirigeants les plus puissants de la planète s'entendent pour dialoguer et négocier entre eux les grands dossiers stratégiques. Il s'agit de maîtriser les risques de tensions, de dérapages et d'escalade en Asie, notamment sur la question de Taïwan, mais également de donner le la sur les dossiers transnationaux comme le climat, la Covid et si possible l'économie mondiale. Ces prémices de duopole rappellent la logique du téléphone rouge mis en place au plus fort de la précédente guerre froide entre Moscou et Washington par Kennedy et Khrouchtchev. Indubitablement, Joe Biden et Xi Jinping semblent vouloir éviter le fameux piège de Thucydide qui conceptualise la tendance au conflit entre une puissance grandissante et une puissance installée. Le combat des rapports de force est en marche, mais les deux protagonistes souhaitent qu'il reste sous contrôle, quitte à définir des zones d'influence respective voire à se partager le monde.

Vladimir Poutine a parfaitement saisi le message et s'est rappelé au bon souvenir de ces deux interlocuteurs en ordonnant dans la foulée la destruction de l'un de ses vieux satellites, testant par là-même l'un de ses missiles de nouvelle génération. Il a de ce fait

répandu en orbite basse une quantité importante de débris susceptibles de menacer la station spatiale internationale, rappelant ainsi qu'il disposait désormais d'un vecteur crédible pour l'interception de missiles balistiques comme de satellites, et qu'il était également capable de jouer les perturbateurs spatiaux si les États-Unis et la Chine s'entendaient sur son dos. Le message s'adressait clairement au nouveau duo stratégique qui a relancé tous deux la course à l'espace avec pour objectif de distancer les Russes et les Européens. Pékin est d'ailleurs en train d'assembler sa propre station spatiale internationale et progresse sur la technologie des missiles hypersoniques comme l'a confirmé le chef d'état-major des armées américain, le général Mac Milley, comparant cet essai au lancement en octobre 1957 par l'URSS du premier satellite artificiel, Spoutnik.

Les dirigeants européens, tétanisés par la gestion de la crise sanitaire, la crise des migrants transitant cette fois par la Biélorussie et le déploiement de 100 000 soldats russes à la frontière ukrainienne n'ont pas semblé réagir. Disposant pourtant d'atouts incomparables en termes d'innovation et de technologie (la visite des auditeurs des SMHES à l'ONERA ce mois-ci l'a parfaitement illustrée), l'Europe semble anesthésiée face à un monde qui ne ressemble pas à ses prévisions.

De leur côté, les pays du Moyen-Orient et de la rive sud de la Méditerranée comptent les points pour savoir vers qui, au bout de compte, se tourner pour assurer leur sécurité et leur prospérité économique.

La « fin de l'Histoire » chère au professeur Fukuyama est vraiment bien loin.

Décembre

Le mois de décembre 2021 est propice aux synthèses géopolitiques. Nous vous suggérons de consulter les *Perspectives stratégiques* qui couvrent la période particulièrement riche du semestre écoulé. En cette fin d'année 2021, les effets de la pandémie de coronavirus sur la géopolitique mondiale ressurgissent avec le variant Omicron qui continue sa fulgurante progression. Ils concrétisent, à leur manière, une forme de démondialisation où nous redécouvrons la perspective de fermeture des frontières et, en corollaire, un risque de raidissement dans les relations entre les États.

Sans doute faut-il s'attarder un instant sur les nouveaux équilibres qui se dessinent en Europe. Longtemps sensible aux relations du couple franco-britannique, l'Europe s'intéresse aujourd'hui à l'état de santé du couple franco-allemand. Le nouveau chancelier, Olaf Scholz à la tête d'un gouvernement de coalition, a d'emblée souligné ses préférences. Bien que réputé pro-européen, les priorités semblent ailleurs. Le retour du leadership allemand est privilégié et toute forme de *deal* pour l'atteindre est encouragée.

Notamment avec les États-Unis où certains axes de coopération accélèrent la fragilité des axes structurants européens tel que celui de l'Europe de la défense. Le sujet de l'immigration reste aussi un domaine clé dans une Allemagne vieillissante à la recherche d'une immigration choisie. Notons au passage que la Turquie est un pays courtisé par Berlin.

Tout près de nous, ne mésestimons pas les tensions aux portes de l'Ukraine où la Russie masse ses troupes. Finalement, après les désastres de l'URSS en Afghanistan et les plus récentes déconvenues en Géorgie en 2008, la Russie renoue avec les fondamentaux de la puissance. Elle l'a démontré en Syrie où, dans

les domaines aérospatiaux et aéro-maritimes, elle construit, pas à pas, des dénis d'accès rétablissant de fait un rapport de force qui lui est favorable.

À une distance raisonnable des frontières européennes, il faut sans doute s'appesantir un peu sur les enjeux de la bande sahélo-saharienne. Certains rappellent à juste titre que si on ne s'occupe pas de l'Afrique, l'Afrique s'occupera de nous. Le Sahel n'est pas l'Afghanistan. Une occasion de ne pas imiter le désastre du désengagement américain d'Afghanistan même si le Président Joe Biden a fait de son mieux au milieu des turbulences.

Dans l'espace méditerranéen, au Moyen-Orient et dans un Maghreb fragmenté, toutes les manœuvres s'exercent pour tenir son rang régional en ménageant parfois des partenaires incompatibles, fussent-ils Russes, Chinois ou Américains. La mise en concurrence des grands rivaux est désormais de mise avec quelques succès français comme celui de la vente des avions Rafale aux Émirats arabes unis. Enfin, n'oublions pas l'effet de l'élection iranienne de juin dernier sur l'équilibre régional. Rappelons également que les négociations en cours à Vienne sur le nucléaire iranien patinent.

Notons aussi la tenue du « Sommet des démocraties » organisé par le Président Joe Biden le 10 décembre dernier où ni la Turquie, ni la Tunisie n'étaient invitées.

Autant d'éléments qui confirment, s'il fallait en douter, que le Monde change et que la Méditerranée et le Moyen-Orient concentrent la plupart des facteurs géopolitiques qui le façonnent.

L'équipe de direction de l'institut FMES vous souhaite de belles fêtes de fin d'année.

BASSIN MÉDITERRANÉEN

Les enjeux de sécurité en Méditerranée : l'orage approche

*Par Pascal AUSSEUR, vice-amiral d'escadre (2s)
Directeur général de l'institut FMES.*

Le monde est en train de vivre une bascule stratégique majeure qui voit les équilibres et les règles qui avaient prévalu depuis la Seconde Guerre mondiale remis en cause sur tous les plans. L'occidentalisation du monde, qui irriguait les relations internationales, l'économie, la politique, les valeurs et l'organisation des sociétés, s'est interrompue pour laisser la place à une compétition encore confuse entre des systèmes, des perspectives et des intérêts différents, compétition dont il est difficile de déterminer l'issue.

En Méditerranée, ce phénomène est flagrant : le fossé est croissant entre les deux rives qui, à partir du Bosphore, matérialisent plus qu'ailleurs la séparation des mondes Nord et Sud. Reportons-nous deux décennies en arrière, dans les années 1990. Les rivalités entre les peuples, héritées de l'Histoire semblaient condamnées à être progressivement dépassées par un développement économique et social qui entraînait une gouvernance vertueuse, une homogénéisation sociétale et à terme une démocratisation.

Cette convergence considérée comme inéluctable, dont le principe sous-tendait tous les accords signés à l'époque – Partenariat euro-méditerranéen (PEM) de l'UE, Partenariat méditerranéen pour la coopération (MPC) de l'OSCE, Dialogue méditerranéen (DM) de l'Otan ou encore les accords israélo-palestiniens d'Oslo – augurait la pacification quasi-automatique de cette région qui devait s'intégrer progressivement dans une forme de melting-pot européen.

Force est de constater qu'il n'en est rien. Le modèle occidental est l'objet de rancœur et de mépris par les populations du Sud qui considèrent que leur sort ne s'est pas suffisamment amélioré, que les sociétés du Nord ne sont ni enviables ni admirables et que les règles et les valeurs internationales ne sont que des « faux nez » destinés à préserver une domination injustifiée. Les interventions américaines (auxquelles les Européens se sont associés) du début du siècle (Afghanistan, Irak et Libye), à la fois brutales et sans succès, le désengagement – qui est considéré comme la marque d'une forme de désintérêt – qui leur a suivi, l'essor d'un islamisme radical antioccidental et les doutes qui traversent les sociétés du Nord ont été les catalyseurs de ce rejet historique.

L'idéologie antioccidentale comme ressort

La première illustration de cette rupture est le retour des ressorts idéologiques antioccidentaux qui s'appuient sur un fort ressentiment, souvent instrumentalisé. Cette idéologie donne du sens aux tensions qui traversent les sociétés et aux politiques révisionnistes dans la région. À titre d'illustration, la Russie structure sa politique – classique – de recherche d'influence et de souveraineté autour d'une opposition à l'Occident qui s'appuie sur une vision eurasiste, tout en s'installant en chef de file régional d'un mouvement de revanche. De son côté, la Turquie transmute sa rivalité nationale séculaire avec le monde grec en croisade ottomane contre l'Occident (les tweets en turc et en arabes d'Erdogan sont éloquentes à ce sujet). D'une manière générale, le renforcement depuis trente ans du phénomène religieux dans les sociétés musulmanes du Sud apporte une grille de lecture qui essentialise une opposition au modèle européen.

L'autonomisation de la politique des États riverains et le « Moyen-orientalisation » de la Méditerranée

Les puissances régionales profitent de l'espace laissé libre par la moindre implication américaine pour s'émanciper et défendre sans retenue leurs intérêts dans des rapports de force désinhibés qui s'affranchissent des règles internationales considérées avant tout comme des règles occidentales. La Russie profite du désengagement américain pour reprendre son influence perdue au Moyen-Orient, en Syrie, en mer Rouge et en Afrique du Nord, en tentant d'asseoir une posture d'allié fiable et de juge de paix. La Turquie tente de jouer des antagonismes américano-russes pour consolider son glacis (Syrie, Irak, Azerbaïdjan et Chypre du Nord), pour étendre son influence (Libye, Somalie et Balkans) et pour renforcer ses leviers de pression face à l'Europe (migration, gaz, diaspora). Elle bénéficie d'un outil militaire renforcé et de plus en plus respecté. De leur côté, les acteurs se situant auparavant dans la mouvance occidentale ne craignent plus de pousser sans retenue leurs pions pour défendre leurs intérêts : l'Égypte en Libye, Israël en mer Rouge, le Qatar en soutien des réseaux fréristes en Turquie, en Libye et en Palestine et les Émirats en opposition à l'axe frérot-turc en Égypte, en Libye et en Grèce.

Ce rééquilibrage des puissances favorise une « moyen-orientalisation » de la Méditerranée, en forme de retour de balancier de l'occidentalisation du « Grand Moyen-Orient » des décennies précédentes. L'immixtion croissante de l'Iran qui renforce son soutien à ses réseaux chiites irakiens, alaouites syriens, Hezbollah libanais et Frères musulmans du Hamas pour contrer Israël et sécuriser son accès à la Méditerranée en est une illustration. L'implication d'Israël au Maroc, des Émirats et du Qatar au Maghreb et en Méditerranée orientale en est une autre. La posture de la Chine dans cette zone est plus discrète, car ses

enjeux de sécurité prioritaires sont en effet ailleurs : ils concernent la mer de Chine et le transit de ses flux énergétiques issus du Golfe. La base de Djibouti et le partenariat avec l'Iran en sont des maillons clés. La Méditerranée joue surtout le rôle d'axe commercial important pour accéder aux marchés européens qu'il s'agit de sécuriser par des prises de participations dans les plus gros ports de la région et par une recherche de stabilisation régionale. Le Pirée, sous contrôle chinois, est le centre de gravité de ce dispositif. Cette présence en Méditerranée permet également de mettre un pied sur « la rive sud » par le biais de partenariats d'infrastructures et d'exportations (Turquie, Syrie, Égypte, Libye et Algérie) et sur les hydrocarbures (Libye et Algérie) mettant ainsi en place une stratégie d'influence qui ne s'embarrasse pas des droits humains.

L'Europe absente

La grande absente de ce nouveau jeu de puissances particulièrement ouvert est l'Union européenne pourtant en première ligne en termes d'impacts : déstabilisation, terrorisme, migrations et enjeux énergétiques. Le désintérêt des États du Nord de l'Europe, les rivalités entre les États du Sud, la réticence au principe même de puissance, la difficulté à reconnaître la nouvelle donne géopolitique et la mauvaise conscience postcoloniale sont sans doute des éléments d'explication à cette absence. L'UE n'arrive pas à articuler une politique apte à défendre ses intérêts et sa vision du monde fondée sur la liberté et le droit. La tentative de fédérer un groupe des États du Sud, le Med-7 réunissant France, Espagne, Portugal, Italie, Grèce, Malte et Chypre, n'a pas obtenu les résultats escomptés malgré l'implication du président Macron.

Ainsi l'orage approche

Des sociétés sous tension, des États s'affranchissant des alliances,

des règles internationales remises en cause, un emploi de la force de moins en moins inhibé, un ressentiment croissant à l'égard des Européens... Nous entrons dans une ère d'incertitude stratégique où chacun semble fourbir ses armes, sauf l'Europe. Cette dernière présente donc toutes les caractéristiques de la proie idéale : à la fois riche, convoitée, méprisée, doutant d'elle-même, elle ne fait peur à personne tout en suscitant un ressentiment qui autoriserait à la désigner comme le bouc émissaire des tensions régionales. S'en remettre à la protection des États-Unis pour s'affranchir de l'hostilité régionale croissante, alors qu'ils seront préoccupés par leur rivalité stratégique avec la Chine en Indopacifique, semble une option risquée. L'Europe et la France doivent comprendre qu'elles jouent peut-être leur survie en Méditerranée.

Publié dans Les Cahiers de la RDN en septembre 2021

Jeux dangereux au large de la Crimée

Par Igor DELANOË, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe (Centre d'analyse de la CCI France Russie à Moscou), spécialiste des questions de sécurité et de la politique de défense russe, auteur du blog RusNavy Intelligence consacré à la marine russe et chercheur associé à l'université Côte d'Azur.

Interpellé le 30 juin par une journaliste lors de son exercice rituel annuel de communication « Ligne directe » sur le risque de troisième guerre mondiale suite à l'incident survenu au large de la Crimée le 23 juin impliquant le destroyer britannique HMS Defender, le président russe a déclaré :

« Vous avez indiqué que le monde s'était retrouvé au seuil d'une troisième guerre mondiale. Bien évidemment non. Même si nous avions coulé ce navire, il aurait été de toute manière difficile d'imaginer que le monde se soit retrouvé au bord de la troisième guerre mondiale, car ceux qui se livrent à ces agissements savent qu'ils ne peuvent remporter cette guerre. C'est une chose très importante. »¹

La « Ligne directe » est un rendez-vous annuel entre Vladimir Poutine et « les Russes » qui sont invités à lui poser des questions en direct (en présentiel avant le Covid, en ligne cette année) sur toute une série de sujets les affectants, les journalistes présents en plateau jouant le rôle d'animateurs des échanges. Cette phrase a donc été prononcée face à une audience domestique même si le

¹ Traduction de l'auteur. La déclaration originale est consultable en ligne sur le site du [Kremlin](#) : « Вы сказали, что мир стоял на грани мировой войны. Да нет, конечно. Даже если бы мы потопили этот корабль, всё равно трудно было бы представить, что мир встал бы на грань третьей мировой войны, потому что те, кто это делает, знают, что они не могут выйти победителями из этой войны. Это очень важная вещь. ».

public visé par cette déclaration n'est pas restreint aux Russes, loin s'en faut.

Ces propos ne sont pas sans rappeler ceux tenus par le président russe en mars 2015 lorsqu'il affirmait avoir été prêt à mettre les forces stratégiques en état d'alerte afin de garantir le succès des opérations ayant conduit en 2014 à l'annexion de la Crimée. En établissant un lien direct entre la péninsule annexée et la dissuasion stratégique russe, Vladimir Poutine rappelle ainsi que toute confrontation entre la Russie et la communauté euro-atlantique disposerait inévitablement d'une dimension nucléaire.

À cet égard, la phrase du maître du Kremlin concernant l'impossibilité d'une troisième guerre mondiale renvoie à une autre déclaration : celle des présidents russe et américain qui, le 16 juin dernier à Genève, ont rappelé qu'il n'existe pas de conflit atomique qui puisse être remporté. Autrement dit, en faisant allusion lors de la « Ligne directe » aux États-Unis dans une phrase portant sur un incident ayant impliqué un navire britannique, le président russe indique qu'il tient et tiendra Washington comptable des jeux dangereux de ses « obligés » européens. Enfin, la déclaration de Vladimir Poutine exprime un point de vue largement dominant à Moscou : les puissances nucléaires occidentales – dont la France – ne sont pas prêtes à aller jusqu'à la conflagration nucléaire avec Moscou au nom de la Crimée. Le président russe, en revanche, laisse entendre que la Russie le serait. Cette asymétrie dans la détermination reste fondamentale dans le statu quo politico-militaire qui s'est nouée autour de la péninsule, et que Londres a visiblement souhaité ouvertement contester en envoyant le

HMS Defender croiser à proximité des eaux criméennes²

Au demeurant, le déroulé de l'incident – sur lequel les versions russe et britannique divergent – suggère que les forces russes n'ont probablement pas usé de la force dans les proportions qu'elles indiquent, et que les manœuvres d'intimidations visant à éloigner le bâtiment britannique n'ont pas mis en danger le navire et ni son équipage. Autrement dit, il ne semble pas y avoir eu de volonté de couler le HMS Defender côté russe. En revanche, il existe une crainte réelle à Moscou de voir ce type d'agissement se banaliser, et que, d'autre part, les « intrus » ne cherchent à se rapprocher chaque fois un peu plus du détroit de Kertch.

Publié le 8 juillet 2021 par l'institut FMES

² Hypothèse qui semble confirmée par la rocambolesque histoire des documents classifiés portant sur la préparation de cette opération, retrouvés à un arrêt du bus à Londres quelques jours après l'incident.

Israël-Azerbaïdjan : une alliance en quête de renouvellement

Par Igor DELANOË, directeur adjoint de l'Observatoire franco-russe, docteur en histoire membre de l'OS2MO

La guerre dans le Haut-Karabagh qui a éclaté à l'automne 2020 a mis en lumière le rôle de la Turquie comme principal soutien politico-militaire de Bakou dans son entreprise révisionniste de reconquête de ce plateau litigieux avec l'Arménie. Acteur discret mais non moins actif aux côtés de l'Azerbaïdjan, Israël a fourni une assistance matérielle aux forces azerbaïdjanaises qui s'est avérée déterminante dans le succès de leur offensive. Le soutien objectif et silencieux de l'État hébreu à Bakou a pu surprendre. La sympathie d'Israël aurait pu en effet plutôt s'exprimer en faveur des Arméniens – peuple ayant subi un génocide –, ou du moins, les Israéliens auraient-ils pu adopter une posture de neutralité bienveillante dans ce conflit. Il n'en a rien été et l'Arménie, qui avait tout juste ouvert une représentation diplomatique en Israël au mois de juin 2020, rappelle ainsi son ambassadeur dès le mois d'octobre suivant, sur fond d'affrontements dans le Karabagh et de livraisons d'armes israéliennes aux forces azerbaïdjanaises¹.

Le soutien déterminé d'Israël à l'Azerbaïdjan dans ce conflit traduit une lecture largement régionale des défis sécuritaires cristallisés par la question du Haut-Karabagh : l'Iran, bien sûr, mais aussi la Méditerranée orientale, ou l'image de l'État hébreu dans le monde musulman en relation avec le dossier palestinien. Cet article se propose de revenir sur les motivations qui ont poussé Israël à soutenir l'Azerbaïdjan : quels sont les intérêts israéliens dans cette

¹ « Armenia recalls ambassador to Israel over arms sales to Azerbaijan », Reuters, 1^{er} octobre 2020.

crise ? Quels dividendes Tel-Aviv entend-il retirer de sa contribution à la victoire militaire de Bakou ? Comment les relations entre Israël et l'Azerbaïdjan pourraient-elles évoluer après la guerre du Haut-Karabagh ?

Les fondements stratégiques d'une relation multivectorielle

Si l'État hébreu et l'Azerbaïdjan ont établi des relations diplomatiques en avril 1992, il n'existe pas pour autant, jusqu'à aujourd'hui, de représentation diplomatique azerbaïdjanaise en Israël. Bien que les Israéliens aient ouvert une ambassade à Bakou dès 1993, les Azerbaïdjanais ont de leur côté repoussé à plusieurs reprises l'ouverture de la leur à Tel-Aviv, préférant s'en tenir au canal de communication intergouvernemental, pratique et informel, offert par le bureau de représentation de la compagnie aérienne nationale Azerbaijan Airlines sur place². Ce rapprochement vient formaliser une entente qui prend forme dès la fin des années 1980, lors de la première guerre du Haut-Karabagh (1988-1994), lorsque les Israéliens fournissent aux forces azerbaïdjanaises des lance-missiles sol-air Stinger³. Le refus de Bakou d'officialiser ses liens diplomatiques avec Israël peut être interprété comme une forme de retenue à l'égard de son grand voisin iranien. Mais il permet aussi de maintenir l'ambiguïté caractéristique du partenariat israélo-azerbaïdjanais. Ainsi en 2009, le président Ilham Aliiev, filant la métaphore de l'iceberg, décrivait la relation bilatérale avec l'État hébreu comme étant

² Ce bureau est situé à Tel-Aviv, rue HaHagana. Voir Gallia Lindenstrauss, « Israeli-Azerbaijan relationship: despite the Constraints, a Special Relationship », *Strategic Assessment*, INSS, vol. 17, n° 4, janvier 2015, p. 69.

³ Alexander Murison, « The Ties between Israel and Azerbaijan », *Mideast Security and Policy Studies*, n° 110, octobre 2014, p. 10.

« immergée au neuf dixième⁴ ». En visite en 2012 à Bakou, Avigdor Lieberman, qui occupe alors le poste de ministre israélien des Affaires étrangères, qualifie la relation que son pays entretient avec l'Azerbaïdjan de « plus importante pour Israël que [celle existante] avec la France⁵ ».

Outre la présence en Azerbaïdjan d'une ancienne communauté juive (les Tats, ou Juifs des montagnes), Azerbaïdjanais et Israéliens ont construit leur relation autour de trois piliers : leur relation à l'Iran, l'économie – avec des coopérations stratégiques en matière énergétique et militaro-technique – et les bénéfices mutuels qu'ils estiment retirer de leurs liens en termes d'image. Dans le contexte de confrontation géopolitique régionale (voire globale⁶) entre Israël et l'Iran, sa relation avec l'Azerbaïdjan offre à l'État hébreu une profondeur stratégique qui s'insère dans sa stratégie politico-sécuritaire et militaro-sécuritaire des trois cercles⁷. Tête de pont israélienne dans le Caucase, sur le flanc septentrional de la République islamique, l'Azerbaïdjan a pu être envisagé dans certaines analyses comme une potentielle plateforme à partir de laquelle Israël pourrait, en cas de conflit, entreprendre des opérations contre l'Iran. Cette hypothèse paraît néanmoins exagérée⁸ même si la réalisation d'opérations de

⁴ Citation attribuée au président Aliiev, extraite de télégrammes issus de l'ambassade américaine à Bakou et reproduits par WikiLeaks. Voir Gallia Lindenstrauss, « Israeli-Azerbaijan relationship: despite the Constraints, a Special Relationship », art. cit., p. 69.

⁵ Daniel Edelstein, « Potential Gains for Israel after Azerbaijan's Victory in Nagorno-Karabakh », Justsecurity.org, 10 mars 2021.

⁶ Nous songeons ici aux ramifications vénézuéliennes de cet affrontement, avec les enjeux liés à l'approvisionnement du Venezuela en pétrole iranien, et les supposés sabotages israéliens de tankers en provenance d'Iran.

⁷ Cette stratégie implique de forger des alliances périphériques. Lire à ce sujet Jean-Loup Samaan, « Israël et l'Eurasie : le retour de la doctrine de la périphérie ? », *Géoéconomie*, n° 72, 2014/5, p. 139-150.

⁸ Comme l'auteur a pu s'en rendre compte lors d'un entretien réalisé en mars 2013 à la John F. Kennedy School of Government (université de Harvard) avec un ancien conseiller à la sécurité du Premier ministre israélien.

renseignement n'est évidemment pas à exclure⁹. Pour Bakou, le partenariat israélien doit contribuer à tenir à distance le voisin iranien avec qui les Azerbaïdjanais entretiennent une relation de méfiance. Après la chute de l'URSS, l'élection à la présidence azerbaïdjanaise du très pan-turc Aboulfaz Eltchibeï a été dévastatrice pour la relation avec l'Iran : le nouveau président avait fait campagne sur l'idée d'un rapprochement de son pays avec la Turquie et Israël, et avait appelé les Azéris iraniens au soulèvement et à la lutte pour leur indépendance¹⁰. Il convient de rappeler qu'au plan ethnique, il y a plus d'Azéris en Iran (et certainement à Téhéran même) qu'en Azerbaïdjan : respectivement 15 millions dans la République islamique, contre 8 millions dans la petite République du Caucase du Sud.¹¹ « Minorité loyale » au pouvoir central à qui elle a d'ailleurs fourni de nombreux cadres jusqu'au plus haut niveau de l'État iranien, les Azéris iraniens ont pu être suspectés d'incarner potentiellement une « cinquième colonne », d'autant plus que le dossier du Haut-Karabagh a constitué jusqu'à aujourd'hui un défi pour la politique étrangère de l'Iran.

Bakou et Tel-Aviv ont noué un partenariat économique sous-tendu par des échanges réalisés dans deux domaines stratégiques : la coopération militaro-technique et l'énergie. Israël importe en effet près de 40 % de son pétrole d'Azerbaïdjan, via l'oléoduc Bakou-Tbilissi-Ceyhan¹². Bien que le volume des échanges commerciaux

⁹ Au cours des années 1990, les Israéliens auraient ainsi implanté des stations électroniques de collecte de renseignements et d'écoute le long de la frontière irano-azerbaïdjanaise avec le consentement de Bakou (Emil Avdaliani, « Defying Geography: the Israeli-Azerbaijan Partnership », *BESA Center Perspectives Paper*, vol. 723, n° 1, 31 août 2020, p. 3.

¹⁰ Marat Grebennikov, « The Puzzle of a Loyal Minority: Why do Azeris Support the Iranian State? », *Middle East Journal*, vol. 67, n° 1, hiver 2013, p. 7

¹¹ *ibid.*, p. 65.

¹² Israël ne publie pas le détail des informations concernant ses approvisionnements énergétiques, mais le chiffre de 40 % est communément admis par les experts en ce qui concerne le pétrole. Voir par exemple Galia Lindenstrauss, « Israeli-Azerbaijan relationship: despite the Constraints, a Special Relationship », art. cit., p. 73.

s'essouffle depuis quelques années, son partenariat stratégique avec Israël offre à l'Azerbaïdjan un accès à un arsenal de systèmes de combat truffés de technologies de pointe. Depuis 1991, Bakou aurait ainsi absorbé pour près de 7 milliards de dollars de matériels militaires israéliens¹³.

Si ce chiffre peut paraître modeste pour une si longue période, il doit cependant être mis en perspective : le volume du commerce bilatéral israélo-azerbaïdjanais s'est établi en 2020 à un peu plus de 200 millions de dollars¹⁴, et l'État hébreu a exporté en tout en 2020 pour 8,3 milliards de dollars de matériels militaires, ce qui constitue la deuxième meilleure année après 2017 (9,2 milliards de dollars) pour les ventes d'armements israéliennes à l'étranger¹⁵. Aussi, le partenariat militaro-technique entre les deux pays doit d'abord être évalué selon une grille d'appréciation qualitative plus que quantitative. Le matériel acheté par l'Azerbaïdjan aux industriels israéliens de l'armement l'a été pour les raisons suivantes : diversifier et équilibrer les contrats d'armements avec ceux passés auprès de la Russie, acquérir et maintenir une supériorité qualitative sur les forces pro-arméniennes embastionnées dans le Haut-Karabagh grâce à des systèmes d'armes disposant de technologies de rupture, et être en mesure de défendre les installations énergétiques offshore en mer Caspienne contre de potentielles manœuvres d'intimidation de l'Iran, une menace comparable à celle qu'exerce l'Iran contre Israël en Méditerranée orientale¹⁶.

¹³ Emil Avdaliani, « Defying Geography: the Israeli-Azerbaijan Partnership », art. cit., p. 3.

¹⁴ Hors pétrole, mais importations de diamants par Israël incluses. Voir la base de données du Central Bureau of Statistics.

¹⁵ « Israel's military exports hit \$8.3 billion in 2020, second highest-ever total », *The Times of Israel*, 1^{er} juin 2021.

¹⁶ La signature de la convention d'Aktaou, le 12 août 2018, par les pays riverains de la mer Caspienne a cependant éloigné le danger représenté pour Bakou par les prétentions

Commandes de matériels militaires passées par l'Azerbaïdjan auprès d'Israël

Matériel	Quantité	Année de commande	Commentaires
Lance-roquettes multiples autotractés Lynx	6	2005	
Systèmes de roquettes guidées Extra	50	2005	Pour le système Lynx
Drones d'observation Aerostar	4	2007	
Drones tactiques Hermes-450	10	2008	Livrés sur la période 2011-2013
Missiles antichars Spike-LR	100	2008	Livrés sur la période 2009-2010
Mortiers autotractés de 120 mm CARDOM	10	2008	Livrés sur la période 2010-2011
Obusiers automoteur de 155 mm ATMOS	5	2008	Livrés en 2010
Drones d'observation Aerostar	10	2010	Livrés en 2011-2012. Inclut la production de composants en Azerbaïdjan
Système lance-missiles surface-air Barak MX	1	2011	Livré en 2016. Fait partie d'un contrat à \$1,6 milliard
Intercepteurs Barak ER	40	2011	Livrés en 2016. Pour le système Barak MX. Fait partie d'un contrat à \$1,6 milliard
Intercepteurs Barak LRAD	40	2011	Livrés en 2016. Pour le système Barak MX. Fait partie d'un contrat à \$1,6 milliard
Drones tactiques Heron	5	2011	Livrés en 2013. Fait partie d'un contrat à \$1,6 milliard
Drones d'observation Searcher	5	2011	Livrés en 2013. Fait partie d'un contrat à

maritimes iraniennes. Voir à ce propos « Convention de la Caspienne : une bonne affaire pour la Russie », *RusNavy Intelligence*, 24 août 2018.

			\$1,6 milliard
Patrouilleurs hauturiers OPV-62	6	2013	Livrés en 2015-2018
Vedettes d'attaq rapides Shaldag	6	2013	Livrées en 2014-2015. Produites en Azerbaïdjan
Missiles anti-surface / surface-surface Spike NLOS	250	2013	Livrés en 2014-2018. Pour les OPV et les vedettes.
Missiles antichars LAHAT	100	2013	
Munitions rôdeuses Harop	100	2014	Livrés en 2014-2018
Véhicules blindés Sandcat	100	2015	Livrés en 2016-2018
Système lance-missiles guidés antichars Spike LR	10	2015	Livrés en 2016. Pour les véhicules blindés Sandcat
Missiles guidés antichars Spike LR	250	2015	Livrés en 2016. Pour les véhicules blindés Sandcat
Munitions rôdeuses Orbiter 1K	100	2016	Livrés en 2016-2020. Inclut la production de composants et l'assemblage en Azerbaïdjan
Drones tactiques Orbiter-3	10	2016	Livrés en 2016-2017
Munitions rôdeuses SkyStriker	250	2016	Livrés en 2018-2020
Drones tactiques Hermes-900	2	2017	Livrés en 2017-2018
Systèmes automateur lance-missiles semi- balistiques de théâtre LORA	4	2017	Livrés en 2018
Missiles sol-sol LORA	50	2017	Livrés en 2018. Pour le système LORA
Mortiers embarqués SPEAR de 120 mm	10	2017	Livrés en 2018. Pour les Sandcat
Missiles anti-surface / surface-surface Spike NLOS	100	2019	Livrés en 2020.

Source : base de données du SIPRI

Israël est ainsi à l'origine de la nouvelle flottille azerbaïdjanaise : outre le lot de 6 vedettes d'attaque rapides commandé en 2013, Bakou s'est procuré la même année 6 patrouilleurs hauturiers de type Shaldag, produits en Azerbaïdjan entre 2015 et 2019 dans un petit chantier naval construit à l'est de Bakou par les Israéliens¹⁷.

Autre axe de la coopération militaro-technique bilatérale : la lutte antichar, étant donné le nombre de blindés alignés du côté des forces pro-arméniennes embastionnées dans le Karabagh. Bakou s'est procuré non seulement des systèmes de missiles antitanks guidés, mais aussi des drones. Car c'est bien le volet drones de la coopération militaro-technique entre les deux pays qui reste le plus frappant, compte tenu de l'emploi massif de ces systèmes lors du conflit de 2020. Depuis 2007, année où les Azerbaïdjanais ont passé leur premier contrat à l'israélien Aeronautics Defense Systems pour des drones d'observation Aerostar, les forces armées de la petite république du Caucase auront été presque intégralement équipées en drones de manufacture israélienne. À l'aube de la guerre dans le Karabagh, on estime que l'Azerbaïdjan aligne près de 120 drones tactiques et 500 drones kamikazes, très majoritairement israéliens¹⁸. Or, il a pourtant été bien plus question des 50 drones Bayraktar TB2 achetés auprès du turc Baykar Makina, que des appareils israéliens, notamment en raison du soutien affiché et assumé d'Ankara à l'offensive de Bakou. Israël a ainsi fourni aussi bien des drones d'observation (type Aerostar et Searcher, acquis en 2011¹⁹), que des drones tactiques (Heron 450

¹⁷ Base de données du SIPRI. Ces OPV seraient équipés en missiles antinavires israéliens Gabriel

¹⁸ Viktor Mukhakovsky, « Nebo Karabakha », *Arsenal Otetchestva*, 18 janvier 2021

¹⁹ Il s'agit du même modèle vendu par IAI aux Russes au lendemain de la guerre russo-géorgienne d'août 2008.

et 900²⁰) ou bien encore des « munitions rôdeuses²¹ » (le Harop d'IAI, le SkyStriker d'Elbit Systems et l'Orbiter-1K d'Aeronautics Defense Systems²²). On retrouve ainsi presque toute la gamme de drones israéliens dans l'armée azerbaïdjanaise. Outre ce matériel, l'israélien Elta Systems a réalisé les relevés cartographiques digitaux de l'ensemble de la zone du Haut-Karabagh²³, ce qui a donné ensuite un avantage considérable aux forces azerbaïdjanaises dans la conduite des opérations. Grâce à la modélisation digitale de l'environnement de combat, les drones ont ainsi été responsables de près de 90 % des pertes arméniennes en chars, artillerie lourde et systèmes de défense antiaérienne²⁴. Enfin, lors de la phase active du conflit, un pont aérien reliant l'État hébreu à l'Azerbaïdjan via les espaces aériens turc et géorgien a permis d'acheminer munitions et matériels à bord de près d'une centaine d'avions-cargos²⁵.

La coopération militaro-technique israélo-azerbaïdjanaise vise aussi, du point de vue de Tel-Aviv, à acquérir une marge de manœuvre à l'égard de l'accroissement de l'empreinte militaire russe en Syrie. Elle a également pour objectif d'équilibrer les transferts d'armements réalisés (ou que les Russes pourraient réaliser) vers la Syrie et, le cas échéant, vers l'Iran en fournissant en matériels de pointe l'Azerbaïdjan, l'adversaire d'un allié de la

²⁰ Deux lots ont été achetés, respectivement en 2008 et 2017.

²¹ Ou drone consommable explosif, ou encore drone kamikaze.

²² Des lots ont été acquis respectivement en 2014 pour les Harop, et 2016 pour les deux autres systèmes. Pour les éléments sur les contrats drones passés par l'Azerbaïdjan à Israël, voir Andreï Frolov, Anastasia Tyniankina, « Voyna novoy epokhi », *Russia in Global Affairs*, n° 2, mars-avril 2021

²³ « Bakou remporte la guerre du renseignement grâce aux contrats israéliens », *Intelligence online*, 8 décembre 2020.

²⁴ Andreï Frolov, Anastasia Tyniankina, « Voyna novoy epokhi », art. cit.

²⁵ Ces derniers – des Boeing 747 et des Il-76TD/MD – appartiennent à la compagnie aérienne civile azerbaïdjanaise Silk Way Airlines, et sont utilisés aussi à des fins de transport militaire.

Russie, l'Arménie. Une approche relativement similaire avait été mise en application à la fin des années 2000 par Israël avec la Géorgie de Mikhaïl Saakashvili, qui s'était en son temps équipée en drones israéliens, avec les conséquences que l'on sait²⁶.

La Turquie, un vecteur pour les intérêts israéliens en Azerbaïdjan ?

Le conflit du Karabagh se trouve à la croisée des intérêts d'acteurs aux ambitions régionales pourtant concurrentes. Les convergences de vue de la Turquie et d'Israël sur le dossier du Karabagh s'expriment ainsi essentiellement contre ceux de l'Iran et la Russie, qui sont leurs compétiteurs géopolitiques à différents niveaux au Moyen-Orient. Si l'Iran est considéré par Israël comme sa première menace existentielle, l'arrivée de la Russie en Syrie tend à enserrer un peu plus la Turquie dans le dispositif militaire russe qui s'étend du Caucase au Levant, en passant par la mer Noire. La liberté d'action d'Israël est aussi entravée par l'irruption de la Russie dans son voisinage immédiat depuis septembre 2015. Les systèmes de défense antiaérienne et anti-missiles longue portée S-400 russes déployés en Syrie²⁷, et plus largement la présence militaire de la Russie sur place, compliquent la tâche des Israéliens pour leurs frappes contre des objectifs désignés comme iraniens ou pro-iraniens sur le territoire syrien²⁸.

²⁶ Ces drones avaient été utilisés dans la tentative infructueuse de Tbilissi de reprendre par la force le contrôle des provinces séparatistes d'Ossétie du Nord et d'Abkhazie en août 2008. Voir Luc Mampaey, « Les pyromanes du Caucase. Les complicités du réarmement de la Géorgie », *Note d'analyse*, GRIP, 26 septembre 2008.

²⁷ La portée du radar de ces systèmes couvre une grande partie du territoire israélien, dont l'aéroport de Tel-Aviv et les principales bases aériennes du pays.

²⁸ Bien qu'il existe une ligne de communication directe entre la base aérienne russe de Hmeimim et le quartier-général de l'armée de l'air israélienne ainsi que des mécanismes de déconfliction dans les airs et sur mer, les appareils israéliens décrochent généralement leurs missiles depuis l'espace aérien libanais ou au-dessus des eaux méditerranéennes, au large du Levant.

Israéliens et Turcs se retrouvent pourtant bien dans des camps opposés dans le contexte de la Méditerranée orientale, sur fond de compétition pour la mise en valeur des ressources gazières offshore. Membre fondateur du Forum du gaz de la Méditerranée orientale lancé en janvier 2020²⁹, l'État hébreu se retrouve ainsi au cœur d'une organisation transrégionale dont les objectifs s'opposent frontalement aux ambitions d'Ankara d'exploiter le gaz levantin dans des zones à la souveraineté contestée au large de Chypre et de remodeler la carte maritime méditerranéenne à son avantage. De la péninsule Arabique aux Balkans, un front antiturc émerge, structuré par le refus de la politique révisionniste d'Ankara en Méditerranée et au Levant, et illustrée par les accords signés avec Tripoli en novembre 2019 et visant à établir les frontières maritimes – contestées – entre la Turquie et la Libye³⁰.

Dans ce contexte, la réactivation du conflit du Karabagh apparaît comme un produit de la politique étrangère expansionniste turque portée par le vecteur pan-turcique. La contribution d'Israël à la victoire azerbaïdjanaise, outre qu'elle fragilise les positions de Téhéran dans le Caucase du Sud en affaiblissant son partenaire arménien, érode aussi l'influence russe dans la mesure où l'État hébreu a accompagné le succès militaire conduisant à l'établissement d'une tête-de-pont militaire turque en Azerbaïdjan, sous le nez de la Russie. Car l'accord de cessez-le-feu, signé le 10 novembre sous les auspices de Moscou, entérine de

²⁹ Dénommée aussi EastMed, cette organisation est basée au Caire et regroupe aujourd'hui l'Égypte, la Jordanie, Chypre, Israël, la Grèce, l'Italie et la France. L'Union européenne et les États-Unis y ont un statut d'observateur tandis que les Émirats arabes unis y sont plus ou moins affiliés.

³⁰ « Turkey signs maritime boundaries deal with Libya amid exploration row », Reuters, 28 novembre 2019.

facto l'implantation militaire turque dans la république caucasienne³¹. Vu de Tel-Aviv, il s'agit donc d'un pari qui s'est révélé gagnant et qui tend à canaliser, à défaut de les dériver, les ambitions turques qui s'expriment en Méditerranée orientale en direction des régions à populations turcophones du Caucase et d'Asie centrale. Autrement dit, il y avait aussi un objectif d'orienter l'appétit géopolitique d'Ankara vers des zones où les intérêts vitaux d'Israël sont moins en jeu en facilitant la victoire de Bakou.

Cette implantation turque dans le Caucase, estime-t-on certainement en Israël, devrait ainsi contribuer à atténuer le complexe d'enclavement turc, dont la doctrine dite de la « Patrie bleue » est le produit³². Le dénouement victorieux de la campagne militaire de Bakou et l'établissement sur les rives de la mer Caspienne d'une plateforme pour la projection de l'influence politico-militaire turque appliquent une pression sur les marges russe et iranienne, et viennent ainsi mettre au défi leur influence établie au sein d'une zone pourtant enclavée ; jusqu'à cette guerre, l'Azerbaïdjan s'appuyait sur un accord avec l'Iran pour accéder à son enclave du Nakhitchevan via le territoire de la République islamique. Ce n'est désormais plus nécessaire dans la mesure où l'accord du 10 novembre 2020 crée un corridor entre l'Azerbaïdjan et le Nakhitchevan, à travers le Haut-Karabagh et la partie encore contrôlée par les Arméniens.

L'Iran se voit donc privé d'un potentiel levier sur son voisin azerbaïdjanais. La Turquie joue donc dans cette crise un rôle de

³¹ Notamment la provision concernant l'établissement d'un centre de contrôle et de surveillance du cessez-le-feu (article 5). Lire à ce sujet Igor Delanoë, « La Russie face à la pression turque », blog de l'Observatoire franco-russe, 11 novembre 2020.

³² Ou *Mavi Vatan*. Formulée par des amiraux dans les années 2000, elle a été reprise à son compte par le président turc en 2019. Lire à ce sujet Aurélien Denizeau, « *Mavi Vatan*, la "Patrie bleue" : Origines, influence et limites d'une doctrine ambitieuse pour la Turquie », *Études de l'Ifri*, avril 2021.

contrepoids pour Israël face aux influences russe et iranienne qui se sont accrues en Syrie au cours des années 2010.

La reconquête azerbaïdjanaise du Haut-Karabagh, et après ?

Le succès militaire de Bakou dans la campagne de 2020 dans le Haut-Karabagh pose un défi à la relation israélo-azerbaïdjanaise qui va devoir se réinventer. Car le plateau litigieux étant désormais quasi-intégralement passé sous contrôle azerbaïdjanais, un des piliers de la relation bilatérale se trouve fragilisé. En outre, comme nous l'avons indiqué, si l'Iran constitue une source de préoccupation permanente pour l'Azerbaïdjan, la convention d'Actaou sur le statut de la mer Caspienne en a cependant diminué la dangerosité. L'affaïssement du premier pilier risque de compromettre l'équilibre du deuxième : le partenariat économique.

Le Karabagh reconquis, le besoin de Bakou en armes dernier cri va se faire moins pressant et les ventes d'armements risquent de s'essouffler sur le moyen terme. Bakou devrait cependant chercher à conserver sa supériorité qualitative sur l'adversaire arménien, surtout dans la perspective de l'échéance de l'accord du 10 novembre 2020 fixée à 5 ans. En la matière, tout dépendra de ce que Moscou voudra bien transférer comme matériels à l'Arménie afin d'en rééquiper les forces étrillées par le conflit de 2020. L'israélien IAI a, pour sa part, déclaré s'attendre à conclure des contrats d'un montant de 200 à 300 millions de dollars avec l'Azerbaïdjan à assez brève échéance³³. Au demeurant, l'amenuisement des commandes de défense, s'il intervenait,

³³ Sergueï Melnokian, « Gromkoye molchaniye: Izrail' i voyna v Nagornom Karabakhe », Analysis, Russian International Affairs Council, 12 février 2021.

compromettrait la bonne tenue des échanges commerciaux bilatéraux qui ne sont pas parvenus à prendre leur envol au cours de la décennie passée, comme le suggère le tableau ci-dessous.

Évolution des échanges commerciaux entre Israël et l’Azerbaïdjan, 2011-2020 (en millions de \$US)

Année	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020
Volume du commerce bilatéral	125.8	130	106.6	185.2	132.1	266.3	204.3	139.4	115	204.4

**Hors pétrole et avec les diamants. Source : base de données du Central Bureau of Statistics, Israël.*

Anticipant une probable perte de vitesse de leur commerce bilatéral, Bakou envisage l’ouverture d’une représentation commerciale dans l’État hébreu en 2022³⁴. Si ce bureau venait à ouvrir, il pourrait être considéré comme une étape intermédiaire avant l’ouverture d’une représentation diplomatique azerbaïdjanaise en Israël. Resterait alors à déterminer dans laquelle des deux villes – Tel-Aviv ou Jérusalem – Bakou ouvrirait son ambassade. Ce qui nous amène au troisième pilier : les enjeux liés à l’image des deux pays. L’établissement de relations fécondes avec l’Azerbaïdjan a été d’autant plus profitable à Israël qu’il s’agit d’un des rares pays musulmans avec qui le dossier israélo-palestinien ne domine pas l’agenda bilatéral. Autrement dit, la relation politico-économique israélo-azerbaïdjanaise restait hermétique à toutes les crises qui ont affecté ce dossier. Aux yeux

³⁴ « Azerbaijan seeks to expand bilateral trade with Israel », Jewish News Syndicate, 22 avril 2021.

de l'État hébreu, cet aspect constituait une vraie valeur ajoutée de sa relation avec l'Azerbaïdjan et lui permettait de prétendre entretenir des liens apaisés avec un pays musulman chiite non arabe. De son côté, Bakou entendait tirer parti de sa proximité avec Israël afin d'améliorer sa réputation à Washington et y atténuer l'influence du lobby arménien³⁵. Avec la signature des accords d'Abraham et la normalisation en cours des relations entre l'État hébreu et les pétro-monarchies du Golfe³⁶, le paradigme des relations israélo-azerbaïdjanaises est amené à évoluer profondément. Le risque d'isolement de l'État hébreu sur la scène internationale diminue tandis que son image auprès des pays musulmans devrait être progressivement dédramatisée à moyen terme. La normalisation politique des liens entre Israël et ses ennemis d'hier devrait aller de pair avec un épanouissement de leurs relations économiques et, pourquoi pas, se traduire par des livraisons de pétrole du Golfe à l'État hébreu. Autrement dit, Israël pourrait être à l'avenir moins dépendant du pétrole azerbaïdjanais qu'il ne l'a été durant les quinze dernières années.

La quête de désenclavement de l'Azerbaïdjan, situé à la confluence des trois empires perse, ottoman et russe, devrait néanmoins se poursuivre, et son partenariat avec Israël y conservera toute sa place. De son côté, Israël devrait bien continuer à inclure l'Azerbaïdjan dans sa stratégie de nouer des alliances périphériques contre l'Iran. Une asymétrie risque ainsi de s'installer dans la relation au détriment de l'Azerbaïdjan. Quels sont les recours pour Bakou ? L'ouverture de relations

³⁵ La justesse de ce calcul est bien évidemment difficilement mesurable. Voir Galia Lindenstrauss, « Israeli-Azerbaijan relationship: despite the Constraints, a Special Relationship », art. cit., p. 72-73.

³⁶ Pour son premier déplacement à l'étranger en tant que ministre des Affaires étrangères du nouveau cabinet israélien dirigé par Naftali Bennett, Yair Lapid se rend ainsi aux Émirats arabes unis fin juin 2021. Il s'agit de la première visite d'un ministre israélien dans cette monarchie du Golfe.

diplomatiques officielles en est un, mais aussi la nécessité de trouver de nouveaux relais pour favoriser le commerce bilatéral. Ce sera l'objectif de la future représentation commerciale azerbaïdjanaise en Israël, si elle ouvre. Bakou pourrait par ailleurs capitaliser sur les convergences de vue israélo-turques qui se sont exprimées autour du Karabagh et offrir ses services en vue de normaliser les relations entre Israël et la Turquie. Les plaies n'ont pas été totalement pansées entre Turcs et Israéliens depuis l'incident du Mavi Marmara en 2010³⁷ et la confiance qui existait entre eux dans les années 2000 s'est en tout cas évaporée. Partenaire privilégié de la Turquie et d'Israël, l'Azerbaïdjan pourrait essayer de réconcilier les deux pays qui s'ignorent froidement ou s'affrontent diplomatiquement dès qu'une crise surgit à Gaza. En toute hypothèse, la présidence azerbaïdjanaise s'est déjà déclarée prête, fin avril 2021, à abriter un sommet trilatéral si Ankara et Bakou le souhaitent³⁸.

Au bilan, la relation entre Israël et l'Azerbaïdjan se trouve aujourd'hui tributaire d'un contexte extrarégional fluide qui va l'obliger à se réinventer, au risque, sinon, d'être réduite à sa nature essentiellement géopolitique fondée sur la profondeur stratégique qu'elle procure aux deux partenaires.

Publié le 21 juillet 2021 par l'institut FMES

³⁷ Le 31 mai 2010, les forces spéciales israéliennes abordent et arraisonnent au large de Gaza le *Mavi Marmara*, un navire avec à son bord des activistes turcs venus apporter leur soutien aux Gazaouis. L'opération fait 10 morts parmi les activistes et provoque une crise entre Ankara et Tel-Aviv.

³⁸ « Azerbaijan ready to host trilateral summit with Turkey, Israel », *Daily Sabbah*, 26 avril 2021.

La Turquie en Libye¹

Par Benoît DE LA RUEILLE, membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO) et officier au Centre interarmées de concepts, de doctrines et d'expérimentations (CICDE).

Des liens historiques forts

L'Empire ottoman, dont l'héritage impérial est pleinement assumé par le président R. T. Erdogan, s'est emparé de Tripoli dès 1551. Depuis lors, les relations ont évolué d'une mainmise plutôt lâche de la Porte sur la régence de Tripoli à une reprise en main par Istanbul au cours du XIX^{ème} siècle, en réaction à la décomposition de l'Empire. Si cette régence ottomane s'exerçait surtout sur la côte, marquant profondément la ville commerçante de Misrata, elle n'en a pas moins laissé quelques traces jusque dans l'immensité désertique du Fezzan en accordant une grande autonomie aux tribus nomades. Le débarquement italien en Libye (1911) et le traité de Lausanne-Ouchy (18 octobre 1912) sonnent le glas de l'influence turque dont la présence ne s'éteindra toutefois qu'après d'âpres combats s'étendant jusqu'à la fin de la Première Guerre mondiale. Les relations traversent ensuite une période plus atone ne pouvant masquer les difficultés de l'Italie de reconstruire la Libye. Si le colonel Kadhafi, au pouvoir de 1969 à 2011, ne s'est jamais rendu dans la très laïque Turquie, il n'en a pas moins soutenu l'intervention militaire turque à Chypre en 1974, ce qui n'est pas oublié à Ankara.

¹ Cet article ne s'intéresse pas à la validité juridique de ces MoU, contestée par de nombreux acteurs. Il prend en compte leur existence, assumée par les gouvernements de Turquie et de Libye, et commente certaines de leurs implications.

Depuis le début du XXI^{ème} siècle, Ankara renoue avec la tradition géopolitique ottomane, se déployant en particulier en Afrique bien au-delà de ses anciennes régences, illustration d'une politique d'expansion économique et diplomatique correspondant à l'arrivée au pouvoir de l'AKP² en Turquie.

Pour les autorités turques, le développement des liens avec l'Afrique du Nord rend primordiale la sécurisation des liaisons aériennes et navales turques dans l'espace méditerranéen, bien au-delà de la mer Égée et du golfe d'Alexandrette. Ce mouvement de « dés-enfermement » de la Turquie et notamment de sa marine accompagne les ambitions énergétiques du pays qui cherche à s'imposer, y compris par l'intimidation, dans le partage des ressources énergétiques en Méditerranée.

La vision d'un soutien turc à la frange des Frères musulmans libyens en raison d'une proximité religieuse et idéologique est exacte, mais elle est réductrice et masque des éléments nécessaires à la compréhension de cette grande politique. La Turquie, et singulièrement son président Erdogan, ont renoué avec une vision de long terme mise en œuvre avec pragmatisme et opportunisme, bousculant l'échiquier méditerranéen. Les partenaires de la Turquie en Libye sont ainsi ceux qui servent le mieux ses desseins. L'enjeu actuel pour la Turquie, qui profite de la situation d'un pays affaibli et divisé pour se réinsérer dans le jeu libyen, consiste à consolider sa position dans le pays afin de conserver une place de premier choix lorsque la Libye sera à nouveau reconnue comme un pays unifié pouvant disposer librement de l'ensemble de ses atouts.

Si le courant de l'islam politique turc se félicite de la révolution libyenne de 2011, la réaction de l'appareil étatique turc est alors bien plus mesurée, soupesant les bénéfices éventuels à long terme

² Adalet ve kalkinma partisi : Parti de la justice et du développement.

et les pertes certaines à court terme d'une telle position. En effet, en février 2011, à la suite des facilités accordées en novembre 2009 (suppression des visas), environ 30 000 Turcs travaillent en Libye et les investissements de 300 entreprises turques atteignent 20 milliards de dollars dans des secteurs très variés : construction, énergie, industrie manufacturière, pêche, agriculture et biens de consommation. Aussi, lorsqu'il est interrogé début mars 2011 sur la possibilité d'une opération de l'OTAN contre la Libye, le Premier ministre Erdogan qualifie cette hypothèse d'absurde et d'impensable. Deux semaines plus tard, son ministre des Affaires étrangères Ahmet Davutoglu réitère cette position alors qu'il est interrogé sur la possibilité que la Turquie participe à la campagne de bombardement initiée le 19 mars 2011 par la France, le Royaume-Uni et les États-Unis. « Cela nous serait impossible de partager la responsabilité d'une opération que des autorités ont qualifiée de croisade³», déclare-t-il, jugeant que les bombardements allaient au-delà de ce qu'autorisait la Résolution 1973, votée à la majorité du Conseil de sécurité de l'ONU le 17 mars.

Pourtant, le 24 mars, la Grande Assemblée nationale de Turquie (GANT), où l'AKP du Premier ministre Erdogan dispose de la majorité absolue, donne son accord à une participation turque à l'opération de l'OTAN, afin de permettre la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne visant à protéger les civils contre des attaques systématiques et généralisées ainsi que d'un embargo sur les armes. Six chasseurs F-16 et cinq navires de surface plus un sous-marin sont rapidement affectés à l'opération.

³ AFP, 20 mars 2011.

La Turquie s'engage à son corps défendant dans l'opération de l'OTAN « Unified Protector » (2011)

L'intensité de la campagne aérienne contre les symboles et les forces du régime font rapidement comprendre à la Turquie que l'opération ira à son terme et qu'elle ne peut conduire à plus ou moins brève échéance qu'à une chute du régime. Par ailleurs, le Qatar, les Émirats arabes unis et la Jordanie ont rejoint la coalition et participent à la campagne aérienne ; il n'est donc plus possible de parler d'une croisade occidentale contre un pays musulman. Le 18 mars, la Ligue arabe elle-même apporte son soutien à la Résolution 1973. Par ailleurs, la Turquie est membre de l'OTAN et accueille à Izmir le centre de commandement pour les opérations aériennes pour le flanc sud de l'Alliance, naturellement impliqué dans l'opération Unified Protector. Alors que ce centre de commandement était sur la sellette depuis des années car jugé peu utile, la Turquie s'était battue pour le conserver. Dans ce contexte, ne pas participer à l'opération devenait compliqué pour Ankara. Enfin, il y a aussi la volonté d'accompagner, sans retard cette fois après les épisodes tunisien et égyptien, les bouleversements en cours dans le monde arabe.

Ce mouvement entraîne toutefois un dilemme : les années précédentes, le Premier ministre Erdogan a recréé avec succès des liens avec les autocrates arabes afin de sortir la Turquie de son isolement et de sa relation unidirectionnelle avec l'Occident. Il a donc établi des liens avec le colonel Kadhafi et a accompagné son offensive diplomatique d'une large offensive commerciale qui commence à porter ses fruits en 2011.

Comme il a l'habitude de s'adresser directement aux masses musulmanes, notamment sur la question palestinienne, R. T. Erdogan ne peut ignorer les aspirations de la frange

révolutionnaire de la population libyenne à s'émanciper d'un régime autoritaire, même si cela met en péril les premiers fruits de son investissement diplomatique. Entre le 18 et le 24 mars 2011, la Turquie tente de persuader le colonel Kadhafi de négocier avec l'opposition.

Le vote de la Résolution 1973 vient à point nommé pour offrir une porte de sortie honorable à Ankara, lui permettant de façon pragmatique à la fois de tenir ses engagements envers l'OTAN, d'agir en conformité avec le Conseil de sécurité, de ne pas aller contre la Ligue arabe et de soutenir des aspirations populaires très médiatisées. Certes, les investissements financiers sont perdus, au moins à court terme. Néanmoins, la Turquie ne renonce pas complètement au retour au pouvoir d'un proche du colonel Kadhafi. En effet, il semblerait que durant la campagne aérienne de l'OTAN, des informations relatives à des bombardements imminents sur des cibles du régime auraient été transmises à celui-ci, permettant d'en limiter les effets⁴.

Retour en force de la Turquie en 2019

De 2011 à 2018, la Turquie tente comme tous les acteurs intéressés par la crise libyenne de pousser ses pions tout en jouant officiellement le jeu d'un retour à la stabilité. Soutien à l'accord de Skhirat de 2015 prévoyant le retour d'un gouvernement à Tripoli en 2016, redémarrage des relations commerciales dans la limite que permet l'instabilité permanente dans le pays, accueil en Turquie d'islamistes pour certains reconvertis dans les affaires, liens avec les Frères musulmans et des milices locales, absence de poursuites juridiques contre la famille Kadhafi. Dès décembre 2018, la Turquie cherche à investir le secteur de la coopération militaire et de sécurité avec Tripoli : le déplacement à Tripoli du

⁴ D'après des sources libyennes.

chef d'état-major général turc et du ministre de la Défense est l'occasion d'annoncer, le 5 décembre, la signature d'accords de coopération. Cette visite débouche concrètement sur l'arrivée d'un attaché de défense turc à Tripoli en février 2019.

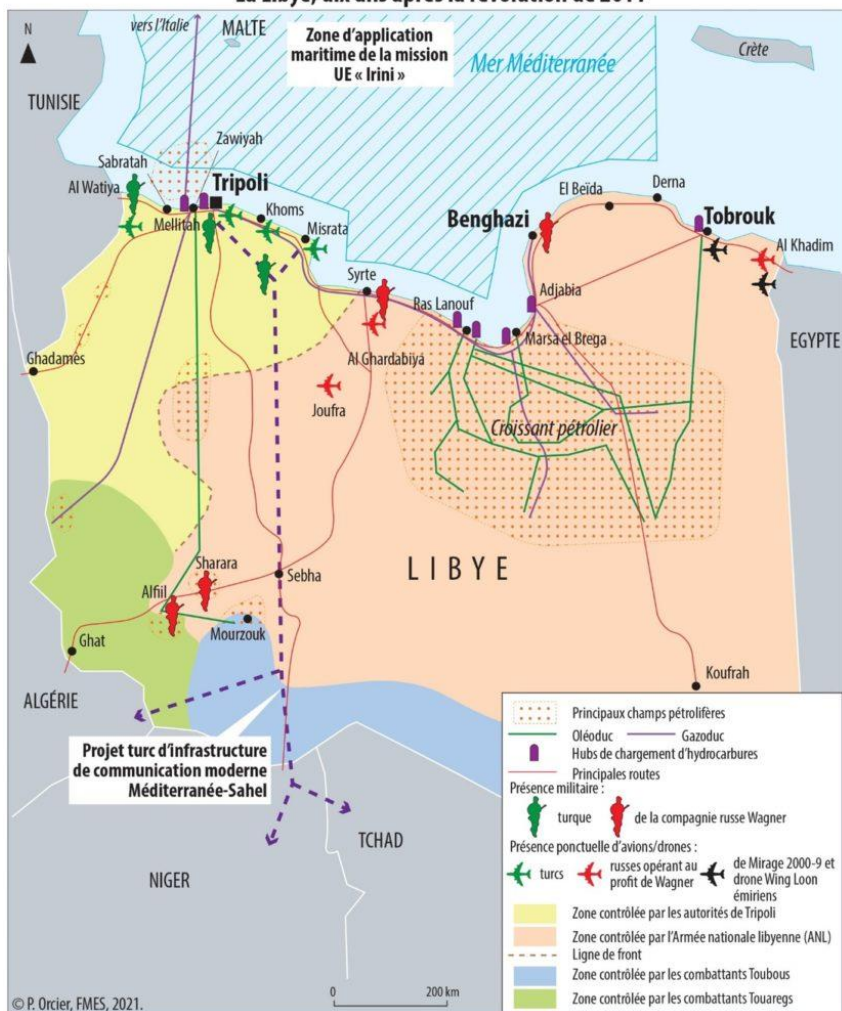
L'accélération et l'approfondissement de la relation sont liés à l'offensive du maréchal Haftar pour s'emparer de Tripoli, débutée le 4 avril 2019, qui bénéficie d'une supériorité dans le domaine des équipements, ce qui pousse les chefs politiques et militaires du GEN de Tripoli à rechercher un appui extérieur. Début mai 2019, alors que les forces de Tripoli subissent une forte pression au sud de la capitale, c'est une délégation libyenne menée par le ministre de l'Intérieur Fathi Bashagha et le commandant de l'opération « Volcan de la colère », le général de division al-Jouweili, qui est présente à Ankara lors du salon d'armement IDEF afin de faire part des besoins urgents en équipements pour contrer l'opération « Déluge de dignité » de l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Haftar.

Fin mai, les premiers équipements (transports de troupe blindés à roues et systèmes de drones Bayraktar TB2) et conseillers turcs transportés par un navire civil débarquent sur les quais du port de Tripoli. Les photos apparaissent très vite sur les réseaux sociaux. Ces drones réalisent quelques frappes spectaculaires, notamment début août sur la base aérienne de Joufrah (dans le centre du pays) qui se pensait hors de portée. Ces moyens ne suffisent pas à inverser un rapport de force très en faveur des forces du maréchal Haftar, appuyées notamment par les Émirats arabes unis et l'Égypte, puis la Russie à compter de septembre 2019. Plusieurs drones turcs sont ainsi détruits en vol ou au sol et ne sont que partiellement remplacés compte tenu des difficultés logistiques.

Le 26 novembre 2019, la signature, entre Tripoli et Ankara, de deux Memorandum of Understanding (MoU) de coopération militaire et sur la délimitation des frontières maritimes révèle au grand jour l'ampleur des ambitions turques en Libye et plus largement en Méditerranée. Elle provoque le basculement du rapport de force sur le terrain par l'engagement militaire d'Ankara auprès du GEN, produit au bout de quelques mois une tension inédite en Méditerranée (y compris entre membres de l'OTAN) et illustre la politique agressive de prospection énergétique que mène la Turquie dans des zones dont elle refuse de reconnaître la souveraineté. L'accord de délimitation des frontières maritimes est dénoncé par une partie des Libyens, mais aussi par d'autres pays riverains de la Méditerranée au premier rang desquels Chypre et la Grèce, régulièrement confrontés aux prétentions maritimes turques.

Le 25 janvier 2020, la GANT donne son accord pour l'envoi d'une aide militaire répondant à la demande du GEN, ce qui officialise la présence militaire turque en Libye chargée de faire de la « coordination ». Les acheminements d'armement en violation de l'embargo s'intensifient au printemps 2020 par voie maritime (navires Cirkin, Ana) sous la protection de frégates turques, malgré le lancement de l'opération européenne Irini (31 mars 2020) chargée de faire respecter l'embargo. Malgré les mises en garde de l'OTAN et de l'UE, la Turquie poursuit son soutien militaire à Tripoli. Le dispositif militaire d'intervention est cohérent : capacité de commandement pour planifier et conduire des opérations interarmées, forces spéciales, capacités de renseignement, bulles de défense aérienne, moyens de frappe dans la profondeur, infanterie « consommable » composée d'environ 3 000 mercenaires syriens.

La Libye, dix ans après la révolution de 2011



La bascule du rapport de force en faveur de Tripoli permet au GEN d'accumuler les victoires militaires en Tripolitaine : prise de la bande côtière à l'ouest de Tripoli en avril, de l'importante base aérienne d'Al Watiya près de la frontière tunisienne le 18 mai, de

la place forte de Tarhouna le 5 juin. Loin d'être intimidée par les accusations de l'ANL et de la communauté internationale l'accusant de violer l'embargo, ce qu'elle assume compte tenu de ses accords avec le GEN, la Turquie soutient la légitimité de celui-ci à s'emparer de Syrte, Joufrah et du croissant pétrolier dans le golfe de Syrte. En juin et juillet 2020, le centre de gravité du déploiement interarmées turc se déplace vers l'est pour soutenir l'offensive des forces du GEN contre Syrte et Joufrah, mais le rééquilibrage russe au profit des forces du maréchal Haftar gèle peu ou prou la ligne de contact à l'ouest de la ville de Syrte.

Parallèlement, la Turquie poursuit son déploiement en utilisant la base aérienne d'Al Watiya comme un hub pour ses opérations et construit une base navale à Misrata⁵. Elle conquiert le cœur de la population de la capitale en engageant une unité de démineurs afin de dépolluer des localités du sud de la capitale regorgeant de munitions non explosées, de pièges et de mines laissés par les mercenaires de la société russe Wagner. À la même période, les premiers cadets libyens partent se former en Turquie à Isparta.

Une tête de pont vers l'Afrique

Le gel de la ligne de front, puis le cessez-le-feu du 23 octobre 2020 clôturent la phase des opérations. En vue de transformer ses succès tactiques en gain stratégique, la Turquie profite de son influence pour étendre autant que possible son emprise sur la partie du pays contrôlée par le GEN. Elle demeure depuis un partenaire extrêmement vigilant au sein des comités nés de la Conférence de Berlin de janvier 2019, chargés de parvenir à la réunification des institutions, afin que ce mouvement se fasse conformément à ses intérêts.

⁵ Qui serait capable d'accueillir des sous-marins.

Avec les nouvelles autorités provisoires du Conseil présidentiel, élues début février 2021 et chargées d'organiser des élections le 24 décembre 2021, les autorités turques multiplient les échanges et les visites de haut niveau, en Turquie⁶ comme en Libye. La Turquie sait que politiquement les Frères musulmans ne constituent pas une force suffisamment puissante pour conquérir et garder le pouvoir, en dépit de leur surreprésentation relative dans les instances dirigeantes. Les élections de 2014 ont établi leur poids réel autour de 10 % du corps électoral. Le calcul turc pragmatique consiste donc à établir de bonnes relations avec le pouvoir en place à Tripoli afin de développer ses intérêts et de tenter de dissuader les autorités libyennes de cultiver des relations avec les pays qui lui sont le plus hostiles.

Dans le domaine économique, la Libye redevient un marché captif pour les entreprises turques. Sur les cinq premiers mois de 2021, l'augmentation des exportations turques vers la Libye atteint 67 % de celles de 2020, soit 983 millions de dollars ; en mai, l'augmentation atteint 138 %, soit 158 millions de dollars ; 3 milliards de dollars supplémentaires sont attendus d'ici la fin de l'année 2021. Pour Murtaza Karanfil, président de l'office de commerce turc pour la Libye, les secteurs prometteurs en Libye sont l'énergie, la défense, l'alimentation, le recyclage, la chimie, les infrastructures et la construction (BTP). L'objectif serait d'atteindre une valeur d'échanges de 10 milliards de dollars d'ici quelques années. La Libye est d'ores et déjà le deuxième client africain de la Turquie. En sens inverse, les exportations libyennes vers la Turquie sont constituées à 95 % de produits pétroliers.

⁶ La dernière rencontre entre le président turc et le Premier ministre libyen Dbeibah à Istanbul, le 7 août 2021, a donné lieu à un communiqué saluant le développement spectaculaire des relations politiques et économiques.

Trois jours de mer séparent les ports turcs de Tripoli. La Turquie planifie de construire en Libye un hub lui permettant d'exporter ses produits vers les 53 pays du continent africain⁷ par la voie des airs mais aussi par la route pour les régions les moins éloignées. La Turquie possède actuellement 41 ambassades en Afrique, dont 36 en Afrique subsaharienne⁸ ; 30 pays africains disposent d'une représentation diplomatique à Ankara, chiffres qui ont considérablement augmenté depuis le début des années 2000. Les « bras armés » de la diplomatie et de l'influence turques sont les ambassades et leurs réseaux commerciaux, l'agence TIKA (Agence de coopération et de coordination de la Turquie), la fondation AFAD (aide humanitaire d'urgence), l'institut Yunus Emre (culture), la fondation Diyanet (affaires religieuses), la fondation Maarif (éducation), l'agence de presse Anadolu (communication, information et influence), mais aussi la compagnie aérienne nationale Türk Hava Yollari (43 pays desservis avant la pandémie). L'effort turc porte principalement vers les pays d'Afrique du Nord⁹ mais l'Afrique subsaharienne retient aussi l'attention d'Ankara. Pour des convois logistiques routiers, l'Afrique de l'Ouest et l'Afrique de l'Est se trouvent à une semaine de distance de Tripoli, d'autant que la Turquie s'estime moins sujette que d'autres pays à des problèmes de sécurité dans les zones traversées.

Vis-à-vis du continent africain, les avantages de la porte d'entrée libyenne sont évidents : droits de douane très faibles par rapport à ceux des autres pays de la façade méditerranéenne et délivrance aisée de visas. Mais des freins subsistent, car la Libye n'est pas

⁷ Le montant des échanges commerciaux Turquie-Afrique est passé de 5,3 Mds de dollars en 2003 à 25,3 Mds en 2020 (source : site internet du MAE turc).

⁸ La dernière ouverture en date d'une ambassade turque a été effectuée en Sierra Leone en novembre 2020.

⁹ 51,5 milliards de dollars de projets d'investissements sur les 71,1 prévus pour l'ensemble du continent (source : MAE turc).

encore desservie par Turkish Airlines, les problèmes en alimentation électrique du pays (y compris à Tripoli) et l'absence de système bancaire suffisamment structuré rendant son implantation difficile. Lorsque ces problèmes d'infrastructure seront réglés, la Turquie, bien présente sur place, aura une longueur d'avance sur ses concurrents.

Dans le développement de ses relations avec les pays africains, la Turquie se trouve régulièrement en compétition avec d'autres acteurs, notamment la Chine et la Russie, mais les objectifs des uns et des autres sont différents. La Chine tisse sur le temps long un maillage anesthésiant, s'appuyant depuis 2013 sur la stratégie des Nouvelles routes de la soie visant à faire de la Chine la première puissance mondiale en sécurisant l'accès aux ressources. Par manque de moyens, la Russie concentre ses efforts sur quelques pays : République centrafricaine, Soudan, Libye où elle s'oppose à la Turquie dans le domaine militaire par le biais de la société Wagner¹⁰.

Stratégie claire et pragmatisme

Ankara est suffisamment pragmatique pour voir plus loin que les autorités libyennes actuellement au pouvoir. Celles-ci ne sont déjà plus celles du temps de la signature des MoU en novembre 2019. Qui plus est, elles ne sont théoriquement qu'intérimaires, devant

¹⁰ La caractérisation des relations politico-sécuritaires turco-russes fait couler beaucoup d'encre. Il semble qu'il faille distinguer selon les niveaux stratégique, opératif et tactique. D'un point de vue stratégique, les deux pays apparaissent comme des ennemis héréditaires, la fédération de Russie comprenant des territoires précédemment ottomans. Aux niveaux opératif et tactique, le pragmatisme et l'équilibre bénéfiques/coûts expliquent tantôt les oppositions (Libye, Caucase), tantôt les coopérations (Syrie), tantôt les deux successivement sur un même théâtre. Aujourd'hui la Turquie et la Russie sont les deux puissances extérieures jouant un rôle prépondérant en Libye, détenant les clés de la résolution de la crise, la Russie ayant supplanté les influences émirienne et égyptienne auprès du maréchal Haftar.

céder la place à l'issue des élections planifiées théoriquement pour le 24 décembre 2021¹¹.

Aujourd'hui, en profitant de liens solides et multiples ainsi que de l'exploitation opportune d'une situation politique et sécuritaire complexe, la Turquie vise, par sa stratégie en Libye, à devenir le partenaire étranger principal de ce pays pour en faire le relais de l'influence turque sur le continent africain. D'un point de vue politico-militaire, le pays est toujours divisé en deux zones d'influence et Turcs comme Russes y maintiennent des capacités de renseignement, de commandement et de combat¹². La base aérienne d'Al Watiya, dans l'ouest du pays, représente la base aérienne et logistique turque principale. Pour l'instant, des chasseurs F-16 n'y ont jamais été basés, sans doute sur pression de Washington qui ne veut pas inquiéter la Tunisie voisine ni pousser à l'escalade en Afrique du Nord. Des drones armés y sont en revanche présents en nombre. La marine turque dispose de facilités navales à Khoms, quant aux éléments terrestres turcs ils sont principalement groupés autour de Tripoli.

L'ensemble du dispositif serait probablement capable de remonter rapidement en puissance en cas de détection de préparatifs d'une nouvelle offensive de l'ANL contre les forces du GEN. Même si les données disponibles en sources ouvertes sont moins nombreuses que durant la guerre de 2019-2020, il est très probable, compte tenu des rotations régulières de l'armée de l'air turque, que la présence turque en Libye comprenne différents dispositifs :

¹¹ Si ces élections n'ont pas lieu à cette date, de nombreux Libyens considéreront ces autorités comme illégitimes. L'actualité permet toutefois de douter de la tenue des élections à cette date.

¹² À noter que si des milliers de mercenaires syriens ont quitté le pays dès l'été 2020, plusieurs centaines demeurent dans le pays. Environ 200 d'entre eux ont manifesté dans le sud de Tripoli fin août 2021 pour réclamer le paiement de leurs salaires.

renseignement (drones, ROHUM), formation, forces spéciales, commandement, feux dans la profondeur (T-155 Firtina, T-122 Sakarya). Les escales de bâtiments de la marine turque demeurent régulières.

Sur le plan politique, le courant des Frères musulmans libyens tente aujourd'hui de faire en sorte que les élections du 24 décembre 2021 ne soient que des élections parlementaires et que ce soit ces parlementaires qui élisent le président de la République. En effet, les Frères musulmans sont conscients de leur poids limité et redoutent une élection du chef de l'État au suffrage universel. Présente en force dans le pays, la Turquie a atteint un haut niveau de connaissance du paysage politique, rejoignant presque les Italiens et les Égyptiens dans ce domaine. Elle estimerait avec sérieux depuis plusieurs mois les chances de retour au pouvoir de Seif el Islam Kadhafi¹³, compte tenu de la lassitude des Libyens à souffrir des jeux partisans et de sa capacité de rassemblement au-delà de sa tribu et de ses partisans déclarés.

En établissant des contacts à haut niveau avec les leaders politiques libyens – à l'exception du maréchal Haftar – mais en développant aussi des contacts officieux avec des représentants du courant kadhafiste¹⁴, la Turquie joue sur plusieurs tableaux et espère consolider sa position actuelle. Cependant, elle doit prendre en compte deux éléments. Tout d'abord, les Libyens ne sont pas adeptes de relations exclusives, et encore moins d'une présence militaire sur leur sol qui ne soit pas pleinement acceptée¹⁵. En effet

¹³ Incidemment, il faut noter que la transformation de la basilique Sainte-Sophie en mosquée était une condition du colonel Kadhafi à une éventuelle visite en Turquie.

¹⁴ Le 5 septembre 2021, la Turquie a obtenu des autorités de Tripoli la libération de personnalités de l'ancien régime et notamment de Saadi Kadhafi, un des fils du colonel Kadhafi, emprisonné à Tripoli depuis son expulsion du Niger en 2014. Juste après sa libération Saadi Kadhafi s'est envolé pour la Turquie.

¹⁵ Se remémorer l'expulsion des Américains de Libye après le coup d'État de 1969.

la présence militaire turque a été appelée dans des conditions bien particulières. Quand la stabilité intérieure sera restaurée, il est probable que les futures autorités libyennes exigeront le départ de toute force qui ne réponde pas à un besoin de coopération. Elles devraient aussi chercher à multiplier les partenariats propices au développement économique du pays ainsi qu'à sa stabilité politique. À ce titre, les liens avec les pays européens sont primordiaux. Enfin, les compétiteurs de la Turquie, en particulier européens, inquiets de son pouvoir déstabilisant sur le continent africain, pourraient chercher à contrecarrer ses desseins et limiter ses ambitions.

Publié le 4 octobre 2021 par l'institut FMES

La Tunisie, « l'homme malade » de l'islam politique ou de la démocratie ?

Par Pierre VERMEREN, professeur d'histoire des sociétés arabes et berbères contemporaines à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, en délégation CNRS à l'Institut de recherche sur la Méditerranée contemporaine à Tunis en 2020-2021.

La Tunisie est-elle vouée à vivre à contre-courant de ses voisins, dans un Maghreb en crise ? Après avoir fait la révolution de 2011 qui a mis fin à l'autocratie, une première dans le monde arabe, la Tunisie s'est donnée en partie aux islamistes d'Ennahda (le parti de la « Renaissance »). Elle n'a toutefois pas sombré dans un régime purement islamiste, obligeant en 2014 ses partisans à un compromis constitutionnel garant des libertés publiques et individuelles, ce qui constitue une autre première dans la région.

Après trois alternances démocratiques (2011, 2014 et 2019), voici qu'un coup d'arrêt brutal a été donné au processus de démocratisation, le 25 juillet 2021 : sans violence, avec le soutien de la population, le président de la République, Kaïs Saïed, a mis un terme aux querelles du Parlement et du gouvernement en suspendant leurs pouvoirs. Cet état d'exception constitutionnel a été soutenu par l'immense majorité de la population¹⁶, exaspérée depuis des mois par les querelles politiciennes, la corruption croissante et l'incapacité des dirigeants à faire respecter les droits de l'État, de la société et des citoyens.

Pays initiateur du printemps arabe en janvier 2011, à travers la

¹⁶ Le président de la République Kaïs Saïed serait en tête des intentions de vote (91,9 %) pour l'élection présidentielle, selon un sondage de Sigma Conseil et le journal Le Maghreb du 17 août 2021.

révolution qui a chassé le président Ben Ali du pouvoir après 23 ans d'autocratie, la République tunisienne, depuis le coup d'État égyptien de juillet 2013, faisait figure d'exception par sa légalité institutionnelle. Partout, la séquence post-révolutionnaire a tourné en une reprise en main autoritaire, à la guerre civile ou à une contre-révolution. Jusqu'à l'été 2021, la Tunisie n'avait sombré dans aucun de ces scénarii. Désillusionné par l'aggravation de sa situation économique et sociale, incité par l'ensemble de ses soutiens arabes à reprendre la voie autocratique, on ne peut affirmer que le pays soit totalement vacciné. Les Tunisiens sont attachés à la liberté d'opinion et d'expression, peu compatible avec l'autocratie.

Du pacte historique de janvier au compromis boiteux du mois d'août 2014

Pour comprendre la période actuelle, remontons à 2014, année-clef où les Tunisiens ont échappé au pire¹⁷. Après deux ans et demi d'une assemblée constituante dirigée par une Troïka¹⁸, ayant pour mission de voter en un an la constitution de la deuxième République, la transition semblait en péril. Le président de la République élu fin 2011, Moncef Marzouki, auréolé de son rôle de défenseur des droits de l'homme, proscrit sous Ben Ali, a fini par pactiser avec les islamistes d'Ennahda qui dominaient la Troïka. Le guide d'Ennahda, Rached Ghannouchi, tête pensante de l'islamisme tunisien et membre actif de la confrérie internationale des Frères musulmans, avait créé le trouble en circonvenant le

¹⁷ Khadija Mohsen-Finan, Tunisie, l'apprentissage de la démocratie : 2011-2021, Paris, Nouveau Monde éditions, 2021.

¹⁸ Alliance parlementaire entre le parti Ennahda, le parti du président (Congrès pour la République) et une ancienne formation de centre gauche (Ettakatol).

président, réputé démocrate conservateur, dans une alliance jugée contre nature. Le conseiller politique du président, Aziz Krichen, a raconté de manière savoureuse la dérive du président dans un livre qui a fait date¹⁹. À la tête du CPR (le Congrès pour la République), l'ambitieux président a compris qu'il ne pourrait pas être élu pour un mandat définitif sans Ennahda. Fort de cette faiblesse, R. Ghannouchi maintenait deux fers au feu : un fer pour son parti et pour ses militants, auxquels il ouvrait les portes de l'État en recrutant 150 000 d'entre eux dans la fonction publique, sans autre brevet que celui d'opposant islamiste à Ben Ali ; un fer révolutionnaire de constituant, visant à doter le pays d'un régime parlementaire rompant avec l'héritage laïc de Bourguiba.

Pour faire pression sur les démocrates, il laissa une bride large aux activistes qui enflammèrent le pays par leurs violences et de meurtriers attentats. Enfin, pour faire pression sur le président et ses nécessaires alliés parlementaires – la constitution devant être votée aux deux tiers des constituants –, il négociait pied à pied les fondamentaux du parti islamiste, notamment la fin de l'égalité civile entre les Tunisiens et les Tunisiennes. La société civile, choquée et révoltée par les violences de rue et par ce grignotage de ses droits, organisa une riposte concertée hors du Parlement. Un « quartet » (composé du syndicat UGTT, de l'UTICA, syndicat patronal, de l'ordre des avocats et de la Ligue des droits de l'homme) parvint in extremis en janvier 2014 à imposer un compromis constitutionnel respectueux de l'héritage bourguibien.

En juillet 2013, le coup d'État militaire égyptien, conduit avec une grande brutalité contre les Frères musulmans qui dirigeaient le pays, fit comprendre à Ghannouchi la fragilité d'Ennahda, et le

¹⁹ Aziz Krichen, Tunisie, 2011-2017, La promesse du printemps, Paris, Éditions de La Sorbonne, 2018.

risque de retour à la répression. En six mois, Ennahda, sous la pression du quartet, accepta le compromis constitutionnel : la transition tunisienne fut sauvée, et la deuxième République promulguée le 7 février 2014. À l'approche des élections législatives et présidentielles de l'automne, Ghannouchi comprit que le vainqueur annoncé de ce processus serait l'ancien ministre de Bourguiba, Béji Caïd Essebsi, créateur dès 2012 d'un parti attrape-tout, Nidaa Tounes, afin de faire front à Ennahda. Mais la bataille à venir n'était pas sans danger systémique, le bloc nationaliste risquant de s'affronter au bloc nahdaoui, sur fond de guerre idéologique, de violences, et de crise économique désormais structurelle.

En août 2014, il fut donc secrètement convenu à Paris, entre les deux adversaires, qu'après une bataille en bonne et due forme dans les urnes à l'automne, un compromis serait passé entre Nidaa Tounes, détenteur probable de la présidence et du premier groupe parlementaire (ce qui arriva), et le second groupe du Parlement, Ennahda. Les deux adversaires s'allieraient une fois élus (sous la forme de la neutralité bienveillante d'Ennahda), afin d'éviter des violences et consacrer le compromis constitutionnel. Ennahda y trouva une rente de situation : assuré de conserver ses positions dans l'administration, à la tête du pays et des services publics investis depuis 2011, le parti a l'opportunité, cinq ans durant, de faire retomber la colère des Tunisiens contre les violences subies, de paralyser l'action de la justice contre ses activistes, et de se refaire une santé électorale. Ennahda avait perdu un tiers de ses électeurs entre 2011 et 2014. Pour autant, derrière les proclamations de paix et bientôt de profession de foi démocratique, il n'était pas question de faciliter la tâche d'un gouvernement ni d'un président héritiers d'un bourguibisme honni.

Populistes contre populistes aux élections de 2019

Cette législature et le quinquennat de Béji Caïd Essebsi (2014-2019) – dit BCE – ne furent donc pas sereins. L’alliance politique improbable se révéla dans les mois qui suivirent les élections générales, créant une grande confusion qui entravait la bonne gouvernance. La constitution semi-parlementaire arrachée in extremis par Ghannouchi ne facilitait pas une ligne claire. Assailli par de multiples crises (économique, sécuritaire, sociale), ce gouvernement aurait dû avoir les coudées franches, à supposer qu’il veuille trancher dans le vif. Mais soumis à une alliance parlementaire tirant à hue et à dia, il décida très peu de choses. La seule ligne claire fut le renforcement de la force de frappe armée contre le terrorisme, chargée, avec le soutien d’alliés étrangers, de porter le fer contre les maquis du mont Chaambi, à la frontière algérienne, de sécuriser la frontière libyenne, de mettre fin à la série d’attentats meurtriers destinés à ruiner le tourisme international, et à stopper l’hémorragie de jeunes Tunisiens se rendant par milliers au djihad syrien avec le soutien de groupes islamistes et des Turcs. La Tunisie n’en devint pas moins le premier fournisseur mondial de djihadistes (autour de 5 000²⁰).

Ennahda détestait le régime présidentiel de la première République (1957-2011), et voulait imposer un régime d’assemblée, dite choura dans son langage politico-islamique. Le parti n’y parvint qu’en partie car le président BCE, quoiqu’ayant peu de pouvoir, disposait de marges de manœuvre indirectes. Mais si le président nomme le Premier ministre, celui-ci a besoin du soutien du Parlement : il est donc faible. Il fut ainsi incapable de relancer la croissance – en dépit d’une aide internationale assez

²⁰ Mustapha el Haddad, L’embrigadement des jeunes pour le jihad, « le paradoxe tunisien », Arabesques éditions, Tunis, 2021.

conséquence –, de lutter contre les grèves perlées qui frappaient entreprises et administrations, d'imposer le vote des réformes constitutionnelles en attente, et de faire fonctionner la justice. Non seulement les responsables des attentats ne furent pas poursuivis, la justice étant délibérément bloquée, mais les prévaricateurs et affairistes de l'ancien régime, désormais sans maître, comprirent le parti qu'ils pouvaient tirer de la situation : la corruption empira, des fortunes se constituèrent chez les islamistes (notamment grâce à l'injection de capitaux turcs, qataris et koweïtis) ou s'agrandirent sur le dos d'une population appauvrie par la chute du dinar. Les Tunisiens, en quelques années, perdirent la moitié de leur pouvoir d'achat, le dinar étant entré dans un processus de dévaluation au long cours. Quant à l'État, il s'endetta jusqu'aux limites possibles pour un pays dépendant (près de 100 % du PIB).

Pour stopper cette mauvaise gouvernance, il aurait fallu créer l'instance de régulation des conflits prévue par la constitution, que le Parlement avait théoriquement un an pour mettre en place. Cette Cour arbitrale ne vit jamais le jour, non sans donner lieu à des polémiques qui scellèrent son sort : Ennahda et le président préféraient cette situation floue autorisant un gouvernement de l'ombre. BCE, âgé de 88 ans au début de son mandat, n'était pas au mieux de sa forme. Sentant sa fin venir, il laissa son fils tenter de s'emparer du parti, ce qui affaiblit sa crédibilité et fractura Nidaa Tounes. Une seule réforme d'importance fut votée, la création des communes, qui donna lieu aux élections locales de mai 2018. Ennahda avait vu juste. Bien que poursuivant sa chute (en perdant un deuxième tiers de ses voix de 2011), le parti s'empara de plusieurs exécutifs locaux, parmi les plus importants (comme Sousse). N'ayant pas d'intérêt à œuvrer au salut du pays, ce qui aurait été mis au crédit du président, Ennahda attendait 2019. Les élections furent précipitées par la mort de BCE, le 25 juillet 2019.

S'ouvrit alors, sur fond de crise persistante, un véritable bal des populismes. Trois forces émergent de la courte séquence électorale d'août à octobre 2019. Le cheikh Ghannouchi, qui savait la présidence inaccessible, concentra ses efforts sur le Parlement, conformément à sa doctrine. Il pensa alors gagner sur les deux tableaux : en soutenant un président présumé faible et conservateur ; et en remportant le premier groupe parlementaire.

La présidentielle trancha entre deux candidats dits « populistes » : le milliardaire patron de télévision, Nabil Karoui, qui passa la campagne en prison en attendant un jugement pour corruption présumée ; et un maître assistant de droit constitutionnel inconnu, Kaïs Saïed, maniant une langue arabe poétique propre à émouvoir ses auditeurs. Le second, surfant sur l'intégrité, l'emporta largement avec le soutien de la jeunesse et d'Ennahda. Au Parlement en revanche, Ennahda arriva en tête devant Qalb Tounes, le parti de Nabil Karoui. Rached Ghannouchi fut élu président du Parlement.

Les trois présidences, source du blocage institutionnel sous Kaïs Saïed

Le pays serait donc désormais dirigé par trois hommes, les présidents de trois sièges du pouvoir, sorte de nouvelle troïka qu'aucun mécanisme de régulation ne pouvait réguler. Des trois présidents, celui de Carthage (la présidence) est le plus légitime, élu par une forte majorité au suffrage direct (72 % des voix). Mais en système semi-présidentiel, le nouveau président de 61 ans est loin d'avoir la haute main sur la décision politique²¹. Il a le pouvoir de nommer le Premier ministre, mais il se heurte très vite au contre-pouvoir de l'Assemblée qui ne valide pas son premier

²¹ Nizar Bahloul, Kaïs Ier, président d'un bateau ivre, Tunis, Edito éditions, 2020.

choix ; de sorte que la nouvelle présidence commence par une crise politique. Une fois le président de la République élu, quatre mois ont été nécessaires pour que le gouvernement E. Fakhfakh soit opérationnel, fin février 2020.

D'emblée, ce deuxième président, dit du Conseil des ministres, le chef de la Kasbah, est le plus faible. Nommé par le président qui peut le démettre, il dépend tout autant du Parlement qui peut le destituer, et qui doit valider ses projets de loi. De sorte que le chef de gouvernement (Saïed en a nommé trois en un an et demi), et plus encore ses ministres, sont en situation de fragilité politique ; or les décisions qu'il faudrait prendre sont douloureuses.

Le pays étant au bord de la banqueroute, il faudrait en effet, selon les bailleurs internationaux, réduire les importations, ne plus embaucher de fonctionnaires et réduire fortement la masse salariale. Autant de politiques risquant de mettre le feu au pays, et que le gouvernement ne peut envisager sans une contrainte extrême. Dans le domaine sanitaire, la crise du Covid, qui éclate en mars 2020, impose des mesures drastiques que le gouvernement est incapable d'imposer sur le long terme. La fermeture des frontières ayant d'emblée ruiné le tourisme et les transports (dès le printemps 2020), le gouvernement n'a aucun argent à dépenser pour soutenir les travailleurs et les familles au chômage. De sorte qu'il oscille constamment entre les médecins, qui réclament le confinement, et les travailleurs subsistants qui ne veulent pas en entendre parler. Presque interdits d'agir, les deux gouvernements Fakhfakh (révoqué après 7 mois) et Mechichi, bien que constamment soutenus par la France, l'Union européenne, l'Algérie et les bailleurs de fonds, outre la Turquie, se contentent de gérer les affaires courantes et de remettre à plus tard ce qui pourtant nécessite des décisions urgentes ou structurelles.

Durant cette année et demie, la situation ne semble pas déplaire au président du Parlement, R. Ghannouchi, au Bardo, suivi par un groupe de députés dévoués. Allié au sein de la coalition majoritaire avec le parti Qalb Tounes, le parti de son ancien adversaire N. Karoui, Ennahda, qui se veut respectable, sous-traite des provocations à une petite coalition parlementaire extrémiste issue de ses rangs, Al Karama²². Pour Ghannouchi, présider le Parlement de la République s'apparente à un couronnement, cette instance étant selon lui la seule institution légitime. Début 2020, il considère qu'ayant fait élire Saïed, ce nouveau président sans parti, dont l'entourage essentiellement féminin semble faible, est son obligé. Force est de constater, après un an d'exercice, qu'en dépit des efforts qataris et turcs, le président de Carthage se retourne contre ceux qui l'ont fait (en partie) roi ; « chef des forces militaires armées et civiles » (dit-il en avril 2021), il n'a pas à se laisser dicter son agenda, veillant à l'indépendance de la nation tunisienne.

Le président du Parlement considère par ailleurs que le Premier ministre est son obligé, puisqu'il l'a fait élire. S'étant débarrassé de l'ingénieur E. Fakhfakh pour une affaire de conflit d'intérêt supposé – ce qui a permis de lui faire endosser le terrible confinement initial du Covid-19 –, Ghannouchi a jeté son dévolu sur le juriste Hichem Mechichi, qu'il espérait téléguider. Un jeu à trois bandes entre Carthage, la Kasbah et le Bardo a commencé, dont la presse et Facebook ont relaté au quotidien, de septembre 2020 à juillet 2021, les péripéties. Saïed et Ghannouchi se sont disputé le Premier ministre : le premier lui a interdit de former le tribunal des conflits ; et le second a miné ses efforts pour redresser la situation économique et sociale. En butte au FMI et aux bailleurs

²² Celui-ci prend comme tête de turc parlementaire la présidente du Parti destourien libre (PDL), la députée très populaire Abir Moussi, héritière autoproclamée du bourguibisme, radicalement anti-nahdaouie, successivement insultée, bouculée puis frappée dans l'enceinte de Parlement, sans que cela donne lieu à poursuite.

internationaux, le gouvernement a géré à vau-l'eau la crise du Covid et celle des finances sous l'œil de ses deux mentors ; le premier se rapprochant ostensiblement de l'armée et du peuple ; le second, de plus en plus impopulaire, essayant de conforter sa base par des compensations financières indécentes dans le climat ambiant. L'impasse devenait totale à l'approche de l'été 2021²³.

La convergence des crises et le désarroi des Tunisiens au premier semestre 2021

À l'approche de l'été 2021, la Tunisie était aspirée dans une spirale de crises : des institutions impuissantes ; une croissance bloquée (-8,8 % en 2020, -2 % au premier semestre 2021) ; un mur de la dette se rapprochant²⁴. Des échéances de 2,5 milliards de dollars à l'été 2021 semblaient insurmontables, faisant craindre une banqueroute dans le sillage du Liban²⁵. Depuis des mois, le gouvernement en était réduit à trouver des prêteurs, des donateurs ou des expédients pour payer chaque mois ses fonctionnaires (et nombre de primes ou de mois de salaire, voire de trimestres, ont été supprimés pour les fonctionnaires et contractuels de l'État). La Tunisie possède en effet une des plus grosses masses salariales du monde par rapport à sa richesse nationale officielle.

D'après plusieurs économistes, le PIB réel serait le double du PIB officiel, ce qui explique la « relative » stabilité sociale dans un pays dont les revenus officiels ne permettent pas à la majorité des

²³ Hamadi Redissi, Mustapha el Haddad, Asma Nouira et Hafedh Chékir (dir.), Tunisie, la transition bloquée, Tunis, Diwen Éditions, 2021.

²⁴ Skander Ounaies, « En 2021, la Tunisie face au mur de la dette », Jeune Afrique, 29 décembre 2020 (jeuneafrique.com, rubrique « Idées »).

²⁵ Après le coup d'État constitutionnel du 25 juillet, les prêteurs et crédateurs étrangers ont permis le versement de ces sommes, le PIB de la Tunisie étant estimé à environ 40 milliards de dollars.

citoyens de survivre. L'ampleur de l'économie informelle et de la contrebande est telle que les impôts sont assis sur une base étroite. Selon Aziz Krichen, l'économie rentière fondée sur des monopoles et les importations a fini par asphyxier le pays²⁶. Une quinzaine de grandes fortunes familiales édifiées depuis les années 1970 a fini par prendre en otage l'économie nationale, mais aussi des élites politiques qui sont impuissantes à les fiscaliser à leur mesure.

Il s'en est suivi une véritable débâcle productive et industrielle. Grévistes, syndicats et importateurs ont ruiné la production de phosphates et d'hydrocarbures, bloquée jusqu'à l'été 2021, l'agriculture elle-même ayant été mise en grande difficulté par les importations d'Europe et de Turquie.

Dès lors, l'opinion tunisienne s'est radicalisée contre le régime, incapable de pourvoir à ses besoins élémentaires, y compris l'éducation et la santé, points forts de l'ancien régime socialiste bourgeoisien. En 2020, 6 000 jeunes médecins ont quitté le pays, et depuis la révolution, 100 000 enfants ont quitté l'école chaque année sans aucun diplôme, ce qui obère dramatiquement l'avenir d'un petit pays sans ressources majeures.

En 2021, un vent de fronde est monté dans le pays, relayé par des centaines de débats publics sur les chaînes de radio ou de télévision, sur les réseaux sociaux, et dans la société. Abir Moussi a porté l'étendard de la contestation virulente d'Ennahda, ce qui a poussé son parti en tête les sondages pour les futures législatives. De nombreux Tunisiens ont affirmé leur nostalgie – tout au moins en paroles – du régime de Ben Ali, c'est-à-dire de l'homme fort, un sentiment que le président en place a parfaitement entendu.

²⁶ Aziz Krichen, *La gauche et son grand récit. Comprendre l'économie rentière, Tunis, Mots passants, 2021.*

L'option présidentielle du 25 juillet 2021, un Bonaparte ou un De Gaulle du Maghreb ?

Pour autant, une partie des élites s'interroge depuis que le seuil légal d'un mois d'exception, prévu par la constitution, a été dépassé : aucune décision générale n'a été prise, ni la nomination d'un premier ministre, ni l'annonce en faveur de nouvelles élections. Les spéculations et rumeurs sont allées bon train. Les échéances bancaires ont été réglées en plein été de façon inattendue avec les bailleurs. Mais ceux-ci exigent un retour à la légalité constitutionnelle pour la suite.

Le 14 septembre 2021, le président Saïed s'est montré soudain déterminé et péremptoire. Se présentant comme étant au « service du peuple tunisien », il a stigmatisé « les voleurs, les mercenaires et les traîtres », accusés de « payer de l'argent à des parties étrangères pour nuire à leur patrie » ; « Je ne dialoguerai jamais avec de telles personnes » a-t-il conclu. La société politique a été renvoyée à ses cordes, même le parti d'Abir Moussi qui aurait pu servir ses objectifs de reconstruction d'une nouvelle majorité. Quant à la petite armée tunisienne, très largement professionnalisée, elle ne s'est jamais engagée dans le jeu politique. À l'inverse des autres pays arabes, il est improbable qu'elle fasse pression sur le Président, quoiqu'elle soit bien obligée de discuter avec lui. C'est donc à Kaïs Saïed, en cette rentrée 2021, qu'il revenait de prendre seul la décision permettant de sortir par le haut de la crise. L'histoire était dans toutes les têtes. Faut-il finir une révolution pour la sauver ? Faut-il en passer par une contre-révolution, même pacifique ? Le président, constitutionnaliste de métier, peut-il renier son attachement au droit et prendre goût au pouvoir personnel ? Sur qui s'appuierait-il pour gouverner, n'ayant pas de parti, et que ferait-il quand il faudra prendre des décisions

impopulaires. Parmi d'autres, le chercheur Mohamed Kerrou²⁷ interroge l'histoire : Saïed sera-t-il le Bonaparte qui sauve la révolution en sacrifiant (en partie) les libertés ? D'autres évoquent une contre-révolution à l'égyptienne, la violence de masse en moins grâce à la faiblesse d'Ennahda. Tous ont en tête les coups d'État de Bourguiba en 1957 qui a détruit la monarchie pour créer la République, et celui de Ben Ali en 1987, qui s'est présenté en libérateur du bourguibisme autoritaire, mais a installé en deux ans un régime policier liberticide.

Sans expérience préalable, le président solitaire doit être désarmé devant l'ampleur des défis, économiques et financiers qui le laissent mutique. Le décret-loi du 23 septembre 2021, annoncé par le Président depuis Sidi Bouzid, lieu emblématique de la révolution de 2011, coupe court aux spéculations : bien que les libertés publiques soient (encore) effectives dans le pays, le président s'affranchit de la constitution de 2014 et s'attribue les pleins-pouvoirs, même celui de nommer un gouvernement et des ministres seulement responsables devant lui. Il cumule les pouvoirs exécutif et législatif, mettant fin à la démocratie représentative. Le parlement cesse d'exister ; le nouveau régime serait une phase institutionnelle « exceptionnelle et provisoire », mais qui fait fi des syndicats, des partis politiques et des corps intermédiaires, ce qui ne manquera pas d'être rapidement dangereux dans le contexte tunisien. C'est « Ce que veut le peuple » brandit Saïed, mais l'option bonapartiste évince l'option gaullienne d'une remise sur les rails démocratiques.

L'épidémie de covid se calme avec la fin annoncée du couvre-feu, et des mines et champs d'hydrocarbures ont repris leur activité :

²⁷ Mohamed Kerrou, « Tunisie, vers un bonapartisme libéral ? », The Conversation, en ligne, 31 août 2021.

mais l'année scolaire, sociale et politique qui commence risque d'être explosive, car la banqueroute est d'autant plus d'actualité que les bailleurs internationaux ne feront pas de cadeau à un pouvoir personnel aventureux et solitaire.

Enfin, dans le champ de ses réflexions, le président Saïed, aujourd'hui seul aux commandes, doit aussi méditer sur la situation régionale de son pays, dont les faits et gestes sont scrutés à la loupe par ses voisins. Depuis la révolution de 2011 et les risques de subversion djihadiste dans le pays – qui s'est matérialisée dans des violences où plusieurs centaines de militaires ont perdu la vie, notamment lors de la sauvage attaque de Ben Guerdane à la frontière libyenne en 2016, où 11 d'entre eux ont été tués –, la Tunisie est épaulée par l'Algérie. Les autorités de ce pays, en tant que « république sœur », sont au mieux avec la Tunisie, et son armée en particulier qu'elle contribue à former. Le poids d'Ennahda dans la vie politique tunisienne jusqu'au 25 juillet dernier n'a jamais empêché une coopération serrée. Pour le pouvoir d'Alger, qui déteste l'instabilité, l'essentiel est que la révolution de 2011 ait été surmontée dans un certain calme, et que la Tunisie demeure stable, afin de sécuriser le flanc est de la Libye, potentiellement très dangereux.

Si Alger, médiateur engagé de longue date dans la crise libyenne, a dû espérer, un temps, qu'Haftar vainque les milices islamistes de Tripoli et rejette les miliciens turcs d'Erdogan à la mer, il a depuis accepté la nouvelle donne sous pilotage international et onusien. Très dépendants économiquement de la Libye et beaucoup plus fragiles du fait de la géographie, les Tunisiens ont toujours joué les bons offices entre les clans libyens se partageant le pouvoir et le pays, sans dévoiler leurs préférences. La présence à leurs portes de milliers de combattants islamistes importés par Erdogan au nord-est de ce pays n'est pas prise à la légère, mais les Tunisiens savent

pouvoir compter sur l'Algérie – avec le soutien du Maroc –, par ailleurs ennemis déclarés, pour les épauler en cas de problème. Si la Turquie s'est élevée contre la mise à l'écart des islamistes d'Ennahda et l'opération du 25 juillet, il est probable qu'Erdogan tente de revenir dans le jeu, afin de ne pas jeter les Tunisiens dans les bras des Émiratis et de leurs alliés arabes.

Il n'a pas dû en outre échapper au président tunisien que les dernières élections législatives au Maroc, le 8 septembre 2021, ont permis à la monarchie marocaine de se séparer – pour ne pas dire liquider – les Frères musulmans du PJD dans ce pays, et que la Turquie, qui était pourtant leur modèle, s'est bien gardée de protester, voire a pris ses distances avec eux. Objectivement, après l'Égypte en 2013, la mise à l'écart des Frères musulmans en Tunisie puis au Maroc au cours de l'été 2021, isole un peu plus la Turquie et le Qatar au sein du monde arabe. La ligne émiratie des monarchies alliées à l'Égypte ne peut pas tout à fait s'étendre à la Tunisie et à l'Algérie, ne serait-ce qu'à cause des accords d'Abraham, qui sont un véritable casus belli pour ces deux pays, du fait de l'accord avec Israël. De ce fait, il existe une forme d'alliance objective entre Alger et Tunis – qu'on pourrait qualifier de fidélité au nationalisme arabe –, qui ne sont tout à fait ni dans un camp ni dans l'autre. La présence d'un pouvoir islamiste proche des Turcs à Tripoli – jusqu'à nouvel ordre –, avec des ramifications tissées au Sahel et au Sahara, invite ces deux pays à une grande prudence ; de surcroît, rien ne prouve que les Frères musulmans aient dit leur dernier mot à Tunis – où ils sont certes très affaiblis – ni à Alger, où le MSP et ses alliés ont une audience qui excède probablement leur faible score aux législatives de juin. Plus que jamais, la petite Tunisie, qui est à la fois courtisée par Rabat, Istanbul et les Libyens, mais aussi redoutée par tous pour son bouillonnement démocratique, se trouve donc dans une forme d'alliance objective et paradoxale avec la République algérienne.

En guise d'épilogue, le président Saïed a fini par nommer, le 29 octobre 2021, un Premier Ministre, en l'occurrence une femme, Mme Najla Mouden, une universitaire spécialiste en géologie (modernité) originaire de Kairouan (tradition). La priorité de l'économie est ainsi affirmée. La Tunisie qui aime frapper les esprits sera ravie, cette femme inconnue du grand public devenant la première femme « Premier ministre » d'un pays arabe. Pour le Président, cette nouveauté permet de conforter l'opinion féministe très vive en Tunisie (notamment parmi ses soutiens), tout en coupant l'herbe sous le pied à une autre femme, la cheffe du Parti destourien libre, Abir Moussi, qui aspire à cette fonction, et était il y a peu donnée favorite par les sondages en cas d'élections législatives. Ce faisant, il amadou également l'administration américaine démocrate très attachée à la défense des droits des femmes en terre d'Islam. Cet acte annonce-t-il une révolution gouvernementale, ou n'est-il qu'un rideau de fumée comme l'annoncent déjà certains éditorialistes ? N'est pas Bourguiba qui veut.

Publié par l'institut FMES le 28 septembre 2021

GOLFE PERSIQUE

Où va l'Iran ?

Par Pierre RAZOUX, directeur académique et de la recherche de l'institut FMES, auteur de The Iran-Iraq War (Harvard University Press) récompensé par le prix du meilleur ouvrage 2016, décerné par la Society for Military History.

Le 18 juin 2021, l'Iran a élu un nouveau président, Ebrahim Raïssi (61 ans), magistrat islamique ultraconservateur appartenant à la lignée du Prophète (turban noir), religieux de rang moyen arrivé second au scrutin de 2017, ancien chef du système judiciaire connu pour son engagement dans la lutte contre la corruption, mais aussi réputé comme un impitoyable exécutant de la répression gouvernementale à la fin de la guerre Iran-Irak (1980-1988). Sa victoire acquise au premier tour avec le taux de participation le plus bas (48 %) depuis la révolution islamique et le taux de votes nuls ou blancs (13 %) le plus élevé depuis 1979 s'explique par la volonté du clergé de rester aux manettes, par la lassitude du peuple qui a sanctionné l'échec de Hassan Rohani à tenir ses promesses de réformes économiques et sociétales, et par le rejet de sa politique étrangère ayant consisté à tout miser sur l'accord nucléaire (JCPOA)¹ torpillé par Donald Trump.

Le nouveau président a constitué depuis une équipe très proche à la fois du Guide suprême et des Gardiens de la révolution (pasdarans). Longtemps proche du camp de l'autarcie qui considère que la République islamique peut survivre en restant isolée, ses déclarations récentes et les ministres qu'il a nommés, confirmés début septembre par le Parlement monocaméral (*Majles*) et par le Guide, semblent indiquer qu'il a rejoint le camp de l'ouverture qui considère que le régime ne peut

¹ JCPOA : Joint Comprehensive Plan of Action signé à Vienne le 14 juillet 2015.

survivre qu'en s'ouvrant largement au monde extérieur, au moins pour commercer et renforcer sa posture stratégique. Ebrahim Raïssi n'en demeure pas moins hostile aux réformes sociétales. Une chose paraît sûre : il jouit de la confiance du Guide suprême qui pense lui-même à sa succession, ce qui lui assure quatre ans de stabilité. Sous sa gouvernance, la République islamique se repliera-t-elle sur elle-même ou profitera-t-elle du monde qui change pour pousser ses pions ? Parviendra-t-elle à trouver un terrain d'entente avec les États-Unis pour mettre un terme à la crise nucléaire ? Parviendra-t-elle enfin à ne pas tomber sous la coupe de la Chine ?

Le clergé iranien s'accroche au pouvoir, mais pour combien de temps ?

Pour faciliter l'élection d'Ebrahim Raïssi, le clergé et les institutions qui le soutiennent n'ont pas hésité à décourager ou disqualifier d'emblée les candidats les plus populaires : Mohammad Baqr Qalibaf, président du Parlement et ancien commandant en chef des pasdarans pour les conservateurs ; Ali Laridjani pour les conservateurs modérés ; Mohammad Javad Zarif, ministre des Affaires étrangères sortant et Eshaq Djahanguiri, vice-président, pour les réformateurs ; et même Hassan Khomeini, petit-fils du fondateur de la République islamique, trublion du clergé.

Ce processus d'évictions montre que le clergé craignait de perdre une présidence qu'il exerce pratiquement sans discontinuer depuis quarante ans. Échaudés par la parenthèse populiste de Mahmoud Ahmadinejad (2005-2013) et la posture avant-gardiste d'une partie de la classe politique, constatant la baisse du sentiment religieux dans la population, les clercs iraniens se sont ligués pour évincer du pouvoir tous ceux qui auraient pu être tentés de

s'écarter du dogme du *velayat-e-faqih*(gouvernement du juriste-théologien) édicté par l'imam Khomeini, fondateur de la République islamique. Au-delà de la question idéologique, c'est le contrôle du pouvoir et des fondations religieuses, extrêmement riches, qui est en jeu ; c'est sans doute pour cela que le clergé, soutenu par les pasdarans, fait obstacle à l'adoption par le Parlement iranien des règles du GAFI (Groupe d'action financière) contre le blanchiment d'argent.

La présence d'Ebrahim Raïssi à la présidence de la République permet surtout au clergé de sécuriser le processus de désignation du prochain Guide suprême qui remplacera à court ou moyen terme Ali Khamenei (82 ans), pour s'assurer que celui-ci continuera d'arbitrer le jeu institutionnel en faveur des religieux. Nombreux sont ceux qui pensent que la présidence de la République n'est qu'un marchepied devant permettre à Ebrahim Raïssi d'accéder à la Guidance, sans doute pendant son mandat compte tenu de l'âge d'Ali Khamenei². L'objectif du clergé est d'empêcher que la fonction de Guide suprême soit remplacée à cette occasion par un Conseil de Guidance qui diluerait son pouvoir au profit du président et du Parlement.

Les revendications réalistes de la population ne portent pas sur un hypothétique changement de régime ou sur l'abandon de son caractère religieux, d'autant qu'elle lui sait gré d'avoir réhaussé l'influence internationale de « la Perse éternelle » ; elles portent en fait sur l'accroissement des libertés dans les sphères privées et non institutionnelles. Autrement dit, les Iraniens et les Iraniennes veulent pouvoir se comporter comme ils le souhaitent chez eux,

² Trois autres clercs descendant du Prophète sont fréquemment nommés comme candidats potentiels à ce poste : Mojtaba Khamenei, fils du Guide actuel, Ahmad Khatami (sans lien avec l'ancien président Mohammad Khatami) et Hassan Khomeini, petit-fils de l'imam Khomeini (Ardavan Khosnood, « What will happen when Khamenei dies ? », BESA Paper, n° 1885, 14 janvier 2021

entre amis, dans leur véhicule ou dans des lieux publics, sans risquer l'emprisonnement ou le bâton. La population attend surtout que le pouvoir crée des emplois, construise des logements et gère la crise environnementale qui impacte le pays de manière inquiétante (pollution, sécheresse endémique, réduction des réserves aquifères, vents de sable accélérant la désertification), de même que la crise sanitaire de la Covid-19 ; l'Iran, pays le plus touché du Moyen-Orient, vient de connaître sa 5^e vague de pandémie et envisage tout juste la mise en place d'un pass sanitaire.

Après les répressions meurtrières des manifestations de 2009, 2017 et 2019, la population sait qu'elle n'aura pas gain de cause dans la rue. Chacun connaît en effet le prix des révolutions ou de l'anarchie³. On assiste dès lors à la fuite des élites. Tous ceux qui le peuvent partent s'établir à l'étranger ou bien envoient leurs enfants poursuivre leurs études hors d'Iran. Ceux qui restent font le gros dos, cultivent l'individualisme et attendent stoïquement une évolution du régime, peut-être après le décès du Guide si son successeur prend conscience de la transformation de la société. En attendant, de nombreux jeunes se réfugient sur Internet, d'autres dans la drogue, d'autres encore dans les combines. On observe une baisse du taux de mariages (moins un tiers depuis cinq ans) et du taux de natalité (1,7 enfant par femme mariée alors qu'il oscillait entre 5 et 6 il y a trente ans)⁴.

Une chose paraît sûre : s'il ne parvient pas à améliorer drastiquement la vie quotidienne de la population (économie, lutte contre la pandémie, environnement, social), le clergé ne pourra

³ *A fortiori* avec le nouveau ministre du Renseignement, Esmail Khatib, mollah radical de 60 ans très proche du Guide.

⁴ La population iranienne s'élève à 83 millions d'habitants, ce qui fait de l'Iran le troisième pays le plus peuplé du Moyen-Orient après l'Égypte et la Turquie.

plus reporter la faute sur les réformistes et sera durablement décrédibilisé, laissant le champ libre aux pasdarans, aux anciens combattants et aux technocrates islamistes ayant fait carrière dans l'appareil étatique. Les membres du clergé se doutent intuitivement que ceux-ci, beaucoup plus nationalistes et moins idéologiques, s'arrangeront entre eux pour exercer durablement le pouvoir, reléguant les mollahs au troisième rang. À Qom, certains clercs prônent déjà un retour à l'islam chiite quiétiste, tel qu'il est prêché par le grand ayatollah Sistani de Nadjaf en Irak⁵.

Priorité absolue à l'économie et à l'effacement des sanctions américaines

L'effet conjugué des sanctions américaines et onusiennes, de la mauvaise gestion et de la corruption endémique⁶, grève lourdement l'économie iranienne et ne permet plus au régime d'acheter la paix sociale. Même si le PIB réel (585 milliards de dollars) semble avoir progressé de 1,5 % entre 2020 et 2021 après une nette contraction en 2018-2020, les indicateurs macro-économiques sont au rouge : inflation à +37 % ; hausse de 80 % du prix de l'immobilier à Téhéran ; taux d'emploi de la population en âge de travailler limité à 36 % ; vente de barils ne représentant que 20 % de la capacité d'exportation pétrolière (effet direct des sanctions) ; déficit budgétaire à 8 % du PIB ; baisse de 20 % des échanges en devises dont les réserves ont été divisées par trois ; baisse de 10 % des échanges avec la Chine, de -21 % avec la Corée du Sud, de -36 % avec le Japon et de -50 % avec l'Inde⁷.

⁵ Pour un aperçu détaillé des évolutions sociologiques iraniennes, confer Bernard Hourcade, « Iran : le temps des changements ? », *Politique internationale*, n° 171, p. 173-187, 2021.

⁶ Comme en témoignent les nombreuses condamnations prononcées par les instances judiciaires dirigées jusqu'au printemps 2021 par Ebrahim Raïssi, désormais président de la République.

⁷ Brèves économiques et sectorielles de Téhéran, Direction générale du Trésor, printemps 2021.

Pour tous ceux qui estiment que la principale menace pour le régime provient de l'intérieur, à l'instar du clergé, il est crucial de relancer l'économie et d'améliorer la vie quotidienne de la population. Si l'on en croit les déclarations officielles, la relance de « l'économie de résistance » passe en priorité par l'effacement des sanctions économiques, ce qui implique que le nouveau ministre des Affaires étrangères, Hossein Amir-Abdollahian, diplomate chevronné de 56 ans, réputé pour sa fermeté mais aussi pour son pragmatisme, trouve un terrain d'entente avec les États-Unis. Du point de vue de Téhéran, un accord sur le nucléaire doit permettre de faire tomber l'essentiel des sanctions de manière à relancer l'économie, tout en permettant une négociation bilatérale sur d'autres sujets : libération des « otages » retenus en Iran et aux États-Unis, posture réciproque de l'Iran et des États-Unis sur la scène régionale, éventuels accords commerciaux suivis du retour de certaines sociétés américaines en Iran. Mais pour cela, Téhéran et Washington doivent s'entendre sur le fond comme sur le tempo, puis sur la manière de présenter un accord éventuel à leurs partenaires respectifs.

Pour la Maison Blanche, il s'agit de trouver un compromis acceptable par le Congrès pour que celui-ci ne remette pas en cause le résultat des négociations. Bien qu'elles s'en défendent, de nombreux signaux montrent que les deux parties discutent discrètement *via* plusieurs canaux (tout récemment à New York lors de l'Assemblée générale de l'ONU) et qu'elles se seraient entendues début mai sur les grands principes d'un accord, comme l'a laissé entendre Abbas Araqchi⁸, alors chef de la délégation iranienne, recasé depuis au Conseil stratégique des relations extérieures de la République islamique, illustrant par là-même la continuité de la politique étrangère iranienne.

⁸ IRIB, 2 mai 2021.

Pour l'instant, les élites iraniennes, échaudées par la volte-face de Donald Trump et la procrastination apparente de l'administration Biden, n'accordent plus aucun crédit à l'exécutif américain. Conscientes que le retour des États-Unis dans le JCPOA reste leur principal objectif, elles ne bougeront de leur position retranchée que lorsqu'elles se seront entendues avec l'administration américaine sur la levée effective d'une part significative des sanctions qui les touchent. Pour l'instant, elles procrastinent elles aussi et regardent la montre, espérant que le temps jouera en leur faveur à l'approche des élections de mi-mandat aux États-Unis (2022) ; Joe Biden pourrait en effet avoir besoin d'un succès sur le dossier iranien (et ainsi accepter certaines concessions) pour compenser l'effet désastreux de son retrait désordonné d'Afghanistan. Peut-être les dirigeants iraniens font-ils la même erreur qu'Antony Blinken et Robert Malley qui estimaient que le tandem Rohani-Zarif ferait des concessions au printemps 2021 pour se targuer d'un succès avant l'élection présidentielle iranienne de juin ? Les ultraconservateurs, certains de gagner cette élection, avaient pourtant clairement signifié qu'un éventuel accord ne saurait être endossé que par la nouvelle équipe, une fois confirmée dans ses fonctions.

Pour l'instant, Américains et Iraniens font monter les enchères, tout en négociant très certainement âprement en sous-main. Les premiers envisagent de nouvelles sanctions et des mécanismes rendant plus difficile encore leur suppression, rappelant que la fenêtre de négociation ne restera pas ouverte indéfiniment ; ils envisagent ouvertement un « Plan B » avec certains alliés dont Israël, sans qu'il soit forcément question d'une option militaire ; compte tenu du durcissement des infrastructures nucléaires iraniennes, il est plus probable que ce plan B vise davantage le renforcement des sanctions, des sabotages et des actions offensives cyber. Les seconds rappellent qu'ils négocient à leur rythme et ne

prendront aucune décision tant qu'une partie significative des sanctions n'aura pas été effectivement levée⁹ ; pour donner plus de poids à leur propos, ils accélèrent leur rapprochement apparent avec la Chine, enrichissent l'uranium dans des quantités très supérieures¹⁰ à celles agréées dans le JCPOA et à des seuils élevés (60 %), tout en limitant l'accès de l'Agence internationale pour l'énergie atomique à certaines installations, l'empêchant par exemple de changer les cartes-mémoires des caméras de surveillance du site de Karaj, victime l'été passé d'un sabotage attribué à Israël. Bref, de part et d'autre, chacun se jauge et montre les muscles ; en l'état actuel et compte tenu des intérêts des uns et des autres, il n'est pas impossible qu'un accord, même partiel, soit officialisé avant fin janvier 2022 (pour le discours de Joe Biden sur l'état de l'Union), sauf si le régime iranien obtenait entre-temps des avantages économiques significatifs de la Chine et de la Russie, rendant moins urgent un accord avec les États-Unis. C'est la raison pour laquelle de hauts responsables iraniens multiplient les navettes à Pékin et Moscou¹¹.

Renforcement des liens avec la Chine et l'Asie

De ce point de vue, l'intégration de l'Iran à l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)¹² en tant que membre à part entière, actée le 17 septembre 2021 lors de la réunion de Douchanbé (Tadjikistan), est une excellente nouvelle pour Ebrahim Raïssi qui a conduit là sa première visite à l'étranger, ce

⁹ Hossein Amir-Abdollahian a évoqué le montant de « 10 milliards de dollars d'avoirs gelés en signe de bonne volonté » ; IRIB & I24News, 3 octobre 2021

¹⁰ Le rapport de l'AIEA de septembre 2021 estime que l'Iran disposait à cette date de 2 441 kg d'uranium faiblement enrichi, soit douze fois plus que les termes du JCPOA.

¹¹ Le Kremlin n'hésite toutefois pas à faire pression sur Téhéran lorsqu'il estime que le gouvernement iranien se rapproche trop de Pékin, en stoppant par exemple pendant plusieurs mois l'exploitation de la centrale nucléaire civile de Bouchehr après la conclusion du partenariat Iran-Chine.

¹² L'OCS regroupe la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan et les États d'Asie centrale ; l'Iran avait demandé à en faire partie en 2008 mais n'avait obtenu qu'un siège d'observateur.

qui est significatif de l'importance que l'Iran accorde à l'Asie. Nul doute que le retrait précipité des États-Unis d'Afghanistan a accéléré le tempo, Pékin et Moscou voyant là un bon moyen d'arrimer un peu plus l'Iran dans leur camp, d'autant que l'OCS représente un marché important de plus de 3 milliards d'individus. C'est sous ce prisme économique que doit être analysé le partenariat stratégique conclu à grand renfort de publicité avec la Chine le 27 mars 2021, négocié en réalité depuis plus de cinq ans¹³ et dont la formalisation a été accélérée après le retrait du JCPOA par Donald Trump. Ce partenariat conclu pour 25 ans, qui complète ceux liant Pékin à l'Arabie saoudite (2006 et 2016) et aux Émirats arabes unis (2012, 2018 et 2021), ne constitue en fait qu'un cadre général pour la coopération future entre la Chine et l'Iran ; il n'inclurait aucune clause chiffrée spécifique, comme l'a déclaré Zhao Lijian, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères¹⁴. Il concerne officiellement les questions politiques et militaires, la lutte contre le terrorisme et l'économie au sens large. De nombreux experts iraniens reconnaissent qu'il implique d'importantes livraisons de pétrole à la Chine à prix bradés, de même que des investissements chinois dans l'industrie, la recherche technologique et les infrastructures de transport¹⁵.

L'Iran se trouve en effet à l'intersection de plusieurs « routes terrestres de la soie » en direction du Levant, de la péninsule Arabique et de la Méditerranée, rehaussant ainsi sa valeur géostratégique aux yeux des dirigeants chinois. Les rumeurs¹⁶ faisant état de 400 milliards de dollars

¹³ C'est le président Xi Jinping qui a le premier évoqué ce partenariat lors d'une visite d'État à Téhéran en janvier 2016 ; il a donné lieu ensuite à plusieurs projets et à de nombreuses rumeurs sur son étendue et ses contreparties militaires et stratégiques au profit de la Chine.

¹⁴ IRIB, 28 mars 2021

¹⁵ À l'été 2021, les investissements directs chinois en Iran s'élevaient à 3 milliards de dollars selon le ministère chinois du commerce.

¹⁶ Évoquées initialement le 3 septembre 2019 dans la revue *Petroleum Economist*.

d'investissements chinois en échange d'un rabais de 33 % (par rapport au prix du marché) des ventes de pétrole iranien à la Chine, mais aussi la présence de 5 000 militaires chinois en Iran en vue de la création d'une future base navale chinoise près du détroit d'Ormuz, ont rapidement été contestées par les autorités iraniennes et chinoises¹⁷. Plusieurs hommes politiques iraniens (Mohammad Baqr Qalibaf, Mahmoud Ahmadinejad, Ali Motahari) sont montés au créneau pour rappeler que la République islamique ne se vendrait jamais à une puissance étrangère et ne tolérerait pas la présence de bases militaires étrangères sur son territoire, comme l'interdit d'ailleurs l'article 146 de la Constitution iranienne. La présence ponctuelle de bombardiers et d'avions ravitailleurs russes sur la base d'Hamadan lors de frappes contre Daech, en 2016, avait d'ailleurs provoqué un scandale politique et le renvoi de ces avions en Russie.

Pour l'immense majorité des Iraniens qui considèrent l'indépendance de leur pays comme la pierre angulaire de la politique étrangère de la République islamique, il ne s'agit pas de tomber sous la coupe de la Chine ou de la Russie. Nombreux sont ceux qui accueillent avec enthousiasme les investissements chinois tant qu'ils font rentrer du cash dans les caisses de l'État *via* les achats de pétrole (la Chine restant le principal client de l'Iran¹⁸), tant qu'eux-mêmes peuvent continuer à acheter des biens de consommation occidentaux (notamment américains, japonais et sud-coréens – sous-entendus pas chinois), tant qu'ils peuvent rester maîtres de leurs entreprises (en particulier celles contrôlées par le Corps des Gardiens de la révolution et les fondations religieuses) et tant que la présence chinoise ne devient pas trop

¹⁷ Ces rumeurs ont été également contestées par des think tanks américains bien informés tels que le Wilson Center et l'International Crisis Group.

¹⁸ À la veille de la conclusion du partenariat stratégique, l'Iran vendait discrètement 1 million de barils de pétrole par jour à la Chine (Direction générale du Trésor, France, 31 mars 2021)

pesante. De ce point de vue, la mise en place d'une dizaine de fermes de « minage » de bitcoins en Iran par la Chine en 2020-2021 a attisé les frustrations, non seulement parce qu'elles mobilisent des dizaines de milliers d'ordinateurs qui font défaut au secteur économique traditionnel, mais parce qu'elles captent une partie significative des ressources électriques du sud-est de l'Iran où elles sont déployées¹⁹. Ceux qui militent pour une capacité nucléaire militaire craignent aussi que la Chine, comme la Russie, s'y oppose fermement.

Plusieurs experts proches du pouvoir font toutefois valoir que « l'Iran dispose des moyens pour tenir les Chinois à distance si nécessaire », soulignant au passage que « les Chinois auront beaucoup de mal à s'imposer en Iran car ils ne comprennent pas véritablement ce pays, pas plus que la région de l'Asie de l'Ouest (Moyen-Orient dans le vocable iranien) »²⁰. Une chose paraît certaine : le partenariat stratégique avec la Chine est devenu un sujet clivant en Iran, même si le nouveau président Raïssi a déclaré : « La promotion de la coopération avec la Chine est l'une des priorités du gouvernement iranien ; [...] L'Iran soutient le principe d'une seule Chine et apprécie la coopération du gouvernement chinois qui a vendu des millions de doses de vaccin à l'Iran pour l'aider à lutter contre la propagation du coronavirus²¹. » La presse iranienne reste très divisée sur l'efficacité du vaccin Sinopharm.

¹⁹ <https://observers.france24.com/en/middle-east/20210203-in-iran-power-outages-reveal-the-secret-business-of-chinese-bitcoin-farms> ; certains experts interrogés estiment que ces fermes de minage absorberaient 2 à 3 % de la consommation nationale d'électricité, même si l'Iran gagne probablement en échange une partie de ces bitcoins. D'autres font valoir que des hackers chinois manipulés par Pékin se sont fait passer pour des hackers iraniens à plusieurs reprises (MIT Technology Review, 10 août 2021).

²⁰ Propos tenus à l'auteur par plusieurs experts iraniens rencontrés à Téhéran et Paris depuis 2018

²¹ IRIB, 18 août 2021. L'Iran reste le pays du Moyen-Orient qui compte le plus de décès du fait du coronavirus (très certainement plus de 100 000, dont plusieurs figures du régime).

Trois autres pays asiatiques sont au centre des préoccupations économiques iraniennes : le Japon, la Corée du Sud et l'Inde. Au cours des décennies, l'Iran a développé des liens commerciaux très forts avec ces trois marchés captifs, mais les menaces de sanctions bancaires américaines ont eu pour effet de stopper les importations de pétrole (de les réduire pour l'Inde) et de geler les capitaux. Téhéran s'efforce donc de récupérer ces derniers par la négociation ou la contrainte. Le Premier ministre sud-coréen a ainsi dû se rendre en Iran, le 11 avril 2021, pour négocier la libération d'un pétrolier « immobilisé » à Bandar Abbas, en échange de la restitution d'une partie des capitaux iraniens gelés à Séoul, tandis que le ministre des Affaires étrangères japonais s'est rendu à Téhéran, le 22 août 2021, pour envisager le déblocage des avoirs iraniens gelés au Japon.

Les relations sont plus limpides avec l'Inde qui voit dans l'Iran un allié de revers face au Pakistan, un partenaire commercial intéressant, mais surtout un fournisseur de pétrole de bonne qualité. Les deux pays sont liés par un accord autour du futur *hub* portuaire de Chabahar (Iran), au bord de l'océan Indien, qui doit permettre d'approvisionner durablement l'Inde en pétrole mais qui concurrence directement le *hub* de Gwadar mis en place par la Chine au Pakistan, non loin de la frontière iranienne. Pour l'instant, l'Iran n'a pas donné suite à ce projet pour ne pas s'attirer les foudres de Pékin. Mais pour signifier au gouvernement chinois qu'il n'entend pas mettre tous ses œufs dans le même panier, le gouvernement iranien n'hésite pas à organiser des manœuvres navales dans le golfe d'Oman avec les marines indienne et russe, provoquant l'agacement des autorités chinoises (comme à

L'Iran a mis au point trois vaccins (CovBarekat, Fakhravac & Noura) qui complètent ceux livrés initialement par la Chine et la Russie, puis par certains pays asiatiques et européens dont l'Italie.

l'automne 2020 lorsque la marine chinoise a annulé sa participation sachant que la marine indienne avait été invitée).

Les Européens ne sont pas absents de l'agenda iranien, comme en témoignent les messages transmis par Hossein Amir-Abdollahian : « L'Europe, en prenant des positions mesurées, devrait essayer de jouer un rôle constructif. [...] Les relations entre l'Iran et l'Europe ont leur logique propre et ne doivent pas être liées aux négociations avec les États-Unis ; elles ne seront pas limitées aux relations avec les trois pays européens membres du JCPOA, mais se feront en direction de tous les pays membres de l'Europe²². » De fait, le ministre des Affaires étrangères iranien a rencontré la quasi-totalité de ses homologues européens à New York, leur signifiant sa volonté de nouer des partenariats dans les domaines économiques et environnementaux²³.

La participation du président Emmanuel Macron à la conférence de Bagdad (28 août 2021) pour évoquer l'avenir de l'Irak et la volonté de la France de prendre part à toute initiative de coopération régionale, mais aussi son engagement dans la gestion de la crise libanaise semblent avoir relancé une dynamique positive avec Téhéran, comme en témoignent les longs échanges téléphoniques entre les présidents Macron et Raïssi courant septembre 2021 et la visite à Paris de Saïd Khatibzadeh, porte-parole du MAE iranien (30 septembre). Les autorités iraniennes ont clairement fait savoir qu'elles souhaitaient coopérer avec la France sur l'Irak, le Liban et l'Afghanistan, tout en coordonnant plus étroitement leurs efforts pour lutter contre l'État islamique

²² IRIB & AFP, 1er et 22 septembre 2021.

²³ Michel Makinsky, « En cas de levée des sanctions en Iran, quelles transactions bancaires et commerciales pour l'Europe ? », La Tribune, 27 juillet 2021.

(Daech)²⁴. Nul doute que l'attitude américaine, jugée négative sur certains dossiers (libanais, afghan, européen, australien), conjuguée à l'arrivée d'une nouvelle équipe apparemment pragmatique à Téhéran, a convaincu le président Macron qu'il était temps de renouer avec son homologue iranien. Il convient d'espérer que cet état d'esprit positif conduira à la libération des deux otages français (Fariba Adelkhah et Benjamin Brière) retenus en Iran.

Priorité au voisinage

Sur le plan géopolitique et au-delà de la rhétorique promouvant « l'axe de la résistance » contre les États-Unis (Grand Satan) et Israël (Petit Satan), le nouveau président et son ministre des Affaires étrangères estiment prioritaire la gestion du voisinage immédiat qui leur cause certains soucis tout en leur offrant de réelles opportunités. Les propos d'Ebrahim Raïssi lors de la 76^e assemblée générale des Nations unies paraissent clairs : « L'Iran souhaite une coopération et une convergence politique et économique à grande échelle avec le monde. [...] Téhéran donnera une réponse adéquate et pragmatique à toute action positive. [...] Je recherche une interaction efficace avec tous nos voisins et leur serre la main chaleureusement²⁵. » Il s'agit pour lui de consolider une situation redevenue favorable grâce à la politique erratique de Donald Trump qui n'a ni contenu les velléités iraniennes, ni rassuré les alliés régionaux des États-Unis, malgré l'élimination du général Soleimani en janvier 2020 et la conclusion des accords d'Abraham l'été suivant entre Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn. Les démonstrations de force conduites tous azimuts par

²⁴ Ce sont des messages qu'elles n'ont d'ailleurs jamais cessé de faire passer aux autorités françaises depuis 2016 lors de multiples sessions de discussions informelles à Téhéran et à Paris auxquelles l'auteur a participé.

²⁵ AFP, 21 septembre 2021.

l'Iran (2019-2020) sans provoquer de réaction américaine, suivies de l'élection de Joe Biden à la Maison Blanche – ce dernier ayant réengagé le dialogue avec Téhéran et remis le Qatar au centre du jeu régional – ont convaincu l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis de renouer le dialogue avec l'Iran²⁶. Fait symbolique, un membre de la famille royale saoudienne aurait assisté à la cérémonie de prestation de serment du président Raïssi à Téhéran.

Comme l'indique Hossein Amir-Abdollahian « Les discussions entre l'Iran et l'Arabie saoudite sont en cours dans les meilleures conditions possibles ; plusieurs sessions de discussions ont eu lieu à Bagdad ; les messages ont été transmis de part et d'autre, y compris sur les questions régionales, et devraient permettre d'établir des relations stables et durables dans le cadre du respect de nos intérêts mutuels²⁷ ». Il est probable que Téhéran, qui garde de forts leviers au Yémen et à Bahreïn, comme en témoignent les manifestations de masse lors de l'ouverture de l'ambassade israélienne à Manama, ait proposé à Riyad de « maîtriser » les Houthis au Yémen, en échange de la « neutralité » saoudienne au Liban et en Irak et de la normalisation des relations des monarchies arabes avec le régime syrien de Bachar el-Assad.

Dans le reste du golfe Persique, Téhéran entretient de bonnes relations avec le sultanat d'Oman, le Qatar et le Koweït, trois monarchies du Conseil de coopération du Golfe qui ont souvent joué le rôle d'intermédiaire avec le reste du monde arabe. Seuls les Émirats arabes unis restent un souci, mais ceux-ci savent qu'ils ne peuvent s'opposer frontalement à l'Iran s'ils veulent que l'exposition universelle de Dubaï se déroule sans anicroche. Ils savent surtout que Pékin, partenaire économique clé pour leur

²⁶ Armin Arefi, « Pourquoi l'Arabie saoudite et l'Iran renouent en secret », Le Point, 19 avril 2021.

²⁷ IRIB & FARS News, 4 octobre 2021.

diversification économique, ne tolérerait pas une montée des tensions autour du détroit d'Ormuz par lequel transitent de grandes quantités de pétrole à destination de la Chine.

Au Moyen-Orient, les intérêts iraniens se résument de fait aux objectifs suivants : 1) renforcer l'influence iranienne sur le continuum Irak-Syrie-Liban pour protéger les alliés irakiens et syriens et instaurer un corridor terrestre jusqu'à la Méditerranée (soutien au Hezbollah, dissuasion vis-à-vis d'Israël, diversification des axes d'exportation d'hydrocarbures) ; 2) chasser l'armée américaine d'Irak, puis réduire la présence militaire américaine dans la région (ce qui ne contredit pas l'objectif de commercer avec les États-Unis) ; 3) empêcher toute présence militaire israélienne dans un pays proche de l'Iran, notamment les EAU et l'Azerbaïdjan ; 4) convaincre les monarchies du golfe Persique de rejoindre l'Iran dans un cadre inclusif de sécurité régionale fondé sur le principe de non-agression ; 5) empêcher la création d'un Kurdistan indépendant tout en militant pour la création d'un État palestinien. Les pasdarans ont ainsi multiplié les frappes en Irak visant les bases arrière des groupes armés kurdes (du PDKI) hostiles au régime iranien.

En ce début d'automne 2021, c'est toutefois l'Afghanistan qui constitue le dossier prioritaire du gouvernement iranien, comme en témoigne la place de choix qui lui est réservée dans la presse iranienne. La victoire des Talibans à Kaboul, adversaires déclarés de l'Iran chiite, ouvre en effet un nouveau « front oriental » sécuritaire et militaire qui capte l'attention du gouvernement iranien et réduit d'autant sa capacité à faire pression sur les États-Unis en Irak, et à combattre Israël ailleurs. Car outre la querelle religieuse entre un État chiite et une organisation djihadiste sunnite maintenant des liens étroits avec Al-Qaïda, les relations entre l'Iran et l'Afghanistan sont polluées par trois dossiers

sensibles : tout d'abord, le million de réfugiés afghans de la minorité chiite des Hazaras ostracisés par le pouvoir afghan et persécutés par les Talibans, dont la présence durable en Iran attise la frustration de nombreux Iraniens, même si elle constitue une main-d'œuvre bon marché et un réservoir de forces pour les milices chiites engagées en Irak, en Syrie et au Yémen ; ensuite, les problèmes de partage d'eau douce des rivières et réservoirs aquifères frontaliers dans une région très affectée par la sécheresse ; enfin, l'utilisation du territoire iranien par les trafiquants de drogue pour exporter massivement l'héroïne afghane vers la Turquie, le Caucase, l'Irak et le Baloutchistan, inondant au passage une partie de la jeunesse iranienne. Des combats violents opposent régulièrement les barons de la drogue afghans aux gardes-frontières et à l'armée régulière iranienne.

Certes, le retrait américain d'Afghanistan, instrumentalisé par le régime iranien à des fins de propagande, va dans le sens d'une diminution de la présence militaire américaine et d'une décrédibilisation de Washington dans la région, mais il permet à l'armée américaine de s'extraire d'une position exposée et réduire ainsi sa vulnérabilité à d'éventuelles frappes de rétorsion en provenance d'Iran ; c'est la même logique qui pousse d'ailleurs Joe Biden à négocier le retrait progressif des dernières troupes américaines d'Irak, sachant que les pasdarans peuvent à tout instant instrumentaliser les milices chiïtes, notamment les Hachd al-Cha'abi, pour les harceler. Ce retrait américain d'Afghanistan a mis la pression sur l'Iran qui doit négocier avec les Talibans sans avoir d'atouts en main. Après avoir soutenu sans succès l'opposition armée aux Talibans, les autorités iraniennes tentent désormais de convaincre ces derniers d'opter pour une gouvernance inclusive qui fasse une place à l'ensemble des composantes du peuple afghan et n'en persécute aucune (comprendre la minorité chiite des Hazaras) ; force est de

constater que leur message n'a pas été entendu. Il est donc probable que les forces armées iraniennes se préparent, si nécessaire, à intervenir en Afghanistan pour sécuriser une zone tampon frontalière, comme cela avait été imaginé avant l'intervention américaine de 2001. Ce focus sur la frontière orientale complexifie les relations du pouvoir iranien avec le Pakistan, dont Téhéran s'est toujours méfié, mais aussi avec la minorité baloutche éparpillée entre l'Iran, le Pakistan et l'Afghanistan.

Depuis la guerre du Karabakh de l'automne 2020, les relations se sont également tendues avec l'Azerbaïdjan voisin, accusé de coopérer étroitement avec Israël sur le plan militaire et stratégique²⁸ mais aussi de faire le jeu de la Turquie en menaçant l'axe de communication terrestre reliant l'Iran à la Russie *via* le Sud-Caucase et le corridor de Latchine. Du 25 au 28 septembre 2021, l'Iran a conduit l'exercice « Conquérants de Kheybar » à la frontière azérie, mobilisant plus de 10 000 militaires et des centaines de pièces d'artillerie et de véhicules blindés. L'objectif consistait à rappeler au président Ilham Aliev que le gouvernement iranien ne tolérerait pas à sa frontière la présence de djihadistes syriens manipulés par Ankara et Bakou, pas plus qu'il ne tolérerait de présence militaire israélienne. L'agacement iranien est d'autant plus vif que depuis deux ans, le président turc Erdogan a multiplié les provocations nationalistes à l'encontre de l'Iran en affirmant le caractère turcophone de la grande Azerbaïdjan qui recouvre la partie nord-ouest du territoire iranien. Depuis, le président Aliev semble avoir donné des signes d'ouverture pour apaiser les tensions avec Téhéran.

²⁸ Igor Delanoë, « Israel-Azerbaijan: an alliance in search of renewal », FMES, juillet 2021 ; <https://fmes-france.org/israel-azerbaijan-an-alliance-in-search-of-renewal/>.

La Turquie reste un interlocuteur incontournable pour l'Iran. Au-delà de leur différence confessionnelle (sunnite pour les premiers, chiite pour les seconds) et de leurs rivalités au Sud-Caucase, en Irak et en Syrie, leurs dirigeants, animés d'un fort nationalisme revanchard (notamment face aux États-Unis), sont conscients d'être les héritiers de deux empires ayant gouverné une partie de la région. Ils savent qu'un affrontement entre eux serait stérile et ferait le jeu de leurs adversaires. Ils sont de plus animés d'un même attachement à l'islam politique et au modèle républicain. Ils se considèrent enfin comme des rivaux de l'Arabie saoudite, mais aussi de la Russie qu'ils cherchent à contenir. Bon gré, mal gré, ils s'entendent donc dans le cadre du processus d'Astana qui leur permet de négocier avec le Kremlin.

Quant à Israël, il reste un repoussoir commode en attendant le décès d'Ali Khamenei, fondamentalement hostile à l'État juif²⁹. Depuis l'arrivée de Joe Biden, la signature du pacte stratégique avec la Chine et l'élection de Naftali Bennett en Israël, moins idéologue que son prédécesseur, la confrontation entre l'Iran et Israël se poursuit sur plusieurs fronts, mais de manière plus discrète : cyber, maritime, proxys, attentats et assassinats ciblés. Tout en restant vive en Syrie, cette confrontation s'est déplacée du golfe Persique vers la mer d'Arabie, la mer Rouge et la Méditerranée orientale, permettant ainsi aux États-Unis et à la Chine de ne pas se laisser entraîner dans un conflit aéromaritime pour la sécurisation – ou l'interdiction – des flux pétroliers traversant le détroit d'Ormuz.

Même si certains experts israéliens appellent à frapper le programme nucléaire iranien avant que Téhéran ne dispose d'une

²⁹ Pierre Razoux, « Iran-Israël : les meilleurs ennemis du monde ? », *Politique internationale*, n° 158, p. 193-208, 2018.

capacité militaire atomique³⁰, les responsables sécuritaires israéliens savent qu'une telle frappe serait contre-productive sans être pleinement efficace, quel que soit le vecteur utilisé y compris les chasseurs bombardiers furtifs F-35 livrés par les États-Unis³¹. En Israël comme en Iran, les pragmatiques savent qu'il leur faudra reprendre langue un jour ou l'autre pour discuter de l'avenir de la région.

La capacité nucléaire militaire comme arme ultime de négociation ?

En attendant, l'Iran cherche à moderniser son arsenal militaire devenu obsolète³² à l'exception de ses drones armés³³, de ses missiles sol-air, de ses missiles balistiques et de ses capacités offensives cybernétiques qui lui permettent d'exercer une certaine forme de dissuasion à l'égard de ses adversaires. Nul doute que les autorités iraniennes fassent la navette entre Moscou et Pékin pour obtenir au meilleur prix les matériels les plus modernes correspondant le mieux à leurs besoins, même si leurs militaires privilégient l'armement russe³⁴.

Une chose paraît sûre : compte tenu de son histoire récente et du traumatisme de la guerre Iran-Irak toujours vivace dans l'esprit de ses dirigeants qui l'ont presque tous vécue, la République islamique est déterminée à être en capacité de dissuader ses

³⁰ Mordechai Kedar, « Dismantle Iran Now », BESA Paper, n°2113, 4 août 2021.

³¹ Discussions de l'auteur avec des experts et chercheurs israéliens ayant préféré garder l'anonymat.

³² Les avions et navires de combat, de même que les véhicules blindés et les missiles tactiques datent tous de l'époque du Chah ou de la guerre Iran-Irak, dans leur conception du moins car la plupart ont été modernisés. Hormis quelques matériels livrés par l'URSS au début des années 1990, l'arsenal militaire iranien accuse donc près de 50 ans d'âge, là où les Israéliens, les Américains et les Émiriens disposent d'un armement de dernière génération.

³³ Dave Makichuk, « Iran's new drone has a 7,000 km range », Asia Times, 1er juillet 2021.

³⁴ Rear Admiral Hossein Khanzadi, « Iran-Russia military cooperation decisive in global situation », FARS News, 27 juillet 2021.

adversaires comme ses voisins. Pour y parvenir, deux voies s'offrent à elle. La première, conventionnelle et asymétrique, s'appuie sur des relais d'influence régionale, sur des États tampons permettant de tenir ses adversaires à distance – le fameux « axe de la résistance » –, sur des milices « proxys » à sa main, et sur un arsenal de drones et de missiles balistiques représentant sa force de frappe à longue distance, car ses avions de combat et ses autres vecteurs offensifs n'ont plus guère de valeur opérationnelle ; cette stratégie asymétrique doit permettre d'attendre leur remplacement par des matériels récents que Téhéran a pour l'instant beaucoup de mal à obtenir. C'est la voie officielle qui fait sens pour la plupart des stratèges – y compris occidentaux – qui constatent que l'Iran parvient à rester « dissuasif » sans avoir besoin de l'arme nucléaire, comme l'illustre l'absence de réaction américaine, saoudienne et émirienne aux divers incidents et provocations de ces deux dernières années. Cette voie asymétrique entraîne une lutte clandestine avec Israël, condamnée à durer tant que les deux pays n'accepteront pas d'officialiser une certaine forme de dissuasion mutuelle.

La seconde voie possible pour l'Iran consiste à miser sur une dissuasion « non conventionnelle » dans l'hypothèse où la communauté internationale, États-Unis, Israël et pétromonarchies en tête, lui dénierait les outils de sa stratégie de dissuasion asymétrique, tout particulièrement ses missiles balistiques et son influence régionale reposant sur ses proxys. Pour l'instant, la position officielle de l'Iran vis-à-vis de l'arme atomique n'a pas changé, comme l'a rappelé Ebrahim Raïssi : « L'Iran est membre du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP). [...] C'est la politique de l'Iran de considérer la production et le stockage d'armes atomiques comme interdits sur la base du décret religieux du Guide suprême, et les armes nucléaires n'ont pas leur place dans notre doctrine de défense et notre politique de dissuasion. Israël,

en tant que régime qui dispose de têtes nucléaires, n'est pas en position de commenter le programme nucléaire pacifique iranien³⁵. » Ceux qui restent sur cette ligne estiment que la mise au point et la fabrication d'armes nucléaires coûteraient trop cher à la République islamique, tant en termes de coût économique que de sanctions et d'isolement diplomatique.

Il existe toutefois des voix, parmi celles privilégiant le rapport de force à la négociation, qui estiment que le régime est surtout menacé de l'extérieur et qui font valoir que l'Iran aurait tout intérêt à se doter d'une capacité nucléaire militaire crédible, dûment testée de manière souterraine dans ses confins désertiques. Cette capacité n'impliquerait pas forcément de franchir le seuil déclaratoire de la possession de la bombe atomique. L'Iran s'imposerait ainsi comme un État du seuil, posant le dilemme de son maintien ou non dans le TNP. Ces voix font valoir que le dirigeant nord-coréen a sauvé son régime et qu'il est parvenu à imposer un dialogue avec Washington en affichant sa capacité nucléaire militaire. Elles soulignent également les risques pour l'Iran d'une arrivée éventuelle au pouvoir des fondamentalistes au Pakistan, sachant que ce pays dispose d'un arsenal nucléaire conséquent. Elles estiment enfin que l'intégration de l'Iran à l'Organisation de coopération de Shanghai permettra de compenser le coût économique et diplomatique d'une telle stratégie de seuil.

Entre ces deux positions, il est probable qu'un nombre croissant de conseillers estime sans doute utile de continuer à progresser sur la voie de la capacité nucléaire militaire pour trois raisons : faire pression sur les États-Unis et les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies à un moment où les négociations sur

³⁵ AFP (21 septembre 2021) & France 24 (30 septembre 2021).

l'accord nucléaire entrent dans une phase décisive ; obtenir des contreparties économiques importantes en échange du gel d'un programme nucléaire jugé suffisamment mature pour aboutir à l'arme nucléaire ; obtenir plus aisément l'acquisition d'armes classiques de dernière génération (avions, chars, navires, sous-marins, missiles tactiques) en cas de renoncement à la bombe.

Ces mêmes conseillers pourraient être tentés de penser qu'au bout du compte, si la communauté internationale continuait de procrastiner sur cet épineux dossier, l'Iran finirait par obtenir toute la palette de la dissuasion : asymétrique, classique et nucléaire.

Publié le 12 octobre 2021 par l'institut FMES

Les Émirats arabes unis en quête d'autonomie stratégique

Par Jean-Loup SAMAAAN, chercheur associé à l'Institut français de relations internationales, a été Associate professor en études stratégiques au Collège de défense nationale des Émirats arabes unis à Abu Dhabi de 2016 à 2021.

En avril dernier, les Émirats arabes unis (EAU) dépêchaient à Chypre Anwar Gargash, conseiller spécial auprès du président, afin de représenter le pays lors d'un sommet avec les ministres des Affaires étrangères grec, chypriote et israélien¹. Peu de temps avant, Dubaï accueillait des négociations entre l'Inde et le Pakistan afin de rétablir un dialogue entre les deux pays sud-asiatiques². À quelques semaines d'intervalle, ces deux événements symbolisent les ambitions grandissantes d'un jeune pays, les EAU, qui fête cette année ses cinquante ans et dont les citoyens représentent à peine un million de personnes.

Dotée des septièmes réserves pétrolières au monde, cette fédération de sept principautés a longtemps été connue pour l'exubérance de Dubaï et de ses projets architecturaux. Or depuis 2011, sa capitale fédérale, Abu Dhabi, emmenée par son prince héritier, Mohammed bin Zayed Al Nahyan (dit MBZ), a développé une véritable politique de puissance qui a pris le pas sur la logique mercantiliste dubaïote. Au cours de la dernière décennie, les EAU sont ainsi devenus un acteur incontournable, non seulement au sein de la péninsule Arabique, mais au-delà, du continent africain jusqu'aux rivages asiatiques : à travers son rôle clé dans le

¹ Herb Keinon, « Israel, UAE, Greece, Cyprus summit sends message to Turkey », *The Jerusalem Post*, 18 avril 2021.

² Umer Karim, « The United Arab Emirates and a South Asian Peace Process », Arab Gulf States Institute in Washington, 1^{er} avril 2021.

processus de paix entre Érythrée et Éthiopie en 2018, ses relations intimes avec le Conseil militaire de transition au Soudan ou encore son rapprochement continu avec la Chine, le pays a élargi la voilure de son agenda international.

Dans le même temps, Abu Dhabi a projeté à l'international son modèle de gouvernance, à savoir une monarchie absolue prévenant toute expression dissidente, et en particulier venant des promoteurs de l'islam politique. Cette diffusion du modèle émirien a pu se faire de manière musclée, par l'emploi de moyens de pression économique ou le déploiement des capacités militaires du pays. Dès lors, cette politique de puissance a conduit le pays à se retrouver en première ligne sur des dossiers tels que le conflit au Yémen, la guerre civile en Libye ou encore la compétition régionale avec l'Iran.

Toutefois, cet activisme émirien, saisissant au regard de la taille modeste du pays, semble avoir atteint son point culminant depuis peu. Plus précisément depuis l'été 2019, Abu Dhabi semble non pas abandonner ses ambitions mais faire preuve d'un pragmatisme qui, dans certains cas, lui est imposé par la réalité du terrain. Dans cette perspective, notre note entend revenir sur le développement de cette politique de puissance des EAU, afin d'en comprendre non seulement les motivations mais aussi les conséquences. Dès lors, on peut saisir au mieux les enjeux actuels autour d'une révision en germe de la politique émirienne.

L'essor régional de la « petite Sparte »

En novembre 2014, le Washington Post publie un article à la tonalité élogieuse sur les EAU, décrivant le pays, non seulement comme un allié solide des États-Unis dans la guerre contre le terrorisme, mais comme une véritable « petite Sparte »,

expression attribuée à James Mattis, alors à la tête du Central Command américain³. La référence spartiate entend souligner l'arrivée à maturation des armées émiriennes qui ont fait l'objet d'une vaste réforme depuis le milieu des années 1990 sans équivalent dans la péninsule Arabique.

En 1996, l'absorption des forces de défense de Dubaï par l'armée fédérale achève le processus de centralisation au sein de la fédération sous l'égide d'Abu Dhabi et permet à celle-ci de mettre en œuvre son projet militaire pour les EAU. Depuis lors, les forces émiriennes ont été déployées au Kosovo, en Somalie, ou encore en Afghanistan. Elles ont par ailleurs bénéficié d'une modernisation de leurs capacités, en particulier en matière d'aviation de combat. À partir de 2009, la création d'une Garde présidentielle, s'appuyant sur un programme d'entraînement de l'US Marine Corps, lui a permis de compter sur des forces spéciales jugées depuis parmi les plus aguerries de la région.

Cette montée en puissance de l'armée émirienne repose en grande partie sur les liens tissés avec les alliés occidentaux, à commencer par les États-Unis. La relation avec Washington s'appuie sur un accord de coopération de défense, renouvelé en 2017 pour 15 ans, qui encadre la présence de 3 500 soldats américains ainsi que l'exécution de massifs contrats d'armements.

Aux côtés des États-Unis, figure la France avec laquelle la fédération entretient des relations étroites depuis sa naissance en 1971. La proximité avec Paris a été renforcée sous la présidence de Nicolas Sarkozy avec l'ouverture d'une base militaire à Abu Dhabi, abritant le quartier général du commandant français pour l'océan Indien, « Alindien », ainsi qu'un contingent d'environ

³ Rajiv Chandrasekaran, « In the UAE, the United States has a quiet potent ally nicknamed Little Sparta », *The Washington Post*, 9 novembre 2014.

650 hommes. En termes d'armement, la France reste le second fournisseur des EAU sur la période 2000-2020, bien que les données agrégées par le Stockholm International Peace Research Institute donnent à voir un net recul en chiffres absolus au profit des États-Unis.⁴

Forces émiriennes en 2021 (sources : The Military Balance, SIPRI)	
Effectif total (personnel)	63 000
Armée de terre (personnel)	44 000
Brigade d'artillerie	1
Brigade d'infanterie	1
Brigades mécanisées	2
Brigades blindées	2
Véhicules blindés	3 203
Chars Leclerc en service	258
Armée de l'air (personnel)	4 500
Escadrons de chasse	6
F-16E/F en service	77
Mirage 2000-9D en service	63
Marine (personnel)	2 500
Bâtiment de patrouille/surveillance	42
Frégate	1
Garde présidentielle (personnel)	12 000

Cette réforme militaire est l'œuvre de MBZ, fils du feu émir et fondateur des EAU, Sheikh Zayed bin Sultan Al Nahyan. Formé à Sandhurst et ayant gravi les échelons de la hiérarchie militaire, MBZ a vu dans la modernisation de l'outil de défense émirien non

⁴ Cf. la base de données des exportations d'armement du SIPRI : https://armstrade.sipri.org/armstrade/html/export_values.php

seulement un moyen de consolider son pouvoir en interne mais aussi de faire du pays un acteur stratégique. Pour MBZ, les EAU doivent in fine être capables d'employer leurs capacités militaires, le cas échéant par des interventions extérieures, non seulement pour peser sur les dossiers régionaux mais aussi pour prévenir l'éclosion de menaces étrangères qui pourraient viser la fédération. Cette vision interventionniste reflète les aspirations émiriennes à une autonomie stratégique. Elle tranche aussi avec celle du Qatar, le pays voisin et rival, où le précédent émir Hamad bin Khalifa préfère durant la même période miser sur les investissements étrangers et le soft power qatari pour gagner en influence.

À partir des mobilisations arabes de 2011, cette réforme militaire émirienne s'adosse à l'agenda politique d'Abu Dhabi. Les EAU perçoivent les soulèvements dans la région moins comme l'expression d'un rejet populaire de dirigeants autoritaires que comme une tentative de coup menée par les tenants de l'islam politique et plus particulièrement la confrérie des Frères musulmans.

Les Émirats entretiennent eux-mêmes des relations compliquées avec l'organisation et sa branche locale, Al Islah. Longtemps influente dans la société émirienne, et en particulier dans les émirats les plus pauvres (Fujairah, Ras Al Khaïmah, ou encore Umm al Qaiwain), la confrérie a même un temps contrôlé les manuels scolaires aux EAU. Les relations avec le pouvoir à Abu Dhabi ne cessent de se dégrader au cours des années 2000 et les événements de 2011 ne font qu'accélérer une rupture qui se matérialise alors par l'interdiction d'Al Islah et l'arrestation d'une dizaine de ses cadres.⁵

⁵ Courtney Freer, *Rentier Islamism: The Role of the Muslim Brotherhood in the Gulf Monarchies*, Oxford, Oxford University Press, 2018.

Si ces tensions sont le fait du bras de fer entre la famille régnante et Al Islah à l'intérieur des Émirats, Abu Dhabi est convaincu qu'elles reflètent plus largement une volonté des groupes islamistes de s'emparer du pouvoir au Moyen-Orient. Dès lors, l'escalade en interne se décline bientôt, à l'international, par la volonté d'Abu Dhabi de prévenir l'arrivée au pouvoir des mouvements islamistes partout ailleurs. C'est dans ce contexte que les EAU se rapprochent progressivement de l'Arabie saoudite pour former un camp contre-révolutionnaire venant en aide aux leaders arabes menacés par les révoltes.

La posture d'Abu Dhabi entre alors de plus en plus en opposition avec celle du Qatar qui a fait pour sa part le calcul inverse, de miser politiquement, voire financièrement, sur l'islam politique.⁶ Durant les années qui suivent les révolutions de 2011, l'émir Hamad puis, après son abdication en 2013, son fils Tamim soutiennent des groupes considérés comme des ennemis par le voisin émirien. En Égypte, l'éviction du président Morsi appuyé par le Qatar, au cours de l'été 2013 à la faveur d'un coup conduit par les militaires et soutenu par Abu Dhabi et Riyad, reflète cette ligne de fracture grandissante dans le Golfe.

À partir de 2014, Qataris et Émiriens s'affrontent aussi indirectement en Libye où une nouvelle guerre civile oppose les forces du maréchal Haftar au gouvernement d'entente nationale. Abu Dhabi perçoit Haftar comme l'homme fort, un militaire de carrière adoptant une rhétorique nationaliste face aux mouvements islamistes qui contrôlèrent les leviers du pouvoir à Tripoli – et qui bénéficient du soutien qatari.

⁶ David Roberts, « Qatar and the UAE: Exploring Divergent Responses to the Arab Spring », *Middle East Journal*, vol. 71, n° 4, automne 2017, p. 544-562.

Cette guerre par procuration entre Abu Dhabi et Doha déclenche une première crise diplomatique dans la péninsule Arabique en 2014, lorsque les Émiriens, aux côtés des Saoudiens et Bahreïnais rappellent leurs ambassadeurs du Qatar. La crise dure six mois avant qu'une feuille de route censée, en vain, restaurer la confiance entre les deux parties soit mise en place. La crise préfigure l'instauration d'un blocus de Doha par les mêmes pays de juin 2017 à janvier 2021.

Si l'islam politique et les Frères musulmans constituent donc une menace prioritaire pour Abu Dhabi, la politique régionale de l'Iran continue d'irriguer la politique étrangère et de défense des EAU. Le programme nucléaire iranien est bien évidemment un sujet alimentant la perception émirienne d'une menace imminente mais il s'ajoute à des contentieux encore plus anciens tels que l'occupation par l'Iran de trois îles (Abu Musa, la Petite Tunb et la Grande Tunb). Cette occupation reste un élément traditionnel du discours diplomatique des EAU, qui appellent régulièrement à une relance des négociations au niveau de l'ONU, sans que cela soit suivi d'effet. Par ailleurs, l'arsenal balistique iranien et le soutien logistique ou financier des Gardiens de la Révolution islamique à des acteurs non étatiques en Irak ou au Yémen exacerbent les craintes d'Abu Dhabi.

Cette lecture émirienne de la politique iranienne conduit Abu Dhabi à se montrer sceptique face aux tentatives d'ouverture envers Téhéran de l'administration américaine sous Barack Obama puis à soutenir immédiatement Donald Trump lorsque ce dernier répudie en 2018 l'accord nucléaire signé en 2015.⁷ Par ailleurs, la politique d'armement des EAU reflète la priorité accordée par Abu Dhabi au renforcement de ses capacités de

⁷ Reuters, « UAE supports US withdrawal from Iran nuclear deal », 8 mai 2018. <https://www.reuters.com/article/us-iran-nuclear-emirates-idUSKBN1Iq2Z1>.

dissuasion d'une agression iranienne, notamment par l'achat massif de systèmes de défense antimissile américain (batteries Patriot, système THAAD) et d'avions de combat (avec trois escadrons dotés de F-16 et trois autres équipés de Mirage 2000, et potentiellement demain du F-35 américain). Compte tenu de ces acquisitions, l'ancien chef du Central Command américain, David Petraeus, affirmait dès 2009, que l'armée de l'air émirienne pouvait, par ses propres moyens, défaire les forces iraniennes.⁸

En d'autres termes, la lecture sécuritaire de son environnement conduit Abu Dhabi au cours des années 2010 à mettre en œuvre une politique qui vise à la fois à contenir les poussées régionales des mouvements islamistes et celles du régime iranien. Ce faisant, les EAU n'hésitent pas à faire usage de la force en contribuant aux frappes aériennes contre l'État islamique entre 2014 et 2015 et en déployant près de 4 000 soldats au Yémen à partir de 2015. Cet emploi décomplexé de la force nourrit logiquement le narratif autour de cette « petite Sparte ». Néanmoins, comme de nombreuses puissances expéditionnaires avant elle, la fédération fait aujourd'hui l'expérience des limites d'une telle politique de puissance.

Une stratégie revue à la baisse

À l'automne 2016, la stratégie régionale des EAU suscite si ce n'est l'admiration du moins l'approbation de nombreux observateurs occidentaux. Les militaires américains et français à Abu Dhabi soulignent alors les prouesses techniques de cette jeune armée qui, en quelques mois, a mené des assauts amphibies sur les villes portuaires du Yémen, Aden (mai 2015) et Moukalla (avril 2016). Si

⁸ Josh Rogin, « Petraeus: The UAE's Air Force could take out Iran's », *Foreign Policy*, 17 décembre 2009. <https://foreignpolicy.com/2009/12/17/petraeus-the-uaes-air-force-could-take-out-irans/>.

la performance de l'armée saoudienne est jugée au même moment de façon très critique, celle des Émiriens fait l'objet d'une évaluation positive, consacrant les efforts de modernisation des deux décennies précédentes. En outre, alors que les États-Unis et la France ont fait de la lutte contre l'islamisme une priorité, Abu Dhabi semble avec sa rhétorique intransigeante faire figure d'allié objectif dans cette campagne régionale.

Néanmoins, la posture émirienne subit progressivement plusieurs revers. Sur le plan militaire, il apparaît bientôt que sa reconquête des territoires au Yémen pris par les Houthis ou, dans certaines zones, par la branche locale d'Al Qaeda ne se solde pas par une réelle stabilisation de ces régions. Non seulement, les Émiriens auraient été contraints de passer des accords sur le terrain avec certaines factions extrémistes pour pouvoir déployer leurs forces⁹ mais le combat avec les Houthis s'enlise et prend à partir de la fin 2016 des allures de guerre de position.

L'enlissement pèse sur les relations entre Abu Dhabi et Riyad, les Émiriens considérant que le partenaire local des Saoudiens, le président yéménite en exil Abdrabbo Mansour Hadi, n'a ni la légitimité ni les capacités pour venir à bout de l'insurrection houthi. Par pragmatisme, Abu Dhabi se retrouve à soutenir les combattants du sud yéménite qui semblent bien plus aguerris sur le terrain pour défaire les Houthis. Or les miliciens sudistes voient dans la guerre une opportunité de remettre en avant leur agenda sécessionniste. Si les EAU ne soutiennent pas officiellement cette ambition sécessionniste, ils ne s'y opposent pas non plus franchement et contribuent par leur appui militaire au renforcement de ces groupes. Cette posture, au mieux ambivalente,

⁹ Maggie Michael, « Details of deals between US-backed coalition, Yemen al-Qaida », Associated Press, 6 août 2018.

d'Abu Dhabi finit par irriter à la fois le gouvernement légal d'Hadi et l'allié saoudien.

S'ajoutant à ces crispations au sein de la coalition, la présence militaire émirienne au Yémen expose le pays à des accusations de néocolonialisme. Alors que la communauté internationale s'émeut de plus en plus de la crise humanitaire que le pays subit, le déploiement des forces émiriennes sur les îles de Socotra ou Mayun alimente aussi les spéculations sur la volonté d'Abu Dhabi de s'installer dans la durée au Yémen.

Pendant ce temps, en Libye, le maréchal Haftar, galvanisé par le soutien dont il pense pouvoir bénéficier de la part des Émiriens et de l'Égypte voisine, lance une offensive militaire sur Tripoli au printemps 2019. L'opération remet ouvertement en cause les efforts de réconciliation pilotés par l'envoyé spécial des Nations unies, Ghassan Salamé. Si les premières semaines semblent favorables à l'initiative d'Haftar, ses forces armées butent bientôt sur celles de Tripoli. Surtout, elles conduisent la Turquie à venir en aide au gouvernement de Fayezi al-Sarraj en déployant un contingent militaire à partir de janvier 2020. L'intervention turque solde définitivement les ambitions d'Haftar et met à mal la stratégie indirecte émirienne en Libye.

Enfin, le soutien d'Abu Dhabi à la stratégie de Donald Trump de la « pression maximale » contre l'Iran met ici aussi les EAU en difficulté. Début mai 2019, quatre tankers au large des côtes de Fujairah – le port émirien donnant sur le golfe d'Oman – sont sabotés. Alors que le secrétaire d'État américain Mike Pompeo accuse immédiatement l'Iran d'être derrière cette attaque, la

diplomatie émirienne évoque une action conduite par un « acteur étatique » mais ne montre personne du doigt.¹⁰

L'enchaînement de ces multiples revers semble avoir provoqué une révision de l'approche régionale des EAU. Celle-ci se décline de plusieurs façons. Tout d'abord, à l'été 2019, Abu Dhabi annonce un retrait graduel de ses forces au Yémen. La diplomatie émirienne présente alors ce retrait comme une opportunité offerte aux acteurs locaux de prendre leur destin en mains.¹¹ Alors que le théâtre yéménite n'indique guère une sortie de crise imminente, l'annonce surprend les observateurs étrangers. La décision émirienne de redéployer ses troupes a été guidée par plusieurs éléments, et en particulier la volonté de s'extirper d'un conflit qui ne cesse d'avoir un coût réputationnel pour ses principaux acteurs, à commencer par le leader de la coalition, l'Arabie saoudite. Abu Dhabi a aussi, semble-t-il, voulu empêcher les divergences tactiques avec Riyad sur le dossier yéménite d'entacher plus profondément son alliance avec le royaume saoudien, un partenariat qui reste essentiel pour les EAU.

Durant la même période, Abu Dhabi décide de rouvrir un dialogue avec le régime iranien, interrompu depuis 2013. Alors que les tensions grandissent entre les Gardiens de la Révolution islamique et l'armée américaine après le sabotage des tankers à Fujairah, les Émiriens font le choix, non seulement de réactiver les canaux de communication avec Téhéran, notamment dans le domaine de la sécurité maritime, mais de rendre cette initiative publique.

¹⁰ BBC, « UAE tanker attacks blamed on 'state actor' », 7 juin 2019.

<https://www.bbc.com/news/world-middle-east-48551125>.

¹¹ Anwar Gargash, « We're proud of the UAE's military role in Yemen. But it's time to seek a political solution », *The Washington Post*, 23 juillet 2019.

Là aussi, le revirement peut surprendre compte tenu de l'inflexibilité des positions émiriennes précédentes sur le dossier iranien. Néanmoins, il révèle aussi les fragilités internes aux EAU : si la capitale, Abu Dhabi, peut tenir un discours intransigeant, la cité marchande, Dubaï, a tout intérêt à éviter une escalade dans les eaux du Golfe. Dubaï craint alors qu'une fuite en avant puisse compromettre son image de hub pour la finance et le tourisme international. En outre, la ville accueille historiquement une importante diaspora iranienne et reste considérée, à l'heure des sanctions contre l'Iran, comme la porte d'entrée de celle-ci dans l'économie mondiale¹².

Le revirement émirien sur la problématique iranienne peut aussi se lire comme une prise de distance vis-à-vis de la rhétorique de l'administration américaine de Donald Trump. Les EAU, comme l'Arabie saoudite, affichent initialement une forte convergence de vues avec l'ancien président dont la politique moyen-orientale semble renforcer leurs intérêts. Néanmoins, l'absence de réaction des États-Unis après l'attaque d'un drone américain par l'Iran, le 20 juin 2019, puis d'une station pétrolière en Arabie saoudite, le 14 septembre de la même année, suscite un malaise dans le Golfe, où les décideurs s'interrogent sur la volonté de Trump de véritablement aller au bout de sa politique de la « pression maximale ». Cette révision de la politique étrangère émirienne se poursuit dans les mois qui suivent et l'éruption de la pandémie de Covid-19 ne change pas sa trajectoire. Finie la rhétorique de la « petite Sparte », Abu Dhabi semble désormais vouloir se positionner comme acteur de médiation régionale.

¹² Thierry Coville, « Point sur les relations commerciales entre EAU/Iran et Qatar/Iran », Fondation pour la recherche stratégique, mars 2019. <https://www.frstrategie.org/sites/default/files/documents/programmes/observatoire-du-monde-arabo-musulman-et-du-sahel/publications/201915.pdf>.

En août 2020, le pays provoque la surprise en signant les accords d'Abraham reconnaissant Israël et en annonçant dans la foulée l'ouverture d'une ambassade à Tel Aviv. L'existence de relations israélo-émiriennes n'était plus un secret depuis une décennie mais rien ne laissait présager une normalisation imminente de celles-ci. Dans la foulée, les diplomates émiriens essaient de mettre en avant l'idée selon laquelle l'accord permettrait de prévenir une annexion de la Cisjordanie par le gouvernement de Benyamin Netanyahou – une affirmation difficilement démontrable et qui cache l'absence de la question palestinienne dans ce rapprochement. En réalité, les accords dits d'Abraham s'apparentent moins à une feuille de route pour la paix qu'à de purs accords de coopération économique et de défense.

Ailleurs aussi, Abu Dhabi s'active pour devenir un acteur diplomatique incontournable. Alors que les tensions montent entre l'Égypte, le Soudan et l'Éthiopie autour du contentieux sur le partage des eaux du Nil, ravivé par la construction d'un barrage par Addis-Abeba, les EAU se proposent comme médiateur¹³. Les Émiriens bénéficient d'une relation étroite avec les trois pays : ils restent l'un des premiers soutiens politiques et financiers du régime du maréchal Sissi au Caire ainsi que du conseil militaire de transition à Khartoum tandis que les liens avec le gouvernement éthiopien se sont renforcés via la médiation émirienne dans l'accord de paix entre l'Éthiopie et l'Érythrée en 2018.

Les EAU mettent en œuvre la même approche en Asie du Sud, avec les rencontres organisées à Dubaï au printemps 2021 entre dirigeants indiens et pakistanais. Les Émiriens ont pu ici mobiliser leur proximité avec les deux gouvernements : si, historiquement, le Pakistan, et en particulier son institution militaire, entretient

¹³ Khalid Hassan, « Egypt weighs UAE mediation initiative in Nile dam crisis », *Al Monitor*, 30 mars 2021

des relations étroites avec les EAU, Abu Dhabi a aussi renforcé ses liens économiques et militaires avec l'Inde depuis l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi à New Delhi.

Cette diversification des partenariats, notamment en direction de l'Asie, permet aussi aux Émiriens de réduire leur dépendance vis-à-vis des puissances occidentales. C'est en partie ce qui avait déjà poussé les EAU en 2009 à faire le choix de la Corée du Sud pour le développement de leur première centrale nucléaire à Barakah, et ce face aux États-Unis et la France.¹⁴

Suivant la même logique, Abu Dhabi a fait le pari de s'allier à la Chine dans sa diplomatie du vaccin contre le Covid-19 pour consolider cette image d'acteur de la coopération régionale. Non seulement, les Émirats se sont associés à la société chinoise Sinopharm pour les essais cliniques de son vaccin, mais ils ont annoncé en mars 2021 signer un partenariat avec Pékin pour mettre en place une usine de vaccins dans l'émirat d'Abu Dhabi devant à terme permettre la distribution de doses aux pays en voie de développement, notamment en Afrique.¹⁵ En d'autres termes, les EAU non seulement entendent jouer un rôle de premier plan dans la diplomatie du vaccin mais ils ont estimé que leur meilleur partenaire dans ce domaine serait la Chine.

Cette coopération émirienne avec la Chine sur le développement de vaccins s'inscrit plus largement dans un rapprochement continu entre les deux pays depuis la visite du président Xi Jinping aux EAU en 2018. Le partenariat touche à des domaines de plus en plus sensibles et qui ne sont pas sans susciter l'appréhension de Washington, et plus particulièrement du Pentagone. Ainsi la

¹⁴ La centrale nucléaire de Barakah est devenue opérationnelle en août 2020 et son objectif, à terme, est de répondre aux besoins électriques émiriens à hauteur de 25 %.

¹⁵ [uters.com/world/middle-east/new-abu-dhabi-plant-manufacture-covid-19-vaccine-chinas-sinopharm-2021-03-29/](https://www.uters.com/world/middle-east/new-abu-dhabi-plant-manufacture-covid-19-vaccine-chinas-sinopharm-2021-03-29/).

société chinoise Cosco détient désormais 90 % du terminal de conteneurs du port d'Abu Dhabi, Huawei assure le déploiement et la gestion du réseau 5G sur le territoire émirien et l'armée émirienne s'équipe de drones chinois Wing Loong-2.

Quelle trajectoire future pour la politique régionale des EAU ?

Depuis 2019, les EAU entendent réduire la voilure de leurs engagements militaires à l'étranger. Ils privilégient aussi une posture diplomatique plus pragmatique, voire plus modeste. Pour autant, cette révision de la politique émirienne signifie moins l'abandon de la vision du Moyen-Orient d'Abu Dhabi que son adaptation face aux revers subis. Certes, les EAU ont entamé un retrait de leurs forces armées du Yémen mais ils restent influents sur le terrain via leur soutien direct aux groupes sécessionnistes du sud.

De même, les Émiriens ont signé un accord de réconciliation du Conseil de coopération des États arabes du Golfe mettant un terme au blocus du Qatar en janvier 2021. Les Émiriens semblent ainsi s'être résignés à devoir mettre un terme au blocus devant les demandes de plus en plus pressantes de Washington. Néanmoins, les tensions entre Abu Dhabi et Doha restent saillantes dans la presse locale et les médias qataris tels qu'Al Jazeera demeurent interdits aux EAU.

De même, la Turquie de Recep Tayyip Erdogan constitue encore un rival sur un ensemble de dossiers. Non seulement, l'AKP incarne l'islam politique qu'Abu Dhabi rejette mais le déploiement de troupes turques au Qatar ou encore le soutien militaire d'Ankara au gouvernement libyen à Tripoli contre les forces du maréchal

Haftar continuent d'alimenter le climat d'hostilité entre la Turquie et les EAU.

À plus long terme, le déterminant majeur d'une réorientation éventuelle de la politique d'Abu Dhabi restera la trajectoire de sa relation, de plus en plus compliquée, avec Washington. La politique régionale des EAU de la décennie écoulée a reflété les aspirations de la fédération pour une forme d'autonomie stratégique. Le narratif occidental autour de la « petite Sparte » suggérerait la montée en puissance des EAU en tant qu'allié régional capable de contribuer aux opérations dans la région. Or si les interventions, directes ou indirectes, d'Abu Dhabi, du Yémen à la Libye, attestent de la volonté de ses dirigeants de défendre par eux-mêmes leurs intérêts, elles ont aussi montré que ceux-ci ne convergeaient pas toujours avec ceux de leurs partenaires occidentaux. Par ailleurs, le pari du blocus du Qatar a aussi pu fragiliser les relations avec Paris ou Washington qui ont fermement maintenu leur neutralité sur le dossier.

L'émancipation émirienne de la protection occidentale, et en particulier de celle offerte par les États-Unis, a ses limites que la mise en place de l'administration du président Biden est venue rappeler. La vente de l'avion de combat F-35, promise dans les derniers jours de la présidence Trump, reste incertaine. Un temps suspendu, le contrat est actuellement de nouveau à l'étude mais le rapprochement entre les EAU et la Chine suscite l'appréhension des décideurs américains quant au transfert du fleuron de son aéronautique militaire à Abu Dhabi¹⁶.

À terme, une expansion chinoise dans le pays et ses infrastructures critiques poserait la question de la compromission des échanges

¹⁶ Strobel, Nancy Youssef, « F-35 Sale to U.A.E. Imperiled Over U.S. Concerns About Ties to China », *The Wall Street Journal*, 25 mai 2021.

stratégiques entre Abu Dhabi et les États-Unis, mais aussi la France. À ce stade, il n'existe pas à proprement parler de ligne rouge qui aurait été publiquement formulée par Washington aux autorités émiriennes et celles-ci semblent encore dans l'expectative, cherchant à tirer simultanément les bénéfices de la présence militaire américaine et des investissements chinois.

Plus généralement, la volonté affichée de l'équipe démocrate à Washington de réorienter ses ressources militaires du Moyen-Orient vers l'Asie pose la question de la crédibilité de la posture émirienne sans protection américaine. Si les capacités des forces armées émiriennes sont indéniables, elles restent encore lacunaires : ses difficultés à contrôler le territoire au Yémen ou à sécuriser son espace maritime face au sabotage des tankers au printemps 2019 l'ont cruellement rappelé. Par conséquent, les années qui viennent seront cruciales pour déterminer la direction que prend l'actuelle révision de la politique régionale émirienne.

L'adoption d'une approche plus prudente sur l'interventionnisme militaire et le renforcement des capacités de médiation d'Abu Dhabi, en Asie du Sud ou en Afrique, constitueraient une issue bénéfique. Mais un éventuel désengagement américain du Golfe pourrait aussi achever de convaincre les EAU de la nécessité de consolider leurs liens avec les puissances rivales, la Chine ou encore la Russie, et ce au risque de voir le pays diverger de plus en plus avec ses partenaires américains et européens dans la gestion des dossiers régionaux.

Publié le 9 juillet 2021 par l'institut FMES

Perspectives stratégiques du sultanat d'Oman post-Qabous

Par Chloé JAMET, étudiante à Sciences Po Paris

Le 10 janvier 2020, Qabous ben Saïd laissait Oman orphelin : après un demi-siècle de règne sans partage sur le sultanat de la rive sud de la péninsule Arabique, le nouveau sultan Haïtham ben Taïmour (65 ans), cousin de Qabous, lui succédait sur le trône. Qabous lui aura légué un pays qui a accédé à la modernité en un temps record grâce à l'exploitation de ses ressources d'hydrocarbures et qui a su se faire une place au sein de la région grâce à une politique étrangère singulière de neutralité, méritant ainsi son surnom de « Suisse du Moyen-Orient ». Tout en dépensant beaucoup pour sa défense, le sultanat d'Oman s'est imposé grâce à sa diplomatie de coexistence pacifique entre les nations, de dialogue et de non-ingérence dans les affaires de ses voisins. Lors de son premier discours, auquel ont assisté Boris Johnson, Mohammad Javad Zarif, Mohammed ben Zayed et Tamim al Thani, le nouveau sultan a déclaré vouloir poursuivre la politique étrangère efficace de neutralité mise en place par son défunt cousin¹.

Pendant ses cinquante ans de règne, Qabous a réussi à moderniser son pays qui conservait sous le règne de son père les codes du XIX^{ème} siècle. Aujourd'hui, Oman est l'un des pays les plus développés de la région (IDH de 0.83 en 2013). Ce développement exceptionnel a permis à Qabous de contrôler le pays de manière autocratique (il était à la fois chef de l'État, Premier ministre, ministre de la Défense, de l'Intérieur et des Finances) en n'autorisant qu'une faible participation du peuple omanais à la vie

¹https://www.lemonde.fr/international/article/2020/01/13/apres-la-mort-du-sultan-d-oman-une-transition-en-douceur_6025692_3210.html.

politique. Son règne s'est achevé à la clôture du plan de développement « Vision 2020 » qu'il avait mis en place mais dont les objectifs n'ont pas tous été atteints. En effet, si le pays a amélioré ses indicateurs, il reste toujours certains défis auxquels le nouveau sultan devra faire face.

À l'aurore du règne du sultan Haïtham, plutôt spécialiste des questions économiques que militaires, la fin annoncée de la rente pétrolière remet en cause la stabilité du pays : l'enjeu majeur pour Oman consiste donc à réussir l'après-hydrocarbure, précipité par la nécessité de transition écologique. La chute des prix du baril occasionnée par la guerre commerciale lancée par l'Arabie saoudite, puis aggravée par la crise sanitaire mondiale, s'ajoute à des réserves très limitées en comparaison des voisins. Les réserves omanaises de pétrole, évaluées à seulement 5,5 milliards de barils (face aux 320 milliards saoudiens) devraient être épuisées dans 15 ans ; quant à celles de gaz naturel, elles seront épuisées dans 18 ans². Les attaques récentes de navires dans le golfe d'Oman, point de passage névralgique que le sultanat partage avec l'Iran, renforcent l'incertitude autour de la rente des hydrocarbures.

À cet état de fait s'ajoute une dette qui a explosé ces dernières années, passant de 5 % en 2014 à 81 % du PIB en 2020, à cause des variations du cours du pétrole : celles-ci impactent fortement l'économie omanaise qui repose à plus de 70 % sur les hydrocarbures et ses dérivés³.

Ainsi, l'un des premiers objectifs déclinés dans la nouvelle « Vision 2040 » est la diversification de l'économie via la pétrochimie, le tourisme, les semi-conducteurs, les énergies renouvelables, la

² Selon les chiffres du BP Statistical Review of World Energy 2020.

³ <https://www.brookings.edu/blog/order-from-chaos/2021/01/13/one-year-into-his-reign-omans-sultan-must-renegotiate-the-social-contract-and-prioritize-diversification/>.

robotique et l'exploitation d'autres matières premières (mines de cuivre, or, zinc, manganèse, terres rares).

Trouver une solution au chômage qui impacte fortement les jeunes (49 % en 2018), alors que les opportunités d'emploi dans la fonction publique s'amenuisent, est un autre besoin pressant. Malgré une mise à la retraite forcée des fonctionnaires les plus âgés et une politique « d'omanisation » des emplois dans le sultanat, les efforts du gouvernement se heurtent à une inadéquation entre la formation des jeunes Omanais et les besoins des entreprises, ainsi qu'à la préférence rationnelle d'un bon nombre d'employeurs pour des travailleurs expatriés venant en majorité d'Asie et soumis au régime de la kafalah (système de parrainage)⁴. Dix ans après les manifestations des Printemps arabes qui avaient également touché Oman, résorber le chômage des jeunes devient un enjeu crucial pour le nouveau sultan : en 2019 et 2021, de nouvelles manifestations ont eu lieu dans plusieurs villes du pays pour contester certaines mesures d'austérité, en particulier la levée de plusieurs subventions et l'introduction d'une TVA pour la première fois dans l'histoire du pays⁵.

Ces enjeux de politique interne ne doivent pas être mis de côté lors de l'analyse de la politique étrangère du nouveau sultan : l'après-pétrole et le besoin pressant de développement économique irriguent la politique étrangère omanaise. Un an et demi après le couronnement du sultan Haïtham, Oman parvient à préserver la doctrine diplomatique qui a fait son succès pendant un demi-siècle.

⁴ <https://agsiw.org/omans-protesters-seek-jobs-and-reform/>.

⁵ <https://carnegie-mec.org/diwan/84671>.

Les relations avec les voisins du conseil de coopération du Golfe

La politique étrangère omanaise se structure tout d'abord autour des enjeux du Conseil de coopération du Golfe (CCG), organisation dont le pays est membre depuis sa création en 1981. Même si Oman est un membre actif, le sultan Qabous avait toujours mis des freins à une extension trop rapide des compétences du CCG (souvent poussée par l'Arabie saoudite, notamment sur les questions monétaires) afin de préserver l'indépendance et la souveraineté omanaises. Les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite restent ainsi les deux premiers partenaires économiques d'Oman.

Qabous s'est toutefois efforcé de tenir à distance l'ambitieux voisin saoudien, même si les échanges commerciaux sont importants entre les deux pays : l'Arabie saoudite a investi 210 millions de dollars dans le port omanais de Duqm (prononcer « Doqoum ») en 2018. Le rapprochement visible entre les deux monarchies constitue la première inflexion stratégique depuis la prise de pouvoir d'Haïtham. Pour sa première visite à l'étranger, en juillet 2021, le nouveau sultan s'est ainsi rendu en Arabie saoudite pour notamment évoquer le Yémen et un partenariat économique renforcé entre Riyadh et Mascate. Durant cette visite historique, Haïtham était accompagné de plusieurs ministres (Défense, Sécurité intérieure, Affaires étrangères, Commerce et Industrie, Communication, Investissements). Sur le plan économique, de nombreux accords ont été signés et un conseil de coordination entre les deux pays a été approuvé. Le vieux projet de construction d'une route et d'une ligne de train entre les deux pays a de nouveau été évoqué : ce nouvel axe de communication permettrait de développer les échanges commerciaux dans la Péninsule, en ouvrant l'Arabie saoudite à l'océan Indien et en irriguant

l'économie omanaise de produits saoudiens⁶. Ce rapprochement, qui s'apparente davantage à un soutien économique apporté par l'Arabie saoudite à son voisin oriental, interroge cependant sur le plan stratégique car Mascate et Riyadh souffrent de nombreux désaccords, en particulier sur le Yémen et l'Iran ; Oman a l'habitude d'utiliser ses relations avec les adversaires des Saoud pour limiter l'influence de Riyadh. L'aide saoudienne sera-t-elle donc conditionnée à un alignement diplomatique sur ces deux dossiers régionaux ?

Les relations entre Oman et les Émirats arabes unis ne sont pas non plus au beau fixe. Le sultanat possède deux enclaves en territoire émirati (péninsule de Moussandam et ville de Madha), occasionnant des différends territoriaux. De plus, Mascate a révélé en 2011 et 2019 le démantèlement de réseaux d'espionnage émiratis dans le pays, qui s'intéressaient à ses relations avec l'Iran et à la question successorale. Abou Dhabi est en outre de plus en plus actif sur la scène régionale et souhaiterait un alignement d'Oman sur ses positions⁷. Bien que partenaires économiques majeurs, les Émirats sont également un concurrent d'Oman dans le domaine énergétique et celui des transports : le développement des projets de centrales éoliennes et du port international de Duqm font de l'ombre à Abou Dhabi et Dubaï (port de Jabal Ali). Malgré ces difficultés, les deux États font preuve de pragmatisme et coopèrent dans de nombreux domaines.

Le rapprochement entre Mascate et Riyadh contribuera-t-il à creuser un peu plus la ligne de faille entre l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis ? Pour certains experts, c'est l'Arabie saoudite

⁶ <https://www.aljazeera.com/news/2021/7/11/omans-sultan-visits-saudi-arabia-on-first-overseas-trip>.

⁷ <https://www.mei.edu/publications/omans-regional-role-time-challenge-and-change>.

qui change sa stratégie d'alliances et considère Oman comme un pont vers son principal concurrent régional, l'Iran⁸. Mascate cherchera sûrement à préserver la position d'équilibre qui a toujours été la sienne, mais les besoins pressants de soutien économique risquent de faire pencher la balance stratégique omanaise dans les prochaines années, ce qui aura des conséquences au sein du CCG : les 60 km de route reliant l'Arabie saoudite et Oman vont ainsi impacter négativement les Émirats arabes unis qui assuraient auparavant le transit de marchandises⁹.

En ce qui concerne les plus petits États du CCG, Oman s'est particulièrement rapproché du Qatar durant le blocus que ce dernier a subi et auquel Oman a refusé de participer, se plaçant même en médiateur pour aboutir au sommet d'Al-Ula en janvier 2021. Durant le blocus, les exportations omanaises vers le Qatar ont été multipliées par deux, tandis que les importations qataries ont été multipliées par cinq. En outre, le trafic aérien et portuaire d'Oman a été démultiplié grâce aux investissements qataris, contribuant à la transformation du pays en un véritable hub régional. Outre les bénéfices économiques, il convient aussi de souligner le rapprochement des deux pays sur le plan stratégique : durant l'été 2021, les deux chefs d'état-major se sont respectivement rendu visite. Les deux États refusent traditionnellement d'être inféodés à Riyadh et entretiennent des relations importantes avec Téhéran, ce qui explique leur convergence d'intérêts¹⁰. Sur le long terme, la relation entre Mascate et Doha devrait ainsi se renforcer et faire du Qatar un allié précieux d'Oman, en comparaison de Bahreïn et Koweït qui restent

⁸ <https://www.aa.com.tr/fr/monde/bloomberg-la-visite-du-sultan-doman-est-un-indice-sur-le-changement-dalliances-de-riyad-analyse/2305720>.

⁹ <https://www.iris-france.org/159098-redistribution-des-cartes-dans-la-region-du-golfe-sur-fond-de-rivalites-entre-larabie-saoudite-et-les-emirats-arabes-unis/>.

¹⁰ <https://www.brookings.edu/opinions/bdc-snapshots-neutral-oman-is-clear-winner-of-gulf-crisis-and-resolution/>.

toutefois des partenaires économiques importants du sultanat. Oman parvient donc pour l'heure à préserver sa sécurité dans la région en perpétuant sa tradition de neutralité vis-à-vis de ses voisins, et continue d'être perçu comme un interlocuteur utile face aux différentes crises qui agitent son voisinage.

Oman dans l'œil du cyclone

Quatre dossiers occupent particulièrement la chancellerie omanaise : l'Iran, le Yémen, la Syrie et le dossier israélo-palestinien.

Oman a choisi depuis les années 1970 de ne pas se fâcher avec l'Iran comme ont pu le faire certains de ses voisins. Les deux pays ont toujours respecté leur souveraineté respective et aujourd'hui, Mascate est l'un des principaux partenaires de Téhéran, ce qui est d'autant plus paradoxal qu'Oman accueille des bases américaines sur son territoire. À la suite du retrait unilatéral américain de l'accord de Vienne, les tensions sur la question nucléaire iranienne ont refait surface. Avec l'élection de Joe Biden, la possibilité d'un nouveau JCPOA existe, et Oman cherchera sans nul doute à se repositionner comme interface privilégiée de Washington et de Téhéran pour faciliter les négociations. Ainsi, après un appel téléphonique entre Ebrahim Raïssi et le sultan, le ministre des Affaires étrangères Badr al-Busaidi a été reçu en Iran durant le mois d'août 2021 par le nouveau président iranien. On remarquera qu'Oman refuse de prendre parti au sujet des nombreux incidents ayant eu lieu près de ses côtes et dont l'Iran paraît responsable, afin de préserver ses relations avec le régime en place. Toutefois, une multiplication des incidents dans le détroit d'Ormuz pourrait handicaper Oman qui cherche à s'autonomiser du détroit en développant le commerce maritime depuis les ports de Duqm et Salalah bordant directement l'océan Indien. La coopération irano-

omanaise connaît cependant des blocages : du fait des sanctions américaines, les investissements iraniens à Oman tardent à se concrétiser. Le projet de pipeline sous-marin de 1 400 km entre l'Iran et l'Inde via Oman est à l'arrêt depuis de nombreuses années, bien que le ministre du Pétrole et du Gaz, Mohammed al-Rumhy, ait annoncé en janvier 2021 l'intention d'Oman d'importer du gaz iranien dès la remise en place du JCPOA, de manière à permettre à l'Iran d'utiliser 25 % des installations gazières du sultanat¹¹.

Dans sa dynamique de rapprochement avec l'Arabie saoudite, le dossier yéménite est une carte importante dans la main du sultan Haïtham. Le pouvoir est proche des rebelles Houthis dont certains se sont réfugiés à Oman (notamment Mohamed Abdel Salam, le porte-parole du groupe). Mascate souhaite en effet conserver son influence dans la province voisine de Mahra au Yémen. Le sultanat a souvent été accusé par Riyadh de complaisance en laissant passer sur son territoire des cargaisons d'armes en provenance d'Iran¹², tolérance qui constitue un moyen de pression non négligeable de Mascate sur les Houthis. Si le dossier yéménite a été un sujet de tensions entre les deux capitales depuis 2015, la fin des hostilités permet à Oman de s'affirmer une nouvelle fois comme un interlocuteur neutre privilégié lors de potentielles négociations, contribuant ainsi à l'apaisement des tensions dans la Péninsule. Mascate renforce ainsi sa place dans le concert des nations, notamment aux yeux de Washington. Le sultan Haïtham, en digne héritier de Qabous, pourrait ainsi se présenter comme le parrain de la paix retrouvée au Yémen¹³.

¹¹ <https://oilprice.com/Geopolitics/Middle-East/Oman-Is-Vital-To-Iran-And-Chinas-Energy-Agenda.html>.

¹² Sebastian Castelier & Quentin Müller, « Charité omanaise pour le Yémen », *Le Monde diplomatique*, juin 2020.

¹³ <https://sanaacenter.org/publications/analysis/14390>.

La même stratégie pourrait s'appliquer à la Syrie : Oman a refusé de prendre des sanctions contre Damas et de participer militairement au conflit. Le sultanat a été le premier pays à rouvrir une représentation diplomatique à Damas dès janvier 2020, et le seul pays du Golfe à féliciter Bachar al-Assad pour sa réélection en mai 2021. Haïtham a ainsi choisi de s'inscrire dans la lignée diplomatique de son prédécesseur, en privilégiant le dialogue avec tous les interlocuteurs et en encourageant le retour de Damas au sein de la Ligue arabe. Dans le cadre de la prochaine reconstruction syrienne, ce choix stratégique repose à n'en pas douter sur la perception de la Syrie comme un potentiel débouché pour la production omanaise, mais aussi comme l'occasion pour Oman de contribuer à la résolution d'un affrontement stratégique qui implique les principales puissances mondiales.

Le sultanat peut ainsi espérer devenir un acteur humanitaire important et un interlocuteur neutre entre le régime syrien et les États-Unis, les Européens, la Russie, la Chine, la Turquie et les autres membres du CCG¹⁴. Enfin, la prolongation de la politique étrangère héritée de Qabous se constate dans le dossier israélo-palestinien. Souhaitant conserver sa capacité de décision afin de pouvoir préserver un équilibre complexe, Oman a refusé de rejoindre les accords d'Abraham. En 2019, Mascate avait annoncé son intention d'ouvrir une ambassade en Cisjordanie, projet qui attend toutefois d'être matérialisé. Ces décisions ne remettent pourtant pas en cause les relations cordiales que le pays a réussi à construire à la fois avec les Palestiniens et les Israéliens : en 2018, Benjamin Netanyahu s'était rendu à Mascate. En juin 2021, les deux ministres des Affaires étrangères ont échangé par téléphone sur les dossiers régionaux. Oman accueille déjà une usine de désalinisation commune aux Arabes et aux Israéliens. Même lors

¹⁴ <https://carnegieendowment.org/sada/83486>.

des périodes d'Intifada, les deux pays ont conservé des liens discrets. Le ministre des Affaires étrangères, Badr al-Busaidi, déclare fréquemment qu'Oman se satisfait de ses relations actuelles avec Israël tout en rappelant l'attachement du pays à une solution à deux États avec Jérusalem-Est comme capitale. En effet, un rapprochement trop franc avec Israël risquerait d'endommager la relation irano-omanaise, essentielle aux yeux de Mascate et de Téhéran. Une normalisation en grande pompe, qui pourrait apporter des avantages économiques certains à Oman, est donc pour l'instant peu probable, puisque tous les acteurs profitent du statu quo actuel¹⁵.

Une diplomatie économique au service de la « vision 2040 »

L'arrivée sur le trône du nouveau sultan a concordé avec l'accélération des besoins de diversification de l'économie. En conséquence, Oman a dû intensifier ses efforts en matière de diplomatie économique pour multiplier les liens commerciaux et les investissements dans le secteur privé, en particulier dans les secteurs non reliés au pétrole. Cette stratégie s'inscrit directement dans le projet « Vision 2040 » du sultanat qui vise à faire d'Oman un hub commercial et touristique. Oman pourrait être tenté de s'inspirer des Émirats arabes unis et de créer des complexes touristiques futuristes et extravagants comme ceux de Dubaï, ou bien décider de conserver une fois encore la stratégie de Qabous qui consistait à préserver l'héritage omanais et le caractère authentique du sultanat ; si l'on se fie aux documents officiels établissant la stratégie touristique du pays, la deuxième solution pourrait être préférée, tout en faisant d'Oman une destination haut de gamme.

¹⁵ <https://www.mei.edu/publications/oman-plays-it-safe-israel>.

Les efforts d'investissement du sultanat se constatent sur la côte est de l'Afrique. Dans l'archipel de Zanzibar, Oman a signé avec la Tanzanie un accord pour le développement de ports (conteneur, pétrolier, pêche ainsi qu'un chantier naval). Si l'on dispose pour l'instant de peu d'informations sur ce projet, celui-ci confirme les liens forts entre Mascate et son ancien comptoir puisqu'Oman considère Zanzibar comme sa porte d'entrée vers le continent africain. Le sultanat est le troisième investisseur sur place après les États-Unis et le Kenya¹⁶. Il a également déclaré, lors d'un forum entre les deux pays en mai 2021, avoir l'ambition de développer ses échanges avec l'Éthiopie.

Oman se tourne également vers l'Asie : l'Inde, le Pakistan, le Sri Lanka et le Bangladesh sont des partenaires commerciaux cruciaux. L'Inde, historiquement, entretient de forts liens avec Oman : en plus d'être le quatrième fournisseur d'Oman, le pays est la seconde destination d'export pour les produits omanais non pétroliers (6,7 milliards de dollars d'échanges par an). Huit cent mille Indiens vivent à Oman et 12 000 de leurs compatriotes visitent le pays chaque année ; de nombreuses joint-ventures indo-omanaises travaillent dans les secteurs pharmaceutiques et énergétiques.

Vieux alliés militaires du fait de leurs intérêts stratégiques réciproques, leur coopération a été renforcée en 2018, à l'occasion d'une visite du Premier ministre indien à Mascate, durant laquelle les deux pays ont signé des accords dans le domaine de la sécurité (notamment dans le domaine de la lutte contre la piraterie dans le golfe d'Aden). Un projet de pipeline reliant l'Iran à l'Inde via Oman est dans les cartons depuis 1985. Actuellement concentrée sur les enjeux de défense (l'Inde a négocié un accès militaire au port de

¹⁶ [De Zanzibar à Oman, la douloureuse mémoire des exilés \(orientxxi.info\)](http://orientxxi.info).

Duqm), la coopération indo-omanaise devrait continuer de se développer, faisant de l'Inde un des premiers partenaires d'Oman.

Un enjeu particulier risque cependant de tendre les relations entre Oman et certains de ses partenaires asiatiques : la politique d'omanisation des emplois au sein du sultanat. En effet, 44 % d'Indiens, 33 % de Bangladais et 17 % de Pakistanais constituaient avant la pandémie une part conséquente des étrangers travaillant à Oman (78 % des travailleurs dans le pays, 40 % de la population totale)¹⁷. Leurs emplois, sources de revenus indirects pour leur pays d'origine, sont menacés par la mise en place de mesures plus drastiques pour faire face au chômage des jeunes Omanais. Depuis, plus de 200 000 travailleurs étrangers ont quitté Oman.

Oman cherche également à développer des partenariats avec d'autres pays tels que la Russie, Malte, la Corée du Sud, l'Égypte, le Brésil, l'Allemagne ou les Pays-Bas. Ces trois derniers pays font partie des premiers investisseurs directs à Oman. Le sultanat profite d'une dynamique croissante d'échange entre le Brésil et les pays arabes¹⁸. Du côté de la Russie, l'alignement des positions géostratégiques sur les dossiers régionaux permet de bonnes relations entre les deux pays, comme en témoigne la visite à Oman du directeur du Service des renseignements extérieurs russes (février 2020), un mois après l'intronisation du nouveau sultan.

Toutefois, les échanges économiques entre les deux pays (143 millions de dollars en 2018) demeurent faibles en comparaison des autres pays du Golfe¹⁹.

¹⁷ 2020 Yearbook of Statistics.

¹⁸ <https://www.omanobserver.om/article/18155/Opinion/growth-in-brazilian-trade-relations-with-arab-world>.

¹⁹ <https://www.mei.edu/publications/growing-strength-russian-omani-ties>.

Oman au cœur des rivalités sino-américaines

Outre les rivalités qui structurent le Golfe, Oman, par sa position géographique au bord de l'océan Indien, se trouve au cœur des rivalités de puissance entre la Chine et les États-Unis qui investissent tous deux dans les ports omanais.

La Chine a ainsi investi dans le parc industriel de Duqm, position stratégique pour les futures nouvelles routes de la soie (BRI) qui permet d'éviter le détroit d'Ormuz. Le futur hub a pour ambition d'accueillir de l'industrie lourde et légère, une raffinerie, un aéroport international et des complexes touristiques. Pékin a promis 10,7 milliards de dollars sur une période de 10 ans. Six entreprises chinoises prévoient pour l'heure d'y bâtir des usines pour un investissement total de 3 milliards de dollars, puis de raffiner sur place le pétrole importé par la Chine²⁰. Pékin commence également à investir dans d'autres ports du pays (Sohar et Sur) qui permettent de s'affranchir eux aussi du détroit d'Ormuz. Profitant de la politique de privatisation lancée par le gouvernement omanais pour réduire la dette du pays, la Chine, par l'intermédiaire de la société State Grid, a acheté en décembre 2019 une participation de 49 % dans l'Oman Electricity Transmission Company, pour un milliard de dollars²¹. En 2016, le gouvernement d'Oman avait déjà emprunté 3,6 milliards de dollars à des institutions financières chinoises. Il est à noter que la Chine est également destinataire de 85 % des exportations de pétrole d'Oman et qu'elle s'intéresse énormément aux ressources en gaz du sultanat. Quelques mois après la visite du ministre des Affaires

²⁰ <https://orientxxi.info/magazine/a-oman-un-port-strategique-pour-contourner-le-detroit-d-ormuz.3115>.

²¹ <https://www.al-monitor.com/originals/2019/12/sell-off-oman-privatization-mideast.html>.

étrangères Wang Yi, le ministère du Tourisme omanais ouvrait une représentation touristique en Chine afin de promouvoir l'accueil massif de touristes chinois dans le sultanat²². Ces investissements considérables semblent avoir déjà un impact sur la politique étrangère d'Oman qui a été l'un des 53 pays à soutenir la Chine lors de l'implantation de la loi de sécurité nationale à Hong Kong.

Déjà présents militairement sur l'île de Masirah, à Thumrait et près de l'aéroport de Mascate/Seeb, les États-Unis ont signé en 2019 un accord permettant l'accès durable de leur VII^e Flotte aux ports de Duqm et Salalah. Le premier est d'ailleurs capable d'accueillir un porte-avions et des sous-marins nucléaires qui peuvent facilement se déployer ensuite en mer d'Oman. Pour contrer l'influence chinoise, les États-Unis cherchent également à s'implanter davantage économiquement²³. Mais la présidence Trump, qui a délaissé Oman au profit des Émirats et de l'Arabie saoudite, a écorné les relations entre les deux pays, que la nouvelle administration démocrate peine à réparer.

Un affrontement sino-américain aurait des conséquences majeures sur tous ces investissements. Oman, dont les liens avec les États-Unis ont été approfondis dès les années 1980, pourrait également être un point d'ancrage pour les ambitions chinoises. Le port de Duqm, où les Chinois investissent mais où les Américains, Anglais et Indiens stationnent des bâtiments militaires (empêchant ainsi une implantation militaire chinoise), est ainsi devenu une case stratégique sur l'échiquier de l'océan Indien²⁴.

²² <https://timesofoman.com/article/104953-sultanate-opens-tourism-representation-office-in-china>.

²³ <https://oilprice.com/Energy/Energy-General/Why-The-US-Is-Desperate-To-Secure-Influence-In-Oman.html>.

²⁴ <https://www.inss.org.il/publication/a-port-rush-competition-for-control-of-trade-routes/>.

L'enjeu pour Mascate consiste ainsi à préserver un équilibre complexe entre les deux grandes puissances, tout en profitant au maximum de leurs capacités d'investissement²⁵.

Le sultanat entretient des liens étroits avec le Royaume-Uni, ancienne puissance coloniale qui avait aidé Qabous dans sa prise de pouvoir (1970) face à son père. Malgré une diminution de la présence militaire britannique, Oman accueille toujours trois bases de renseignement britanniques ainsi qu'une base navale. En 2018, les deux pays ont signé des accords sécuritaires qui permettent aux navires militaires anglais d'accéder au port de Duqm et en 2020, l'armée britannique a annoncé sa volonté d'investir 25 millions d'euros pour l'agrandissement de sa base navale. Le Royaume-Uni est aussi un concurrent sérieux pour les États-Unis en termes d'exportations d'armement, en particulier en matière aérienne (chasseurs Typhoon et hélicoptères), tout en restant un investisseur important dans le domaine des hydrocarbures (avec British Petroleum).

Il convient également de noter les liens personnels des dirigeants omanais avec l'ancienne puissance coloniale : Haïtham est membre de l'Anglo-Omani Society et a étudié à l'université d'Oxford puis travaillé à l'ambassade de Londres, tout comme le ministre des Affaires étrangères Badr al-Busaidi. Nul doute qu'après le BREXIT, les Britanniques se rangent en ordre de bataille pour récupérer certaines positions perdues face aux Américains.

Au milieu de ces luttes d'influence, l'Union européenne (UE) peine à se faire une place. Elle n'entretient de liens diplomatiques avec

²⁵ <https://www.mei.edu/publications/coming-us-china-cold-war-view-gulf>.

Mascate que par l'intermédiaire de la délégation européenne au Conseil de coopération du Golfe, se privant ainsi d'un dialogue stratégique direct avec un acteur pourtant crucial dans la région²⁶. La présence européenne à Oman se remarque via les entreprises pétrolières comme l'italien Eni et le français Total qui exploitent certains blocs d'hydrocarbures. Pour Oman, l'Union européenne reste davantage un réservoir de touristes fortunés.

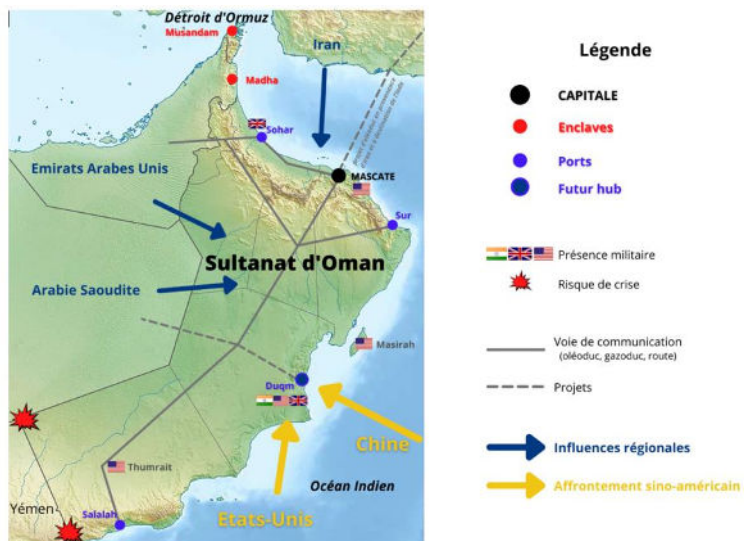
La France, qui dispose d'une ambassade à Mascate, ne semble pas parvenir à créer des liens politiques forts avec le nouveau sultan et son administration : depuis l'intronisation de Haïtham, seul un accord portant sur la coopération militaire a été signé, et aucune rencontre de niveau ministériel n'a eu lieu. Toutefois, sur le terrain économique, Paris reste un acteur de premier plan, comme l'illustre le choix de l'entreprise française SME Lorient-Keroman pour contribuer au développement du hub de Duqm, même si la France n'était en 2019 que le 25^e partenaire commercial du sultanat, largement derrière l'Allemagne, le Royaume-Uni et l'Italie²⁷. Face au besoin pressant de formation universitaire de la jeune génération omanaise, un partenariat éducatif avec la France, réputée pour sa contribution à l'éducation des élites de la région, serait particulièrement utile à Oman et renforcerait les liens franco-omanais.

Dans le cadre des affrontements géopolitiques, l'enjeu consiste donc pour Oman à préserver sa neutralité, sa souveraineté et son autonomie stratégique, sur le plan diplomatique comme économique. Seule une restructuration économique réussie permettra au sultanat de ne pas dépendre d'une autre puissance.

²⁶https://eeas.europa.eu/sites/default/files/the_european_union_and_the_gcc_en.pdf.

²⁷ <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/dossiers-pays/oman/relations-bilaterales/>.

La doctrine diplomatique mise en place par le sultan Qabous, qui a longtemps porté ses fruits, devrait continuer à soutenir son successeur dans un contexte de plus en plus concurrentiel sur le plan stratégique.



Publié le 10 novembre 2021 par l'institut FMES

La victoire des Talibans en Afghanistan préfigure-t-elle un nouveau « Grand Jeu » régional ?

Par Arnaud PEYRONNET, membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO)

L'Afghanistan, foyer de déstabilisation multiple

La chute de Kaboul et la victoire totale des Talibans risquent de plonger l'Afghanistan dans une instabilité chronique liée à plusieurs paramètres déstabilisants. L'Afghanistan est en effet le premier exportateur mondial d'opium, duquel est dérivée l'héroïne, représentant environ 85 % de la production mondiale. Cette culture et son exportation assurent 60 % des revenus des Talibans, avec 200 millions de dollars de recettes annuelles¹. La production d'opium reste au cœur de la politique économique et financière des Talibans qui ont tout intérêt, comme beaucoup d'autres acteurs locaux d'ailleurs (20 % à 30 % du PNB afghan sont liés à l'opium²), à ce qu'elle s'étende pour financer, via les taxes sur les producteurs et intermédiaires, leurs activités politiques et militaires³.

C'est pour cette raison que les Talibans ont reconquis en priorité la capitale provinciale de Lashkar Gah, épice de la production d'opium⁴. L'héroïne venant d'Afghanistan inonde la Russie et l'Europe, deux zones qui vont probablement connaître un fort développement de ce trafic en provenance d'Asie centrale dans les prochains mois, mais aussi l'Iran, l'océan Indien et l'Afrique.

¹ J.-P. Filiu, *Le Monde*, 25/04/2021.

² *Ibid.*

³ *RFI*, 29/06/2019 ; *The New York Times*, 04/01/2019.

⁴ J.-P. Filiu, *Le Monde*, 08/08/2021.

Après la victoire spectaculaire des Talibans, il est possible que l'Afghanistan redevienne un foyer du djihadisme international et ce malgré les déclarations des nouveaux maîtres de Kaboul et les assurances politiques américaines qui misent sur les opérations over the horizon⁵ pour continuer la lutte antiterroriste.

Dans tous les cas, malgré les négociations qui se sont tenues au Qatar depuis plus de deux ans (finalisées par l'accord de Doha signé le 29 février 2020), l'administration américaine a concédé une victoire stratégique aux Talibans. Les djihadistes, où qu'ils soient, pourraient en tirer la conclusion que les retraits occidentaux sont inéluctables⁶ et que le facteur temps joue en leur faveur. Les mouvements radicaux très actifs au Pakistan ont d'ailleurs largement célébré cette victoire des Talibans citée comme un exemple pour défaire les Occidentaux et les régimes locaux⁷. Les Talibans ont annoncé leur intention d'instaurer un « authentique régime islamique » en Afghanistan⁸. Les dirigeants talibans sont liés au puissant réseau Haqqani qui a des ramifications au Pakistan. Ils conservent aussi des liens personnels avec certains djihadistes d'Al-Qaïda, faisant craindre de voir leur pays redevenir un refuge pour les djihadistes, même si les Talibans, via l'accord de Doha, se sont engagés à empêcher l'implantation de tout groupe terroriste dans les zones sous leur contrôle. Pourtant, selon un rapport de l'ONU du 21 juillet 2021, le groupe Al-Qaïda avec son cortège de combattants étrangers est déjà présent dans 15 provinces afghanes et opère sous la protection talibane depuis les régions de Kandahar, du Helmand et de Nimruz⁹. Le groupe djihadiste Al-Qaïda dans la péninsule arabique

⁵ À partir uniquement de moyens aériens basés dans le golfe Arabo-Persique.

⁶ En raison de l'usure occidentale pour les guerres sans fin dans cette région, évidente après l'Irak

⁷ *Le Monde*, 25/07/2021.

⁸ *Le Figaro*, 20 juin 2021

⁹ *Al Monitor*, 01/08/2021

(AQPA) a de son côté félicité les Talibans pour leur victoire. De fait, le nouveau pouvoir taliban dispose d'une complète liberté de manœuvre pour calibrer comme il le souhaite sa relation avec les djihadistes d'Al-Qaïda, tout en ménageant Russes, Iraniens et Chinois.

Face à la reconquête talibane, une part croissante de la population afghane, notamment urbaine, craint des représailles et cherche son salut dans l'exil. Selon le HCR, un demi-million d'Afghans pourraient fuir le pays. Entre 30 000 et 40 000 Afghans tenteraient de partir chaque semaine mais la plupart resteraient des déplacés internes (plus de 550 000 personnes depuis le début de l'année)¹⁰. Fin juillet, la frontière irano-turque voyait déjà entre 500 et 1 000 passages quotidiens de réfugiés afghans¹¹, l'Iran accueillant déjà près de 3 millions de réfugiés afghans sur son sol¹². La Turquie a construit un mur à sa frontière avec l'Iran pour stopper l'afflux de migrants en provenance d'Afghanistan. Face à cette volonté d'exode, les pays occidentaux ont de leur côté mis en place un pont aérien visant à exfiltrer, de façon contrôlée, tant leurs ressortissants que les personnes menacées par le nouveau régime. Le Premier ministre britannique a assuré que le Royaume-Uni accueillerait 20 000 réfugiés afghans ces cinq prochaines années¹³, tandis que les États-Unis viseraient un objectif de 80 000 personnes dont 65 000 Afghans à exfiltrer¹⁴. Une vague migratoire afghane incontrôlée est d'ores et déjà redoutée par l'Allemagne et l'Italie qui ont dit s'attendre à un phénomène identique à celui connu en 2015 au plus fort de la crise syrienne¹⁵. Cette nouvelle

¹⁰ *Libération*, 19/08/2021.

¹¹ *Le Point*, 22/07/2021.

¹² *Libération*, 19/08/2021.

¹³ *Ibid.*

¹⁴ Soit plus que pour la chute de Saïgon en 1975 qui avait vu l'exfiltration de 51 000 personnes par les forces américaines (France Inter, 25/08/2021).

¹⁵ France Inter, 25/06/2021.

vague migratoire va être instrumentalisée par la Turquie qui pourrait effectuer un nouveau chantage vis-à-vis de l'Union européenne (aides financières en échange d'un maintien des migrants sur son sol), sauf à ne pas pouvoir les garder¹⁶, ce pays accueillant déjà 3,7 millions de réfugiés syriens. L'Iran pourrait aussi utiliser cette pression migratoire pour contraindre l'Europe à abolir les sanctions internationales qui frappent Téhéran. Dans tous les cas, cette nouvelle vague migratoire pourrait échapper à tout contrôle et échouer à terme sur les frontières européennes.

Le repli afghan, signe d'un déclin géopolitique américain ?

Outre les pertes humaines, les États-Unis ont dépensé un peu plus de 2 000 milliards de dollars en Afghanistan, dont plus de 80 milliards uniquement pour la formation des 300 000 personnels des forces armées afghanes¹⁷. Dans un discours du 16 août 2021, le président américain a clairement indiqué que le coût humain et l'énormité des sommes engagées en pure perte pour l'Afghanistan devaient cesser et étaient à l'origine de la décision de retrait¹⁸. De plus, le président Biden a justifié cette décision par la Great Power Competition, indiquant « que les adversaires des États-Unis sur la scène internationale, Chine et Russie au premier rang, auraient adoré que les Américains restent enlisés en Afghanistan¹⁹ ». De fait, le repli américain de cette partie du monde est une nouvelle séquence du redéploiement américain

¹⁶ Le président turc a affirmé à l'Allemagne que son pays ne pourrait supporter un fardeau migratoire supplémentaire provenant d'Afghanistan (*Le Figaro*, 21/08/2021).

¹⁷ *Le Monde*, 23/08/2021.

¹⁸ « Quitter l'Afghanistan maintenant était la bonne décision. Les Américains ne doivent pas mourir pour une cause que les Afghans ne veulent pas défendre. Nous avons équipé et investi dans l'armée afghane, bien plus que pour d'autres de nos alliés. Nous leur avons tout donné. Mais nous ne pouvons pas leur donner la volonté de lutter pour leur avenir » (*Le Figaro*, 16/08/2021)

¹⁹ *Ibid.*

planétaire vers l'Indopacifique, entamé voilà déjà plus d'une décennie par Obama et considéré comme beaucoup plus stratégique pour les intérêts américains que l'Afghanistan et le Moyen-Orient. Il abandonne ainsi délibérément la gestion de la sécurité de cette zone aux puissances régionales qui devront s'accommoder de la situation laissée par les États-Unis. Il signe la fin d'une époque, celle de l'interventionnisme occidental à des fins de nation-building et de démocratisation de systèmes politiques locaux.

Au-delà de l'impact négatif en termes de prestige de ce retrait particulièrement mal conduit, ce repli est aussi le signe d'une réarticulation pragmatique (diminuer les pertes) du dispositif américain et ne signale pas forcément un nouveau déclin géopolitique américain, l'attention des États-Unis étant juste portée ailleurs. À l'instar de la chute de Saïgon en 1975 qui a vu ensuite un sursaut américain avec l'élection de Reagan et le doublement des dépenses militaires quelques années plus tard, la chute de Kaboul pourrait produire les mêmes effets d'ici quelques années et voir l'arrivée au pouvoir d'un courant réaliste dur à la Maison Blanche²⁰.

Ce retrait marque aussi la nouvelle politique de fait accompli américaine, initiée par Trump et reprise par Biden, un président démocrate, signe de la tendance durable de la géopolitique américaine actuelle. Il rappelle de nouveau aux alliés des États-Unis qu'ils devront eux aussi assumer leur part du fardeau de la sécurité internationale et ne pas bâtir leur politique étrangère en comptant uniquement sur les moyens américains.

²⁰ Mue par la volonté sans cesse plus forte de l'opinion américaine de ne pas dépêcher de soldats loin de leurs frontières pour des raisons perçues comme éloignées des stricts intérêts nationaux des États-Unis.

Un opportunisme géopolitique turc contraint

La Turquie a utilisé pour sa part la crise afghane et le retrait occidental précipité pour pousser ses avantages géopolitiques dans la région en renforçant son utilité vis-à-vis de Washington. Ankara a en effet déclaré être, dès l'annonce du retrait américain, dans la capacité d'assurer la sécurité de l'aéroport de Kaboul, vital pour les accès, notamment diplomatiques, à la capitale afghane, avec ses troupes déjà sur place (500 soldats) y compris après le départ prévu des dernières troupes américaines. Ce rôle de protecteur de la seule porte de sortie d'Afghanistan pouvait permettre à la Turquie de se présenter au sein de l'OTAN comme un membre efficace et compétent, capable d'accomplir des missions qu'aucune autre nation ne pouvait ou ne voulait accomplir²¹. Cette manœuvre aurait permis à Ankara de s'afficher comme un allié essentiel pour Washington alors que les relations étaient tendues entre l'administration Biden et le président Erdogan. L'objectif attendu était de permettre à la Turquie de s'attirer dans la durée les bonnes grâces des Américains, de raffermir son rôle dans l'OTAN et de jouer individuellement sa carte au sein du camp occidental, au détriment des alliés européens qui n'ont pas brillé auprès des États-Unis par leur volontarisme.

En outre, cette position singulière aurait permis à Ankara de jouer un rôle de médiation important avec les Talibans. Son ambassade est restée d'ailleurs ouverte à Kaboul, le gouvernement turc estimant dès le 17 août que les messages envoyés par les Talibans depuis leur arrivée au pouvoir étaient positifs et que des

²¹ Lors de la conférence de presse qu'il a organisée avant sa visite au sommet des dirigeants de l'OTAN à Bruxelles, le président Recep Tayyip Erdoğan a d'ailleurs déclaré : « La Turquie est le seul pays fiable qui peut gérer prudemment la situation en Afghanistan. » Jens Stoltenberg, le secrétaire général de l'Alliance atlantique, a aussi souligné l'importance du « rôle clé » que la Turquie pourrait jouer dans l'avenir de ce pays (*Opex360*, 13/07/2021).

discussions avec le mouvement islamiste radical étaient en cours. Le maintien militaire de la Turquie en Afghanistan, objectif premier du président turc, n'a toutefois pas été accepté par les Talibans, malgré les pourparlers engagés avec les pays voisins ayant des contacts directs avec eux²². Le gouvernement turc avait même étudié l'hypothèse d'utilisation de supplétifs syriens pro-turcs, à l'instar d'autres théâtres²³. Les négociations avec les Talibans n'ayant pas été couronnées de succès, la Turquie a annoncé le 25 août 2021 avoir commencé à retirer ses troupes d'Afghanistan, abandonnant de facto la proposition d'assurer la sécurité de l'aéroport de Kaboul après le retrait des forces américaines.

Cet échec marque les limites de la stratégie d'influence turque dans la région. C'est un coup dur pour le président Erdogan dans sa stratégie de reconquête de Washington. Toutefois, la Turquie devrait poursuivre son narratif quant à son rôle géopolitique en Asie centrale, alimenté par une communauté de religion et une proximité linguistique²⁴, alors même qu'elle pousse ses avantages avec l'Azerbaïdjan dans le Caucase.

Nouvelle lutte d'influence entre voisins de l'Afghanistan

L'arrivée au pouvoir des Talibans est d'abord une victoire pour le Pakistan qui est régulièrement accusé d'avoir aidé, au travers de ses services secrets, les actions armées de ce mouvement en

²² Plusieurs contacts bilatéraux ont eu lieu ces dernières années entre l'Iran et les Talibans, Téhéran cherchant avant tout à s'assurer de la stabilité de sa frontière.

²³ Selon certains médias, 2 000 supplétifs syriens pourraient assurer la sécurisation de l'aéroport de Kaboul au profit du gouvernement turc (*Al Monitor*, 12/07/2021).

²⁴ L'influence turque en Afghanistan est également culturelle *via* la grande popularité des séries et films turcs dans le pays, des actions humanitaires de la Turquie vis-à-vis des minorités turcophones (scolarisation, formation des élites, etc.) (*Eurasia news*, 22/07/2021).

Afghanistan²⁵. En effet, obtenir un régime favorable à ses intérêts était le seul moyen pour Islamabad d'acquérir une profondeur stratégique vitale en cas de conflit avec l'Inde et de mener à bien ses projets de construction de routes, de gazoducs (projet CentGas) et d'une voie ferrée qui doit relier le Pakistan à l'Ouzbékistan puis à la Chine, via l'Afghanistan²⁶. Le Premier ministre pakistanais Imran Khan a repris à son compte l'engouement populaire antiaméricain lié à la victoire talibane et s'est personnellement félicité du départ des Américains d'Afghanistan (« Les Afghans ont brisé les chaînes de l'esclavage²⁷ »). Compte tenu des liens forts entre les Talibans et le Pakistan, la chute de Kaboul place le gouvernement pakistanais en situation de médiateur courtisé pour les pays qui souhaitent discuter avec eux, notamment la Turquie²⁸ et la Chine.

Le jeu trouble du Pakistan vis-à-vis des Talibans va aussi raviver l'animosité des Occidentaux à l'encontre de ce pays, le jetant davantage dans les bras de l'islam politique et de la Chine. Toutefois, cette victoire stratégique d'Islamabad pourrait être à double tranchant car l'expansion de l'idéologie radicale talibane pourrait venir menacer à terme le gouvernement pakistanais, étant donné la forte porosité des zones frontalières tribales connues pour leur fondamentalisme religieux.

²⁵ Le Pakistan faisait d'ailleurs partie des trois seuls États, avec l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis, à avoir reconnu le gouvernement des Talibans quand il était au pouvoir entre 1996 et 2001.

²⁶ En effet, obtenir un régime favorable à ses intérêts était le seul moyen pour Islamabad d'acquérir une profondeur stratégique vitale en cas de conflit avec l'Inde et de mener à bien ses projets de construction de routes, de gazoducs (projet CentGas) et d'une voie ferrée qui doit relier le Pakistan à l'Ouzbékistan puis à la Chine, via l'Afghanistan [simple_tooltip content='RFI, 17/08/2021.

²⁷ *Le Temps*, 18/08/2021.

²⁸ Le Premier ministre pakistanais a appelé à un dialogue direct entre le gouvernement turc et les Talibans, peu de temps après sa rencontre avec le ministre de la Défense turc (*Al Monitor*, 12/08/2021).

Cette victoire symbolique pakistanaise est par essence une défaite stratégique de l'Inde, les autorités indiennes ayant réaffirmé leur opposition aux Talibans et accentué leur soutien au gouvernement d'Ashraf Ghani. L'Inde a en effet massivement investi en Afghanistan ces vingt dernières années²⁹, dans le sillage de la présence américaine, afin d'assurer une gouvernance stable et amie sur les flancs ouest de l'ennemi pakistanais. En 2011, un accord de partenariat stratégique entre New Delhi et Kaboul avait été signé, en particulier dans les domaines de la sécurité, de l'économie et de l'exploitation minière³⁰. Cet investissement s'est fait en pure perte, la victoire talibane remettant en cause l'influence indienne dans ce pays et ravivant la guérilla islamiste dans la région du Cachemire.

L'Iran a de son côté profité de la crise intérieure afghane de ces dernières années pour accroître son influence, notamment auprès de la minorité chiite hazara, employée par Téhéran comme source de mercenaires pour les combats en Syrie. L'Iran s'est également rapproché pragmatiquement des Talibans ces derniers mois, car ceux-ci étaient les adversaires désignés des deux ennemis prioritaires de Téhéran, les États-Unis et Daech. La question des réfugiés constitue un autre enjeu pour l'Iran, Téhéran s'attendant à l'arrivée de dizaines de milliers de réfugiés à sa frontière. L'Iran va enfin profiter du départ des États-Unis pour remporter une forte victoire symbolique³¹ sur Washington mais aussi pour ériger les Talibans comme barrage contre Daech sur ses frontières orientales. L'Iran a d'ailleurs maintenu son ambassade à

²⁹ Investissements de 3 milliards de dollars pour des routes, barrages (dont le barrage de l'amitié indo-afghane), réseaux électriques, écoles, hôpitaux, port de Chah Bahar, en Iran mais devant servir de port pour l'Afghanistan.

³⁰ *Opex360*,11/08/2021.

³¹ Le président iranien Ebrahim Raïssi s'est réjoui de l'échec militaire des États-Unis en Afghanistan. Les images et les vidéos des militaires américains quittant dans la précipitation et le chaos l'aéroport de Kaboul sont largement reprises par les médias iraniens.

Kaboul³² et a repris ses exportations d'hydrocarbures raffinés vers l'Afghanistan, à la demande expresse des Talibans³³, signes de sa volonté de dialogue avec le nouveau régime.

Inquiétudes russes

Accusée par les États-Unis d'avoir soutenu le mouvement taliban ces dernières années³⁴, la Russie s'inquiète de l'évolution de la situation, laquelle pourrait conduire à une déstabilisation de son flanc sud, au cœur de ce qu'elle perçoit comme sa sphère d'influence. Si Moscou critique le retrait américain qui est considéré comme « hâtif³⁵ » en raison des risques de déstabilisation sécuritaire que celui-ci va impliquer en Asie centrale, ce repli occidental représente toutefois une victoire symbolique pour la Russie. Elle répare ainsi l'humiliation de son propre retrait d'Afghanistan en 1989 et de l'irruption de l'influence occidentale au cœur du heartland eurasiatique. De fait, le vide stratégique laissé par les Occidentaux pourra être de nouveau occupé par Moscou, la Russie ayant pour préoccupation principale l'endiguement de la contagion djihadiste à ses frontières. Moscou déploie dans ce cadre deux manœuvres simultanées.

La première consiste à adopter une position d'attente vis-à-vis des Talibans, une reconnaissance du nouveau régime restant possible en fonction de ses agissements³⁶ ; Moscou (tout comme Pékin, Ankara et Téhéran) n'a pas évacué son ambassade, signe tangible de son souhait de garder son influence dans le pays. Les émissaires

³² *RFI*, 16/08/2021.

³³ *Middle East news*, 23/08/2021.

³⁴ Informations du *New York Times* de juin 2020, selon lequel le Kremlin aurait offert des primes à des combattants proches des Talibans pour tuer des soldats occidentaux en Afghanistan, accusations réfutées par Moscou.

³⁵ Ministre de la Défense russe cité dans *Opex360*, 28/07/2021.

³⁶ *France info*, 16/08/2021.

talibans ont été reçus au printemps 2021 afin de s'assurer de leurs intentions régionales. Un accord avec les Talibans permettrait en effet à Moscou (à l'instar de Téhéran) de constituer une alliance contre Daech qui reste l'ennemi commun de la Russie et du régime taliban³⁷.

La seconde manœuvre russe se caractérise par un renforcement capacitaire sur son flanc sud en anticipation de la dégradation de la situation sécuritaire. La stabilité centrasiatique est essentielle pour Moscou car ses intérêts nationaux (endigement du risque terroriste, lutte contre le trafic de drogue) y sont directement menacés. L'Ouzbékistan et le Tadjikistan sont particulièrement vulnérables, de même que le Kirghizistan, via la vallée de Ferghana qui reste une zone grise difficile à contrôler. Le mouvement islamique d'Ouzbékistan (MOI), tout comme Daech, sont présents en Afghanistan et pourraient profiter de la victoire talibane pour franchir les frontières et essaimer dans la sphère d'influence russe³⁸. Dans ce cadre, le Tadjikistan a déjà mobilisé 20 000 réservistes pour surveiller une frontière qui voit régulièrement l'arrivée de réfugiés afghans dont des déserteurs de l'armée régulière³⁹. Le pays a aussi mis en alerte ses forces armées depuis le 22 juillet 2021. La Russie dispose d'une base d'importance dans le pays⁴⁰ et s'est déclarée prête à stabiliser les frontières du Tadjikistan si nécessaire. Elle n'hésite plus non plus à réarmer directement les forces de sécurité kirghizes et tadjikes pour mieux contrer les incursions aux frontières. Le 28 juillet, le

³⁷ L'envoyé du Kremlin pour l'Afghanistan, Zamir Kabulov, avait affirmé, en décembre 2015, que les intérêts de la Russie coïncidaient objectivement avec ceux du mouvement taliban, notamment dans la lutte contre Daech (*Opex360*, 16/08/2021).

³⁸ Les Talibans ont associé les groupes d'Asie centrale aux combats de plus en plus nombreux qu'ils mènent dans le nord.

³⁹ *Middle East Affairs*, 07/07/2021.

⁴⁰ Environ 7 000 hommes depuis un accord de défense signé en 2012 et valable pendant 30 ans (*Opex360*, 28/07/2021).

ministère de la Défense russe a indiqué qu'en raison du « retrait hâtif des forces étrangères en Afghanistan ayant provoqué une détérioration rapide de la situation et une explosion des activités terroristes », des « livraisons supplémentaires gratuites d'armements et d'équipements russes à l'armée tadjike » seront effectuées⁴¹. Début août, les forces russes et tadjikes se sont conjointement entraînées à des opérations antiterroristes le long des frontières méridionales du pays, la Russie déployant à cette occasion 4 bombardiers stratégiques Tu-22 afin de « s'exercer à effectuer des bombardements contre des camps terroristes et des dépôts d'armes⁴² ». Depuis la chute de Kaboul, de l'armement antichar supplémentaire aurait été livré au contingent russe au Tadjikistan et ses entraînements accrus⁴³.

Moscou reste attentif aux évolutions des rapports de force en Afghanistan, le ministre russe des Affaires étrangères indiquant (18 août 2021) qu'un mouvement de résistance aux Talibans était en voie d'organisation dans le Panchir. Le retour de Moscou dans cette région, au travers de proxies opposés aux Talibans, pourrait dès lors être une hypothèse crédible en l'absence de gestes du nouveau régime afghan vis-à-vis de la Russie.

Prudence de Pékin

Le retrait précipité américain d'Afghanistan est aussi une victoire stratégique pour Pékin qui n'aura plus les troupes de son principal concurrent mondial près de ses frontières d'Asie centrale. Toutefois, cette victoire comporte un risque majeur pour Pékin :

⁴¹ *Ibid.* Annonce réitérée le 23 août par Youri Borissov, vice-Premier ministre russe(*Sputnik*, 23/08/2021).

⁴² *Opex360*, 07/08/2021.

⁴³ *Sputnik*, 23/08/2021

celui de la contagion terroriste islamiste⁴⁴ au Xinjiang, à majorité musulmane, et la déstabilisation que cette victoire de l'islamisme radical pourrait faire peser sur son projet économique des nouvelles routes de la soie. Dans ce contexte, la Chine semble opter pour la prudence et la diplomatie. La Chine se présente ainsi comme un acteur sérieux, à l'opposé du retrait perçu comme « irresponsable » des États-Unis⁴⁵, égratigné par la propagande chinoise⁴⁶.

La Chine tente d'apparaître comme un acteur incontournable des médiations internationales sur l'Afghanistan et discute tant avec les Talibans qu'avec les voisins de l'Afghanistan. L'objectif de Pékin est d'aboutir à une situation qui lui permettra d'utiliser des outils de pression économique (projets de développement économique financés par la Chine en collaboration avec le Pakistan⁴⁷) pour imposer une stabilisation « à la chinoise » à cet État enclavé. Les derniers pourparlers officiels remontent d'ailleurs à juin 2021 lorsque le ministre chinois des Affaires étrangères a proposé d'accueillir un dialogue inter-afghan pour ramener la stabilité dans le pays et éviter le retour du terrorisme international. La diplomatie chinoise s'est également déclarée prête, le 13 juillet suivant, à coopérer avec les Talibans s'ils s'emparaient du pouvoir central tout en leur enjoignant de rompre résolument tout lien avec les groupes terroristes. Le porte-parole taliban a affirmé en retour ne pas vouloir s'immiscer dans les affaires intérieures chinoises⁴⁸.

⁴⁴ Notamment du Mouvement islamique du Turkestan oriental, d'origine ouïghoure, présent en Afghanistan (*Courrier International*, 27/06/2021).

⁴⁵ *Ibid.*

⁴⁶ Comme en témoignent les articles de *Courrier International*, 16/08/2021.

⁴⁷ L'Afghanistan dispose de réserves importantes en terres rares, dont le lithium, des minerais précieux pour l'industrie électronique chinoise. La Chine pourrait être tentée de parier sur le nouveau pouvoir afghan pour faire progresser ses visées minières

⁴⁸ *Marianne*, 19/07/2021.

Le 16 août, la Chine a de nouveau déclaré vouloir entretenir des relations amicales avec le nouveau gouvernement taliban, Pékin ayant conservé son ambassade sur place. La Chine surveille toutefois de près le corridor de Wakhan qui fait sa frontière avec l'Afghanistan, et aurait installé à proximité de cette zone une base au Tadjikistan⁴⁹. Adeptes du non-interventionnisme militaire, elle pourrait également accroître la sécurité⁵⁰ de la nouvelle route de la soie via un recours massif à des sociétés de sécurité privées, voire assurer en partie la formation et l'entraînement des forces de sécurité des pays de la région, chasse gardée de Moscou jusqu'alors⁵¹.

* * *

La chute du régime pro-occidental de Kaboul représente une victoire symbolique importante pour l'islamisme radical. Ce dernier va dès lors tenter d'essaimer dans les pays voisins de l'Afghanistan, recréant un nouveau foyer pour le djihadisme international. La menace terroriste risque d'augmenter tandis que l'instabilité sécuritaire et les exactions possibles du nouveau régime taliban risquent d'encourager d'importantes migrations tout en accentuant les trafics de drogue en provenance de ce pays. Le retrait occidental marque une rupture géopolitique et l'avènement d'un nouveau « Grand Jeu » qui verra cette fois-ci s'opposer des puissances eurasiatiques (Chine et Russie, voire Pakistan, Iran et Turquie dans une moindre mesure). Celles-ci, fortes des leçons de l'histoire, ne devraient toutefois pas intervenir militairement en Afghanistan, préférant la création d'alliances régionales (pays d'Asie centrale pour la Russie, Pakistan et Iran

⁴⁹ Révélée par le *Washington Post* en février 2019 ; *Ibid.*

⁵⁰ Neuf civils chinois travaillant sur un barrage ont été tués mi-juillet dans le nord du Pakistan dans un attentat attribué aux groupes islamistes. En avril, un attentat visant l'ambassadeur chinois au Pakistan avait fait quatre morts (*Les Échos*, 18/08/2021).

⁵¹ *Eurasia news*, 22/07/2021.

pour la Chine, Pakistan et Asie centrale pour la Turquie) pour la fois contenir la menace djihadiste et tenir en respect leurs rivaux.



L'Afghanistan, théâtre d'un nouveau « Grand Jeu » régional

Publié le 8 septembre 2021 par l'institut FMES

La littoralisation du djihad en Afrique de l'Est

Par Arnaud PEYRONNET, membre associé FMES de l'Observatoire stratégique de la Méditerranée et du Moyen-Orient (OS2MO)

Les richesses gazières du nord du Mozambique (5 000 milliards de mètres cubes de réserves sous-marines de gaz naturel, soit les troisièmes plus importantes au monde) ainsi que les eaux du canal du Mozambique, artère importante pour le commerce maritime mondial (30 % du trafic pétrolier), sont sous la pression inédite de la menace djihadiste. Celle-ci a le potentiel pour déstabiliser une partie de l'Afrique australe, alors que d'importants investissements internationaux ont été consentis pour prospecter et extraire les richesses gazières de cette région¹.

Violence exacerbée sur la côte swahilie

Cette insurrection radicale islamiste, dénommée Ahl al-Sunnah wa al Jamma'ah (ASWJ) et indirectement² liée depuis juin 2019 à Daech (province d'Afrique centrale)³, a émergé en 2015 et est devenue plus violente en 2017 le long de la côte swahilie. Elle a d'abord effectué des attaques en Tanzanie, près de la frontière avec le Mozambique, avant de se tourner plus précisément vers ce pays. ASWJ a conduit plus de 800 attaques dans la province de Cabo

¹ Investissements planifiés à 50 milliards de dollars pour son extraction. Les principales majors mondiales (dont ExxonMobil et Total) sont impliquées (*Maritime Executive*, 26/03/2021).

² L'allégeance est pour le moment revendiquée par de simples individus et non par des dirigeants du groupe. Le 28 mars 2021, l'agence de presse Amaq de Daech a revendiqué l'attaque de Palma au nom de sa *wilaya* d'Afrique centrale.

³ Le *Global Terrorism Index* indique d'ailleurs que le centre de gravité de Daech se situe désormais en Afrique avec, sur ce continent, un bond, en 2020, de 67 % des tués à la suite des actions du groupe terroriste (BBC, 01/12/2020).

Delgado, au nord du Mozambique, causant la mort, en quatre ans, de près de 3 000 personnes et le déplacement forcé d'environ 800 000 individus⁴.

Ces attaques se sont accélérées en 2020⁵ avec des actions débutant le long de la frontière avec la Tanzanie, puis sur différentes infrastructures portuaires. En mars 2020, les djihadistes avaient ainsi réussi à attaquer et occuper brièvement le port de Mocímboa Da Praia. Ils ont réitéré en août 2020 leur offensive sur cette localité qu'ils contrôlent désormais. En janvier 2021, le groupe s'est déployé plus au sud, en direction de la presqu'île d'Afungi puis, le 24 mars 2021, les djihadistes ont attaqué puis occupé pendant plusieurs jours la ville côtière de Palma. Cette offensive a été menée peu après la reprise des travaux sur un site d'exploitation gazière situé à proximité⁶, indiquant ainsi les bonnes connaissances du groupe sur les activités des grands groupes occidentaux, tant pour accroître la pression sur le gouvernement central que pour y conduire des prises d'otages⁷. La menace sur ce site et l'évacuation difficile des travailleurs expatriés, alors que les combats faisaient rage dans la ville toute proche, ont d'ailleurs largement médiatisé les actions de cette insurrection djihadiste et alerté l'opinion internationale sur cette question. Cette attaque contre la ville de Palma a toutefois été menée dans un but de captation des ressources, afin d'assurer la pérennité logistique du groupe et le recrutement de nouveaux combattants. Les djihadistes se sont en effet livrés à un véritable pillage de la localité ciblant les banques, les hangars de stockage et les locaux vides des forces de police. En

⁴ *La Tribune*, 25/06/2021.

⁵ Les victimes des violences ont triplé en 2020 par rapport à 2019.

⁶ Site de liquéfaction de gaz *offshore* appartenant à Total. Par la suite, le groupe a suspendu ce chantier, décourageant sans doute d'autres majors pétrolières dont notamment ExxonMobil et ENI d'investir davantage au Mozambique.

⁷ Généralement rémunératrices, les prises d'otages apportent une forte visibilité médiatique au groupe, donc des soutiens plus importants de la part de la djihadosphère.

juin 2021, de violents combats ont de nouveau éclaté entre les djihadistes et les forces mozambicaines près d'une usine de gaz située à Patacua, dans le district de Palma.

Bien que d'essence locale, cette insurrection djihadiste est appelée Ash-Shabab par les résidents de la côte mozambicaine, augurant d'une comparaison au moins sémantique avec son homologue somalienne. ASWJ est également le réceptacle de combattants venant d'autres pays de l'Est de l'Afrique dont le Kenya, la Tanzanie, l'Ouganda et la Somalie, voire de quelques individus isolés provenant de pays arabes. Une contagion à l'identique du mouvement somalien Al-Shabaab est ainsi redoutée. ASWJ semble avoir bénéficié de son intégration dans Daech, wilaya d'Afrique centrale, pour améliorer ses techniques de combat, ses modes opératoires et sa visibilité médiatique, laissant augurer de la naissance d'un véritable réseau djihadiste est-africain. Simultanément, le mouvement Al-Shabaab somalien a multiplié ses actions dans le nord du Kenya, notamment dans les régions côtières de Mandera et Lamu, faisant craindre, selon certaines autorités locales, la perte de parties entières du Nord-Kenya⁸.

L'inexorable littoralisation du djihad est-africain

Les cibles choisies par ASWJ sont essentiellement des infrastructures portuaires de petite taille (ou Bandari Bubu en langue swahilie), souvent habitées par des communautés de pêcheurs, qui ont pour caractéristique principale d'être des points de débarquement informels de navires liés à divers trafics, dont ceux de stupéfiants provenant d'Afghanistan via le Pakistan (hashish highway et route de l'opium). Cette drogue, transportée

⁸ *Long War Journal*, 29/05/2021.

dans le reste de l’Afrique et de l’Europe⁹, est une source de revenus particulièrement importante pour cette insurrection djihadiste qui cherche à en prendre le contrôle. Cette stratégie avait d’ailleurs été utilisée par le mouvement somalien Al-Shabaab entre août 2008 et septembre 2012, lors de leur conquête de la ville portuaire de Kismayo, en Somalie. Ce port représentait alors une source de revenus conséquente pour le mouvement qui en avait fait son centre opérationnel et financier pour ses opérations dans le pays. La conquête d’infrastructures maritimes sur la côte swahilie est donc majeure dans les plans d’opérations de ces milices djihadistes¹⁰ afin d’en tirer des revenus via les taxes imposées aux trafiquants, avant d’organiser par eux-mêmes une partie ou la totalité des trafics.

Cette côte est-africaine est donc devenue une zone pivot pour le trafic d’héroïne en provenance d’Afghanistan, notamment en raison d’un littoral parsemé de petites îles et de plages sableuses peu contrôlées, idéales pour le débarquement ou le transbordement de marchandises illégales, entre boutres souvent à l’ancre au-delà des eaux territoriales et pêcheurs ou vedettes rapides venant du littoral¹¹. Si les côtes de Somalie, du Kenya, de la Tanzanie et du Mozambique sont, par leurs caractéristiques, particulièrement propices à accueillir ce genre de trafics¹², ces derniers sont également en constant développement. Le trafic de stupéfiants entre l’Afghanistan et la côte swahilie pourrait même connaître une forte accélération avec l’instabilité sécuritaire

⁹ Une partie de l’héroïne est ensuite transportée par la route en Afrique du Sud d’où elle sera expédiée par voie maritime ou aérienne vers l’Europe et les États-Unis. Les autres routes remontent le continent africain en direction de la Méditerranée.

¹⁰ *Stable Seas and Violence at Sea: How Terrorists, Insurgents, and Other Extremists Exploit the Maritime Domain*, Kelly Moss, CIMSEC, 02/12/2020.

¹¹ *From the maskani to the mayor, the political economy of heroin markets in East and Southern Africa* Simone Haysom, ENACT, 02/2020.

¹² *Ibid.* En 2018, les autorités tanzaniennes ont recensé 134 ports illégaux sur leur rivage.

afghane attendue à la suite du retrait militaire occidental du pays¹³.

Enfin, ces Bandari Bubu, avec leurs infrastructures très simples, sont faciles à démonter s'ils sont détectés par les autorités locales, permettant aux trafics de se déplacer vers d'autres endroits, les rendant quasiment impossibles à éradiquer. La littoralisation du djihad est-africain semble donc liée à la volonté opportuniste des combattants d'ASWJ de capter les ressources liées aux différents trafics endémiques sur ces côtes. Elle implique toutefois une montée en gamme dans les savoir-faire maritimes des groupes djihadistes locaux.

La capacité d'ASWJ de mener des opérations coup de poing dans le domaine maritime, aussi bien du brigandage que des actions de renseignement ou des raids nautiques, indique sa volonté de sécuriser sa zone d'influence, les îles représentant autant de remparts pour protéger ses activités côtières. Les îles de l'archipel des Quirimbas font ainsi partie de la stratégie maritime du groupe en lui permettant d'y acquérir des matériels de subsistance (par des raids de prédation et du brigandage), et d'y projeter sa puissance (raids sur les îles Ilha Vamizi et Ilha Metundo ainsi que sur le village de Pangane). Le groupe, lors des attaques sur Mocímboa Da Praia et Palma, a d'ailleurs utilisé l'espace littoral, via des boutres, pour déplacer sa logistique et ses combattants. Un vraquier, l'Alpha Jimbo, a aussi été pillé et saisi par les djihadistes alors qu'il était ancré au large de Palma¹⁴. Le groupe bénéficie en outre des lacunes capacitaires de la marine locale qui n'a pas les moyens de surveiller et d'intervenir sur l'ensemble des côtes mozambicaines.

¹³ L'Afghanistan reste le premier exportateur mondial d'opium, duquel est dérivé l'héroïne avec environ 85 % de la production mondiale. L'ensemble des acteurs locaux, dont les Talibans, ont tout intérêt au maintien de l'instabilité afin de maintenir voire augmenter cette production dans le but de financer leurs activités politiques et militaires.

¹⁴ Tim Lister, « Combating Terrorism Center, Palma Attack and the evolving jihadi terror threat to Mozambique », *West Point, CTC Sentinel*, 14 (4), avril/mai 2021.

Cette problématique a conduit le gouvernement mozambicain à déclarer une zone de 50 nautiques au large de la province du Cabo Delgado comme dangereuse pour la navigation commerciale. La ville de Pemba, centrale pour le soutien logistique aux plateformes offshore, pourrait être le prochain objectif du groupe djihadiste. Ce mélange des genres entre djihadistes et trafiquants ressemble aussi au modèle somalien et pourrait à terme faire du nord du canal du Mozambique une région propice au développement de la piraterie, notamment contre les importants flux logistiques des activités offshore liées au domaine du gaz entre la côte et la haute mer. Cette littoralisation du djihad est-africain a réveillé les intérêts des grandes puissances pour cette zone largement oubliée par la géopolitique contemporaine.

Un nouvel épicrocentro des rivalités géopolitiques régionales ?

Les richesses gazières du nord du Mozambique exacerbent les rivalités de puissance. Outre le Français Total, se pressent en effet depuis 2010 les États-Unis avec Exxon, l'Italie avec ENI, la Chine avec CNPC, la Russie avec Rosneft et Gazprom, ainsi que l'Inde. L'insécurité grandissante dans cette zone pourrait faire augmenter les coûts d'assurances pour le trafic maritime commercial, accroissant alors les pressions pour la conduite d'opérations de sécurisation navale (sea control) concurrentes, menées par des acteurs rivaux. Cependant, malgré leurs intérêts, les grands compétiteurs internationaux ne sont que peu impliqués dans cette région, laissant finalement la gestion de cette crise aux acteurs locaux soutenus par l'Union européenne.

De son côté, la Russie a cherché à prendre pied au Mozambique, notamment au profit de ses sociétés pétrolières Gazprom et Rosneft. Moscou a envoyé des mercenaires de la société Wagner en

septembre 2019¹⁵, en appui de l'armée mozambicaine qui faisait face aux offensives d'insurgés. Toutefois, cet engagement a été de courte durée, les mercenaires russes enregistrant des pertes plus importantes que prévu et ayant surtout été engagés sur d'autres secteurs considérés comme prioritaires (Centrafrique en particulier).

Les États-Unis ont, quant à eux, envoyé au printemps 2021 une petite équipe de forces spéciales afin de former des unités mozambicaines à la lutte contre-insurrectionnelle, alors que Washington dispose localement de sociétés de sécurité privées au service de ses intérêts.

La Chine est absente militairement de cette région, préférant se focaliser sur des États insulaires et sur des points d'appui le long de la route maritime reliant l'Asie au golfe Persique, tels que Djibouti, le Pakistan, le Sri Lanka ou les Maldives. Seule la Tanzanie est parfois mentionnée dans certaines publications¹⁶ comme un possible futur point d'appui chinois sur la côte swahilie. Cela n'a toutefois pas empêché Pékin de proposer une aide militaire au Mozambique pour sa lutte anti-djihadiste.

L'Inde ne semble pas encore prête à sécuriser cette partie de l'océan Indien, surtout contre ce type de menace de basse intensité, malgré son projet SAGAR (Security and Growth for All in the Region) initié en 2016¹⁷ et en dépit de ses intérêts financiers dans le projet Mozambique LNG de Palma¹⁸ et son statut de

¹⁵ Allant jusqu'à 160 hommes à son maximum (*ibid.*)

¹⁶ *War on the Rocks*, 02/04/2021.

¹⁷ *The Maritime Executive*, 03/03/2021.

¹⁸ 30 % des parts appartiennent à des sociétés indiennes (compagnie d'État ONGC, compagnies privées Oil India Limited et Bharat Petroleum) (*La Tribune*, 25/06/2021). Les entreprises indiennes sont en outre très engagées dans l'exploitation des ressources minières du pays.

2^e partenaire commercial du pays (après l’Afrique du Sud). En fait, si les moyens militaires indiens basés dans le sud-ouest de l’océan Indien (île mauricienne d’Agalega) pourraient participer à la surveillance du canal du Mozambique, New Dehli s’attache davantage à suivre les mouvements des navires chinois dans la région qu’à traiter la question du djihadisme est-africain ; comme la Chine brille par son absence militaire dans cette zone, cette situation contribue à l’apathie indienne.

Le Mozambique, en grande difficulté financière, semble quant à lui incapable de faire face à cette insurrection radicale. Il a surtout compté sur le mercenariat, essentiellement sud-africain¹⁹, pour traiter cette problématique. Son gouvernement avait d’ailleurs exclu toute idée d’intervention militaire étrangère, y compris de la Communauté de développement de l’Afrique australe (SADC) qui avait proposé, en avril 2021, le déploiement d’une force de 3 000 hommes²⁰ pour soutenir l’armée mozambicaine. Après de multiples tergiversations, le gouvernement mozambicain a finalement approuvé, le 15 juillet 2021²¹, l’initiative de la SADC, même si le financement de cette future force africaine est loin d’être assuré²². Cette réticence gouvernementale à accepter l’aide militaire de la SADC s’expliquerait par la volonté de Maputo de ne pas révéler à des acteurs extérieurs toute l’étendue de l’activité criminelle et de mercenariat menée dans cette région, parfois avec

¹⁹ Dyck Advisory Group notamment pour le soutien aérien et Paramount pour l’entraînement des pilotes mozambicains.

²⁰ Constitué d’une brigade d’infanterie légère composée de trois bataillons, d’un état-major, d’unités de forces spéciales, du génie et des transmissions pour la composante terrestre, de deux bâtiments pour la composante navale, d’hélicoptères, d’avions de transport et de drones pour la partie aérienne (*Ligne de Défense*, 29/04/2021).

²¹ *Ouest France*, 15/07/2021.

²² Si 10 millions d’euros ont déjà été levés, le soutien financier de pays du Golfe (notamment de l’Arabie saoudite) pourrait être recherché, le royaume wahhabite s’étant déclaré prêt à soutenir la SADC dans ses opérations.

l'aide de potentats locaux²³. Dans l'intervalle, le Rwanda a de son côté annoncé, le 9 juillet, l'envoi de 1 000 de ses soldats et policiers dans la province du Cabo Delgado²⁴ afin d'aider les forces régaliennes locales, à la demande du gouvernement du Mozambique. Le Zimbabwe, qui soutenait fortement une intervention de la SADC au Cabo Delgado, aurait aussi engagé des forces spéciales sur le terrain. L'Afrique du Sud, dont la marine a effectué dans cette région des missions intermittentes de lutte contre la piraterie depuis 2011, pourrait jouer un rôle fédérateur au sein de la SADC pour lutter contre ce problème sécuritaire émergent. Sa marine a d'ailleurs établi un nouveau point d'appui militaire le long de ses côtes septentrionales, à Richards Bay, afin de répondre à ces nouveaux défis sécuritaires dans le canal du Mozambique. Le Parlement sud-africain a enfin autorisé, le 28 juillet 2021, le déploiement de près de 1 500 militaires au Mozambique, pour une période initiale de 3 mois. L'Angola et le Botswana, autres pays de la SADC, ont eux aussi annoncé l'envoi de militaires en appui des forces mozambicaines²⁵.

L'Europe a pour sa part pris conscience que l'émergence d'un foyer djihadiste dans le nord du Mozambique, près des Comores et de Mayotte, menaçait ses intérêts économiques. Le Portugal, en tant qu'ex-puissance coloniale, a rapidement émis l'idée d'envoyer une force de plus de 1 400 hommes à des fins d'entraînement des forces mozambicaines, si possible sous mandat européen. Peu après l'attaque de Palma, le Portugal a annoncé sa volonté de déployer 60 militaires de ses forces spéciales au Mozambique pour une

²³ Le trafic serait « sous le contrôle de familles commerçantes puissantes » et « en échange de financements politiques et de pots-de-vin, le parti au pouvoir évite aux trafiquants d'être arrêtés. Il émet des autorisations qui leur permettent d'importer et d'exporter des biens, sans que les cargaisons soient fouillées » (*The Economist* cité par France Info, 21/09/2019).

²⁴ *Opex360*, 13/07/2021.

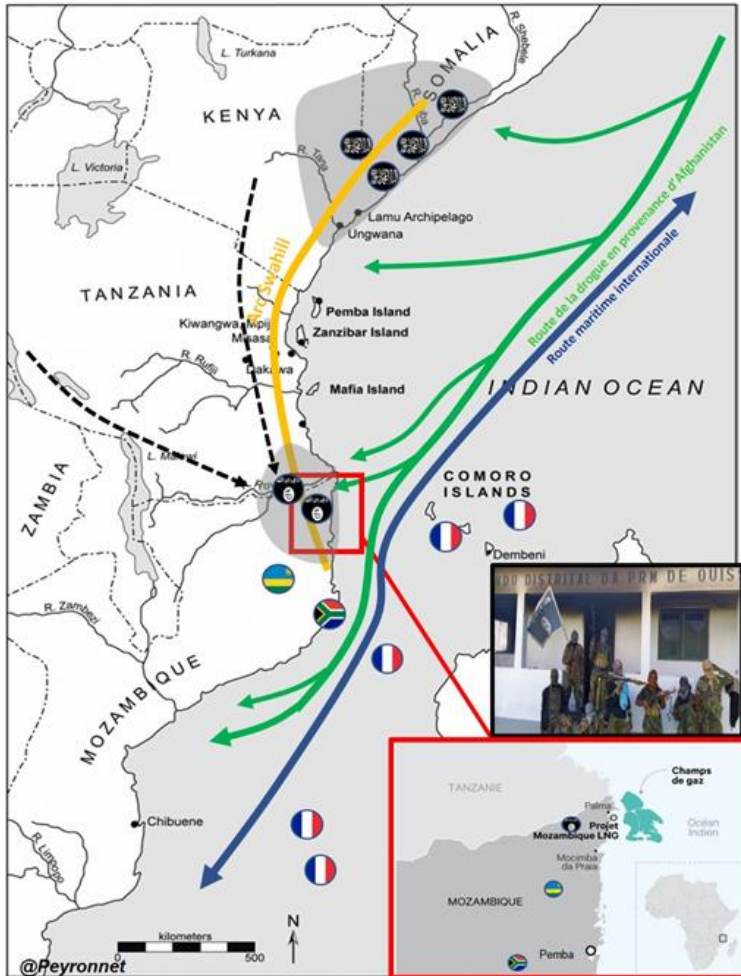
²⁵ *Le Monde*, 29/07/2021.

mission d'entraînement des forces régulières locales. Le 30 juin, l'Union européenne a finalement décidé de mettre en place une mission de formation de type EUTM²⁶ afin d'aider le Mozambique à combattre cette menace, la France, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg et le Portugal (qui devrait fournir la moitié du contingent) annonçant leur volonté d'y participer²⁷.

Cette nouvelle mission, d'un mandat initial de 2 ans, a été adoptée par le Conseil européen le 13 juillet 2021 et se focalisera sur le renforcement capacitaire d'unités régulières de l'armée mozambicaine devant constituer une force de réaction rapide. Sur le plan naval, une extension vers le sud de la zone d'opération d'Atalanta, pour l'instant dédiée à la Corne de l'Afrique, a été évoquée. Dans tous les cas, cette prise de conscience européenne des dangers posés par le djihadisme est-africain dans le canal du Mozambique, couplée à la faible implication des grands compétiteurs mondiaux (États-Unis, Chine, Russie et Inde) constitue une opportunité géopolitique pour l'Europe. Celle-ci pourrait ainsi se présenter comme une puissance d'équilibre, notamment auprès de l'Afrique du Sud, pivot d'une zone éloignée du Great Power Competition entre les États-Unis, la Russie et la Chine. Cette zone représente en outre de formidables intérêts pour l'Europe (économiques, linguistiques, militaires) où son action pourrait utilement compléter celle de la France. Le sursaut géopolitique des États de l'Afrique australe devrait alors être accompagné par l'Union européenne qui a l'occasion de se présenter ici comme un acteur de cet espace géographique stratégique, car proche d'une grande route maritime internationale. Mais pour cela, il faut qu'elle en prenne conscience et qu'elle soit sensibilisée à cet enjeu.

²⁶ *European Union Training Mission.*

²⁷ *Opex 360, 01/07/2021.*



Publié en octobre 2021 par la RDN et l'institut FMES

DÉBATS

Le retour du Porte-avions

*Par le général de brigade (2s) Jérôme PELLISTRANDI,
rédacteur en chef de la Revue Défense Nationale*

La mise en service récente du porte-avions britanniques HMS Queen Elizabeth et les images montrant la progression très rapide de la construction d'un troisième porte-avions par le Chine soulignent le retour de ce type de navire comme « capital ship » des marines modernes. Le début des essais à la mer du premier porte-avions de conception nationale construit par l'Inde – et malgré un retard très conséquent sur le calendrier initial – est aussi, au regard de la médiatisation effectuée, l'illustration de l'importance retrouvée par ces géants de la mer.

Il y a une décennie, seuls les États-Unis et la France mettaient en œuvre de tels engins. Plusieurs marines y avaient renoncé faute de moyens disponibles ou encore de besoins avérés de telles plateformes complexes, notamment en termes d'avions coûteux. Par ailleurs, les alternatives étaient limitées d'autant plus que l'URSS, puis la Russie, ne maîtrisaient pas l'aéronavale embarquée, malgré des tentatives peu fructueuses comme le porte-avions Amiral Kouznetsov qui n'a cessé depuis d'accumuler des déboires et des défaillances majeurs et dont le maintien en service obéit désormais à une question de prestige national.

Les programmes de porte-avions légers mettant en œuvre des avions à décollage vertical du type AV-8B Harrier avaient aussi démontré leur limite opérationnelle et les Britanniques retirèrent leurs navires de la classe Invincible entre 2005 et 2014, acceptant une perte capacitaire majeure en attendant le programme controversé des CVF alors largement remis en cause. Les Espagnols frappés par la crise économique de 2008 retirèrent du

service le Principe de Asturias après une carrière courte (1988-2013) et sans réel engagement opérationnel, tandis que le Saô Paulo (l'ex-Foch), racheté par le Brésil, a passé l'essentiel de son temps à quai avant d'être définitivement retiré du service en 2018. À cela s'est rajouté la fin de vie des avions du type Harrier AV-8B, obligeant les marines concernées à faire de nouveaux choix contraints : soit revenir au porte-avions conventionnel, soit opter pour le nouvel avion proposé par les États-Unis, le F-35 avec ses différentes versions censées remplacer le F-16, le F-18, le A-10 et les AV-8B.

De plus, durant la décennie 2010-2020, les États-Unis ont été confrontés – outre les deux guerres en Afghanistan et en Irak – au vieillissement de leur flotte de 12 porte-avions de type CATOBAR (avec catapultes et brins d'arrêt), à l'augmentation du coût de maintenance de la classe Nimitz et à la très longue gestation de la nouvelle classe Gerald Ford avec un budget d'environ 12 milliards de dollars par unité. La tête de série, le CVN 78 Gerald Ford est entré en construction en 2009. Il a été lancé en 2013 et devrait être opérationnel en 2023 ; 11 bâtiments sont prévus, les quatre premiers étant à différents stades de réalisation, la première tôle du CVN 81 Doris Miller venant d'être découpé pour une mise en service planifiée en 2032.

La dérive des coûts et les difficultés rencontrées pour l'USS Gerald Ford ont terni l'image de marque de ces géants de mers. Les mises au point laborieuses des catapultes électromagnétiques (EMALS), mais aussi des ascenseurs adaptés, ont constitué des sujets d'inquiétude, allant jusqu'à remettre en cause le concept même de ces porte-avions mastodontes.

Un système d'armes de plus en plus convoité

Aujourd'hui, dans un monde marqué par le retour des puissances qui contestent l'ordre établi, un porte-avions et son groupe aéronaval dédié restent un outil militaire sans pareil qui permet de montrer sa force, de projeter sa puissance, de dissuader l'adversaire, de protéger ses lignes de communication, de recueillir de manière autonome du renseignement opérationnel et stratégique, mais également de contrer des groupes aéronavals ennemis en les empêchant de s'approprier des espaces maritimes ouverts tels que l'Atlantique ou l'océan Indien. Dans ces vastes étendues maritimes, tout particulièrement aux abords d'archipels stratégiques situés loin des littoraux, les aéronefs basés à terre sont souvent incapables de maintenir une présence massive et durable sur zone.

Certes, les porte-avions ne sont pas invulnérables mais s'ils sont accompagnés d'un groupe aéronaval robuste et cohérent comprenant notamment un sous-marin nucléaire d'attaque et un nombre suffisant de frégates et d'avions de guet aérien, leur bulle protectrice devient très difficile à percer. Les missiles balistiques chinois, médiatisés par certains médias, experts et relais d'opinion, restent pour l'instant très largement surévalués. Quant aux sous-marins nucléaires d'attaque, leur capacité à s'infiltrer à l'intérieur du dispositif est faible au regard des moyens anti-sous-marins disponibles sur des frégates de type FREMM. Seuls d'autres porte-avions peuvent en fait les défier avec une probabilité réelle de les mettre hors de combat. Bien sûr, un tel environnement représente un coup substantiel qui doit être pris en compte au départ, mais qui permet d'assurer la cohérence opérationnelle de l'outil porte-avions.

Ce n'est pas sans raison qu'au moment où l'US Navy se débattait

dans le gigantesque chantier de l'USS Ford, la Chine a entamé son apprentissage de façon méthodique et avec des moyens conséquents. Après avoir récupéré en Ukraine, en 1990 – sous le prétexte d'en faire un casino flottant – l'ex-Varyag de la classe Kouznetsov, Pékin le rénove de fond en comble et le met en service en 2012 afin d'apprendre l'aéronavale embarquée. Il s'agit donc plutôt d'un navire « école » permettant d'acquérir de l'expérience et de préparer le futur, tout en faisant un instrument de propagande pour conforter le nationalisme chinois qui se traduit très vite par la construction d'un sister-ship similaire au Liaoning, mais entièrement conçu par les Chinois. La construction du Shandong, de type STOBAR (sans catapultes), a débuté en 2013 ; lancé en avril 2017, il est admis au service actif en décembre 2019. Son déplacement est de 70 000 tonnes (42 500 tonnes pour le PA Charles de Gaulle) pour une longueur de 315 m (261 m pour le CDG).

Un troisième porte-avions chinois, le type 003, est désormais en construction. Celui-ci serait encore plus massif avec un déplacement de 85 000 tonnes et serait doté de 3 catapultes de type EMALS, avec une propulsion classique, conférant de facto des capacités bien supérieures aux deux porte-avions actuellement en service. Très clairement pour Pékin, la composante aéronavale embarquée est une priorité à moyen terme avec un apprentissage accéléré et une volonté de se doter d'ici à 2030 de plusieurs porte-avions géants de type CATOBAR à propulsion nucléaire, en mesure de se confronter aux mastodontes américains.

Ce n'est donc pas un hasard si le Japon réagit à cette montée en puissance et en gamme de la marine chinoise. Tokyo a eu une expérience très riche en matière de porte-avions avec un rôle pionnier illustré par l'attaque de Pearl Harbor le 7 décembre 1941. Le tabou du porte-avions a sauté récemment avec la

transformation en cours des destroyers porte-hélicoptères du type Izumo. Sous un habillage sémantique, les deux navires de cette série sont à pont plat. Ils ont une longueur de 248 m pour un déplacement de 27 000 tonnes. Initialement conçus pour mettre en œuvre 14 hélicoptères et transporter 450 soldats équipés, ils sont en cours de modification pour pouvoir mettre en œuvre des chasseurs F-35B. Les essais aériens devraient débiter d'ici la fin de l'année avec l'embarquement dans un premier temps d'appareils de l'US Navy. Tokyo répond ainsi à la menace chinoise avec pragmatisme, même si les deux futurs porte-avions seront moins puissants que le futur type 003 chinois. Ils auront cependant l'énorme avantage d'être interopérables avec l'US Navy et l'USMC, gage essentiel en opérations dans cette région sous tension permanente.

Comme le Japon, la Corée du Sud s'apprête à franchir le pas avec la présentation de son programme CVX-LPX-II visant à se doter d'un porte-avions type STOBAR mettant en œuvre une vingtaine de F-35B. Le chantier Hyuandai Heavy Industries bénéficiera de l'appui de Babcock International pour la conception du CVX qui aura ainsi 2 îlots. La construction devrait débuter en 2022 pour une mise en service en 2033. La question est de savoir si le LPX-II est destiné à contrer la Corée du Nord ou s'il n'est pas plutôt un instrument souverain pour Séoul dans son environnement complexe comprenant la Chine et le Japon.

Dans l'espace indopacifique, le porte-avions, avec son groupe aéronaval comprenant des frégates et des sous-marins, retrouve ainsi toute sa pertinence permettant cette projection de puissance et cette mobilité tactique qui devient un atout géopolitique. Ce n'est pas un hasard si le Royaume-Uni a envoyé dans cette partie du globe le HMS Queen Elizabeth, son tout nouveau fleuron, qui est un véritable outil stratégique venant combler un trou capacitaire

de presque dix ans pour la Royal Navy, même si la formule choisie par Londres est différente de celle des porte-avions américains, voire du Charles de Gaulle, tant dans sa conception que dans sa doctrine d'emploi basée sur le F-35B.

Quels avions embarqués ?

Si la plateforme navale reste bien sûr essentielle, ce sont bien les aéronefs embarqués qui en constituent la force de frappe et la valeur opérationnelle. D'où l'immense supériorité des États-Unis qui disposent d'appareils conçus dès le début pour leur emploi embarqué. Actuellement, les différentes versions du F-18 constamment modernisé sont sans équivalent hormis le Rafale français, dont la version Marine fut la première à entrer en service. Les contraintes spécifiques à la mer sont nombreuses : corrosion saline, trains sollicités au décollage, catapultage et à l'appontage, crosse d'arrêt... Et les exemples de navalisation a posteriori d'appareils pourtant réussis pour leur emploi depuis la terre n'ont pas été de franches réussites comme le F-16N ou le Jaguar M abandonné en 1973.

Du côté européen, l'Eurofighter n'a pas été prévu pour un emploi sur porte-avions et les projets d'adaptation du Gripen suédois se sont limités à des maquettes pour les salons de défense. Il en sera de même pour le projet anglo-italien Meteor qui ne connaîtra pas de version spécifique embarquée. À l'inverse, le SCAF sera nativement conçu, comme le Rafale, pour être déployé depuis un porte-avions, même si seule la France dispose de cette capacité.

Les États-Unis avaient fait le pari du F-35 avec trois versions dont deux embarquées, le F-35B à décollage et atterrissage courts pour remplacer les AV-8B Harrier, et le F-35C catapultable. Leur mise au point est plus que laborieuse et conforte la place du F-18E Super

Hornet qui a encore deux à trois décennies devant lui. Le F-35, malgré les surcoûts et les difficultés rencontrées, finira cependant par remplir les missions embarquées et c'est bien le choix fait par le Royaume-Uni, l'Italie, la Corée du Sud et le Japon pour équiper leurs porte-avions. L'Espagne, qui ne dispose plus que du navire de projection stratégique (BPE) Juan Carlos, envisage le F-35B pour succéder à sa douzaine d'AV-8B Harrier qui arrive en fin de vie. Pour Madrid, la difficulté est d'ordre budgétaire avec un parc qui ne dépasserait pas 18 exemplaires. L'Armada escompte gagner du temps en espérant une baisse des prix, voire une offre d'occasion de la part des États-Unis.

La Turquie, membre fondateur de l'Otan, a lancé la construction d'un navire, le TCG Anadolu, équivalent du BPE espagnol avec l'appui du chantier ibérique Navantia. Ce premier porte-aéronefs turc devait être équipé du F-35B, d'autant plus qu'Ankara était un partenaire important de ce programme. Les provocations d'Erdogan, allant jusqu'à choisir le système anti-aérien russe S400 ont entraîné l'exclusion de la Turquie du programme F-35 par Washington. De fait, le TCG Anadolu se retrouvera, lors de sa mise en service en 2022, sans les avions escomptés. Au printemps 2021, la Turquie a annoncé qu'elle équiperait ses bâtiments avec des drones Bayraktar TB3 qui seraient capables de mener des actions offensives. Parallèlement, Turkish Aerospace Industries propose une version embaquée de son chasseur léger Hürjet, dont le premier vol est annoncé fin 2022. Il n'en demeure pas moins qu'il s'agit de pis-aller, à défaut du F-35B.

La Russie, quant à elle, a développé une version navalisée du célèbre Mig 29. Le Mig 29K décolle au moyen d'un sky-jump et apponte de façon classique. Cette solution est celle utilisée par les marines indienne et chinoise équipées de Mig 29K, de Su-27K et de dérivés chinois du Su-33, le Shenyang J-15. Ces appareils sont loin des standards du F-18 ou du Rafale mais permettent

cependant de conduire des opérations aériennes et donc d'apprendre, comme le montre la Chine dans sa hâte à maîtriser le porte-avions type CATOBAR.

Et pour la France ?

Le groupe aéronaval (GAN) permet à la France de répondre aujourd'hui à l'intégralité des menaces aéromaritimes : montrer sa puissance en Méditerranée malgré les oppositions ; protéger ses voies de communication et nos territoires ultramarins, en particulier en océan Indien ; être en mesure d'exercer en tous lieux une riposte en mer comme à terre si nécessaire.

Si le porte-avions Charles de Gaulle, entré en service en 2001, est désormais à pleine maturité avec son groupe aérien embarqué autour du Rafale F3R et des Hawkeye 2C, la question de son remplacement est d'ores et déjà une réalité avec le lancement du programme du porte-avions nouvelle génération (PANG). Capitalisant sur les errements du programme PA2 qui devait compléter le Charles de Gaulle et qui fut annulé sous la présidence Sarkozy, le PANG a franchi plusieurs étapes décisives avec un concept maîtrisé et des choix à la fois cohérents et ambitieux, dont la construction aux Chantiers de l'Atlantique pour bénéficier d'une taille plus adéquate et de capacités industrielles performantes. Ce PANG accueillera d'emblée des Rafale progressivement remplacés par des SCAF, mais aussi des drones.

Il reste cependant encore des obstacles à franchir dont celui de l'élection présidentielle de 2022, si une personnalité peu encline aux questions de défense venait à être élue. Pour le PANG, c'est bien le choix politique qui s'imposera. Mais à considérer les évolutions géopolitiques en cours, il serait cohérent d'envisager un deuxième PANG à l'horizon 2045 pour que la France retrouve la

quasi permanence à la mer d'un groupe aéronaval, sachant que le Charles de Gaulle arrivera en fin de vie en 2040. La décision pour le PANG 2 devrait dès lors être prise vers 2025 pour permettre de bénéficier d'un effet de série pour les approvisionnements et les équipements du PANG, évitant ainsi le fiasco du PA2 dans les années 2000-2010. Le retour à un format de deux porte-avions s'inscrit pleinement dans le durcissement des relations internationales, du risque de conflits de haute intensité et du besoin absolu de conserver la liberté de navigation aujourd'hui remise en cause tout particulièrement en Indopacifique, mais aussi en Méditerranée orientale.

Et les autres marines ?

D'autres États à vocation maritime s'interrogent sur le porte-avions. C'est le cas du Brésil qui a dû renoncer à contre cœur au maintien du Saô Paulo (l'ex-Foch), mettant fin à l'aéronavale embarquées brésilienne dont l'histoire avait commencé en 1960 avec le Minas Gerais, un porte-avions de classe Colossus de la Royal Navy. En 2018, la marine brésilienne a racheté le HMS Ocean au Royaume-Uni. Ce bâtiment rebaptisé PHM Atlântico, à pont continu, est désormais utilisé comme porte-hélicoptères polyvalent, permettant ainsi de maintenir à minima des savoir-faire complexes en attendant mieux.

La Russie, tout en s'efforçant de rénover le vénérable Amiral Gorchkov après un incendie et le pont éventré, publie régulièrement de nouvelles images de futurs porte-avions avec des annonces spectaculaires pour l'après-2030, sans pour autant rentrer dans la concrétisation du projet.

L'Italie, après avoir modifié le Cavour (entré en service en 2009) désormais apte à embarquer 16 F-35B, après le retrait des AV-8B

Harrier, s'apprête à recevoir le LHD Trieste. Celui-ci, d'une longueur de 204 m, sera opérationnel en 2022 et pourra mettre en œuvre des F-35B et des hélicoptères. De fait, Rome disposera alors d'une capacité permanente de projection aéronavale en Méditerranée, voire en océan Indien.

Les choix récents du Japon et de la Corée du Sud autour du F-35B traduisent également ce retour en force du porte-avions comme « capital ship ». Les ambitions chinoises confortent cette évidence car la possession d'un groupe aéronaval constitué du porte-avions mais aussi de frégates et de sous-marins, constitue un atout politique de premier ordre. Les États-Unis l'ont clairement compris et le maintien de 12 porte-avions confère à Washington cette capacité cruciale, unique au monde, malgré quelques errements dont la dérive de coûts de la classe Gerald Ford. Il appartient à la France de conserver cette autonomie stratégique avec le porte-avions Charles de Gaulle, mais aussi en poursuivant avec détermination le programme de porte-avions nouvelle génération en envisageant déjà un PANG 2.

Publié le 20 septembre 2021 par l'institut FMES

Quel avenir pour le partenariat franco-allemand de défense ?

Par Pierre RAZOUX, directeur académique et de la recherche de l'institut FMES

L'institut FMES a coparrainé le séminaire franco-allemand sur l'architecture sécuritaire et transatlantique qui s'est tenu en présentiel à Paris-La Défense les 1^{er} et 2 juillet 2021. Ce séminaire, organisé par le Forum de défense et de stratégie, a réuni des experts et des institutionnels de haut niveau, de même que des industriels et des représentants de l'OTAN et de l'Union européenne. L'institut FMES était représenté par son directeur académique, Pierre Razoux. Les participants ont pu échanger très librement selon la règle de Chatham House (non-attribution des propos) autour de trois sessions consacrées à la défense conventionnelle, à la dissuasion nucléaire et à la coopération dans le domaine de l'armement. Le succès de ce séminaire contribue au rayonnement international de la FMES et ouvre la voie à des collaborations académiques avec des acteurs allemands de premier rang tels que le Stiftung Wissenschaft und Politik (SWP) et la Konrad Adenauer Stiftung (KAS).

Les principaux messages et conclusions sont les suivants :

Sur la défense conventionnelle

L'effacement progressif des frontières physiques de l'espace européen commun sous l'effet conjugué des menaces hybrides et des arrivées massives de réfugiés et migrants impose de réfléchir à la sécurisation des frontières intérieures et à la protection des mouvements stratégiques. La mobilité stratégique est la nouvelle priorité affichée par la Bundeswehr.

Le partenariat transatlantique (OTAN) permet de faire le lien entre l'espace commun européen, son voisinage oriental (Russie), son voisinage africain et moyen-oriental, et les espaces plus lointains (Chine, Asie, Iran).

Les Européens n'ont toujours pas les moyens de leurs ambitions ; c'est pourquoi la conclusion des travaux de la « Boussole stratégique » sous présidence française au printemps 2022 devrait marquer une étape importante. La rivalité UE-OTAN n'a plus aucun sens dans le contexte actuel. L'OTAN reste plus que jamais la pierre angulaire de la défense de l'Europe et de son voisinage, dont le Sahel, la partie allemande reconnaissant qu'il s'agit là d'un défi de sécurité important. Les défis sécuritaires inédits et la complexité des menaces imposent de combiner intelligemment les boîtes à outils de l'OTAN et de l'UE.

Il existe au sein de l'OTAN une tension réelle entre une certaine forme de confort due au réengagement américain face à la double menace russe et chinoise, et la prise de conscience d'une absence de savoir-faire pour le combat de haute intensité : en somme, l'impression de devoir réapprendre les fondamentaux. La déclaration récente de Vladimir Poutine selon laquelle « un navire de l'OTAN coulé par la marine russe ne provoquerait pas nécessairement une guerre mondiale » mériterait une analyse sémantique approfondie, car Français et Allemands reconnaissent que les risques d'accrochage naval en mer Noire sont réels. À ce sujet, retrouvez ici l'analyse qu'Igor Delanoë propose de cette déclaration pour l'institut FMES.

Sur la dissuasion nucléaire

Pour la partie allemande, il n'est pas possible d'exercer une dissuasion nucléaire crédible sans les États-Unis ; l'OTAN reste le

seul cadre d'exercice de la dissuasion nucléaire. Ce sujet est d'autant plus toujours tabou en Allemagne que 14% seulement des Allemands sont favorables à la présence d'armes atomiques sur leur territoire. Le cadre otanien leur permet donc d'évacuer le débat. Si l'Allemagne souhaitait se désengager de ses obligations nucléaires dans le cadre de l'OTAN, la Pologne et la Roumanie ont déjà fait valoir leur très grande motivation à reprendre cette mission de dissuasion dans le cadre otanien.

Une « européanisation de la dissuasion nucléaire » n'a aucun sens puisque la décision ne se partage pas et que plusieurs États membres de l'UE ont rejoint et ratifié le traité d'interdiction des armes nucléaires. Il n'y aura donc jamais de débat sur ce sujet au sein de l'UE tant que la règle du consensus s'appliquera. Certains experts français pointent toutefois des éléments d'évolution liés au discours agressif de certains États brandissant la menace nucléaire, du Brexit, du facteur turc et des revirements américains. Au bout du compte, la dissuasion française est perçue comme une « mutuelle complémentaire » par rapport au niveau de garantie minimale qu'assure l'OTAN.

La partie française a estimé qu'il était indispensable de renforcer la pédagogie à l'égard des jeunes générations, totalement ignorantes du sujet, pour les convaincre de l'utilité de la posture française en matière de dissuasion nucléaire. Sinon à terme, le soutien deviendra minime en France, comme dans la plupart des autres pays européens.

Sur la coopération en matière d'armement

La force principale de l'Union européenne reste son approche intégrée et sa capacité normative pour défendre et promouvoir sa souveraineté technologique et industrielle. Mais il faut davantage

d'investissements militaires et opérationnels, car l'écart capacitaire entre Européens et Américains reste préoccupant.

Sur le plan franco-allemand, la coopération reste d'abord et avant tout dictée par des agendas politiques. Aucune décision majeure ne sera prise avant la formation de la prochaine coalition gouvernementale en Allemagne à l'automne 2021.

Sur la posture de l'Allemagne

Pour l'Allemagne, la défense collective est obligatoire là où la gestion de crise n'est que facultative. Pour Berlin, les enjeux stratégiques immédiates sont : 1) La géopolitique et le retour des puissances ; 2) Le climat ; 3) Les menaces hybrides et cyber. La partie allemande était clairement tiraillée entre trois postures privilégiant la seule Allemagne, la construction européenne et l'alliance avec les États-Unis quel qu'en soit le prix.

À la question « Quand l'Allemagne réadoptera-t-elle une véritable approche géopolitique (et non plus géoéconomique) ? », plusieurs experts allemands ont apporté la réponse suivante : « Quand la classe politique et les industriels réaliseront qu'ils ne pourront plus maintenir le même niveau d'échanges économiques avec la Chine et la Russie, notamment du fait des pressions américaines, ce qui les contraindra à adopter une approche fondée sur les enjeux de sécurité » ; ce n'est pas forcément pour eux une question de génération, mais plutôt de contexte et de timing.

Tous ont reconnu que la conjonction d'échéances électorales majeures couplée à l'arrivée d'un nouveau chancelier entraînerait une grande incertitude quant aux priorités de la future coalition. Ils ont toutefois insisté sur le fait que les « Verts » étaient beaucoup moins idéologiques et beaucoup plus pragmatiques que par le passé.

Même si ceux-ci se retrouvaient au centre de l'échiquier politique, il est probable que la politique étrangère allemande conserve les mêmes orientations globales.

L'Allemagne commence à s'intéresser à l'Indopacifique et prévoit l'envoi permanent d'une frégate pour sécuriser ses voies commerciales.

Trois signaux positifs laissent à penser que l'Allemagne s'impliquera davantage dans les questions géopolitiques : l'accroissement significatif de ses dépenses de défense (les crises de Crimée et d'Ukraine en 2014 ont constitué un réveil douloureux pour Berlin) ; l'ébauche d'une définition d'une vision nationale de défense et de sécurité ; le projet de création d'un Conseil de sécurité nationale.

Si le sujet de la politique allemande en Méditerranée vous intéresse, n'hésitez pas à lire l'article de Jara Amira von Call publié sur le site de l'institut FMES !

Sur la posture des États-Unis

Les États-Unis « redécouvrent » l'Europe. C'est une bonne nouvelle, mais il faut rester réaliste et vigilant car les Américains continueront de privilégier leurs seuls intérêts. Malgré la tournée européenne de Joe Biden et son ton bienveillant, l'inquiétude subsiste et appelle à une clarification sur les valeurs. Il n'est pas sûr que l'épisode Trump soit l'exception ; il pourrait se reproduire avec un autre dirigeant populiste et isolationniste, ce qui implique de se réveiller pour pouvoir se défendre seul si nécessaire.

Sur la posture du Royaume-Uni

Le type de Brexit choisi par Boris Johnson ne va pas aller dans le sens d'un rapprochement fluide et harmonieux avec l'UE. Les États-Unis sont devenus le meilleur avocat de la Turquie, ne serait-ce que pour fragiliser la construction européenne.

Sur la posture de la Turquie

La partie allemande a fait peu de commentaires sur l'attitude de la Turquie, tout en reconnaissant qu'il y avait bien un « problème turc », tant à l'OTAN qu'au sein de l'UE. Elle souligne que l'ostracisation de la Turquie n'est pas la bonne approche pour traiter ce problème sur le long terme et s'en remet assez largement à l'intermédiation des États-Unis, observant que depuis l'arrivée de l'administration Biden, les tensions se sont apaisées.

Publié le 12 juillet 2021 par l'institut FMES

Relire « Achever Clausewitz » de René Girard

Par Pascal AUSSEUR, vice-amiral d'escadre (2s). Directeur général de l'institut FMES.

Le monde change et les guerres reviennent. Ce constat est fait par tous les acteurs et les observateurs de la sécurité internationale depuis trente ans. Pourquoi et comment ? Pourquoi la fin de la guerre froide n'a-t-elle pas apporté la fin de l'Histoire annoncée par Fukuyama ? Vivons-nous un retour aux rivalités nationalistes du XIX^{ème} siècle ? La mondialisation a-t-elle au contraire rendu totalement transnationaux les enjeux et les tensions ? La question de la nature de la conflictualité dans le monde qui vient est essentielle tant les risques sont importants et les conséquences considérables.

Dans ce contexte, la lecture d'*Achever Clausewitz* de René Girard¹, dont le titre doit se lire comme « prolonger la réflexion de Clausewitz », présente un intérêt singulier. Le regard qu'il porte, en tant qu'anthropologue et philosophe spécialiste de la violence, sur l'œuvre de Clausewitz, probablement la plus haute figure de la pensée militaire, nous aide à décrypter les enjeux stratégiques de notre époque. Revenir au cœur de l'analyse de la guerre et replacer celle-ci dans l'évolution de l'humanité oblige à la réflexion et incite à l'action urgente.

Urgence imposée par la possibilité de la fin de l'Europe et de l'Occident, et même de celle du Monde en cas de guerre nucléaire. Le renforcement du poids du politique et de la rationalité d'une part, l'abandon d'un universalisme dévoyé qui tente de nier les différences entre les communautés humaines d'autre part sont

¹ *Achever Clausewitz*, René Girard, Flammarion, Coll. Champs essais, 2005

deux pistes que suscite la réflexion de Girard.

René Girard : la Rivalité mimétique et le bouc émissaire au cœur de la violence de l'humanité.

Anthropologue spécialisé dans le processus d'hominisation, c'est-à-dire le passage il y a des dizaines de milliers d'années de l'animalité à l'humanité, René Girard a élaboré une théorie fondée sur l'analyse des groupes humains depuis la période archaïque, qui part d'un constat : les hommes s'imitent plus que les animaux. Cette propension à l'imitation, qui est la base de l'apprentissage, renforce l'homogénéité du groupe en même temps qu'elle y exacerbe les rivalités.

Chez les hommes, le désir est toujours imitation du désir d'un autre (c'est le désir mimétique). En ce sens, il se distingue du simple besoin par son caractère insatiable. La concurrence infinie des désirs nourrit une violence qui s'intensifie jusqu'à menacer l'intégrité du groupe.

Si les animaux connaissent également la violence (liée à la prédation pour la survie ou à la rivalité génétique pour les femelles), l'agression est strictement délimitée, à l'abri des risques d'escalade. Leur violence est en effet contenue dans des réseaux de domination.

Les hommes ne parviennent pas à contenir leur violence réciproque parce qu'ils s'imitent beaucoup trop et se ressemblent toujours plus. Cette idée est au cœur de la thèse de René Girard : on agresse plus volontiers ce qui nous est proche car la jalousie, la concurrence et les opportunités d'agressions réciproques sont d'autant plus fortes. La violence qui en résulte ne peut pas être réglée comme chez l'animal par la dissuasion du rapport de force car l'être humain n'accepte pas durablement la

domination : il se souvient, il se rebelle et il se venge. Cette vengeance en entraîne une autre et le mécanisme proprement humain d'une violence croissante, contagieuse, et déconnectée des nécessités se met en marche. Pour canaliser cette violence, les sociétés humaines ont mis en place des meurtres sacrificiels, exutoires visant à réintroduire de la différence et à pacifier le groupe par l'identification et l'immolation d'une victime émissaire, souvent divinisée par la suite. C'est ainsi que sont nées la notion de Sacré et les premières religions qui, en ritualisant une violence cathartique, ont permis aux sociétés de ne pas s'autodétruire.

Au fur et à mesure de l'évolution, les mythes qui « habillaient » cette réalité en chargeant le bouc émissaire de toutes les fautes, ont de moins en moins bien dissimulé son innocence et la culpabilité collective de chacun. Le judaïsme puis le christianisme ont marqué, pour René Girard, un tournant majeur : ils ont démystifié explicitement le religieux et le sacré en affirmant clairement l'innocence de l'immolé. Jésus, en s'offrant librement comme victime innocente, dévoile le rôle du bouc émissaire et entraîne l'humanité dans une nouvelle phase de son évolution, censée remplacer l'escalade de la violence et le sacrifice par l'amour du prochain et le pardon. Cette promesse ne vient pas sans un effet pervers : en rendant caduque un mode immémorial de régulation de la violence, elle prend le risque, au lieu d'établir la paix universelle, de déclencher une violence croissante qu'aucun sacrifice expiatoire ne pourra plus juguler. Pour René Girard la sortie du religieux archaïque engendrée par le christianisme rend possible deux scénarios eschatologiques : une humanité progressivement rassemblée par le respect et l'amour du prochain ou une violence croissante, généralisée et sans limite.

Cette analyse de la violence à partir du regard de l'anthropologue et du philosophe trouve une étonnante résonance dans l'œuvre

inégalée d'un expert militaire du XIX^{ème} siècle, Carl Von Clausewitz.

Carl Von Clausewitz : la Guerre sous contrôle ou la montée aux extrêmes ?

Le chef-d'œuvre de Carl Von Clausewitz est son traité inachevé « De la guerre » qui a fasciné des générations de militaires, d'hommes politiques et de philosophes. Cet essai, rédigé après les guerres napoléoniennes, s'articule autour de deux conceptions contradictoires. La première décrit la guerre comme un outil sous le contrôle du politique, qui l'utilise à ses fins et la délimite entièrement : cette vision est synthétisée dans la formule « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Dans la seconde, qui fait écho aux théories de Girard, la guerre apparaît au contraire comme un duel qui tend, sous l'effet des passions humaines, à échapper à tout contrôle dans une ascension aux extrêmes aboutissant à « la guerre absolue ».

Entre ces deux conceptions, Carl Von Clausewitz semble identifier une rupture autour de la révolution française : on est alors passé d'un état de guerre ritualisé, codifié, maîtrisé, ne concernant que des experts, à une succession de guerres populaires, portées par le nationalisme et l'idéologie, qui de défaites en revanches ont gagnées en intensité et en violence (jusque-là inédite depuis les guerres de religions) et se sont étendues à toute l'Europe.

L'Histoire a confirmé les intuitions de Clausewitz. Il subsiste en effet des guerres de choix, soit parce que leur enjeu est faible pour au moins un des belligérants, soit parce que l'inégalité de la force permet à un des acteurs de toujours maîtriser la balance des fins et des moyens. Cela a été le cas des guerres menées par les pays du Nord au sein des pays du Sud, en Indochine, à Suez, en Algérie, aux

Malouines, en Irak, en Afghanistan ou au Sahel par exemple. Mais la tendance de la guerre à devenir totale s'est aussi renforcée depuis deux siècles. L'implication croissante des peuples, par la démocratie, le nationalisme, l'idéologie ou le religieux a déséquilibré le triangle des pouvoirs que Clausewitz surnomme « l'étonnante trinité » : le politique qui détermine les buts de la guerre, le général qui en gère les difficultés et le peuple qui lui fournit l'énergie instinctive. Le poids des peuples tend à émanciper la guerre de ses initiateurs. Les sanglantes guerres nationales ou civiles de la fin du XIX^{ème} siècle, les deux guerres mondiales, les guerres entre chiïtes et sunnites au sein du monde arabe ou les guerres communautaires du Moyen-Orient en sont des illustrations. Les passions, les ressentiments, les haines, le désir de revanche et la surenchère armée provoquent des agressions réciproques qui permettent à chacun – c'est une spécificité humaine – de se considérer dans la position de l'agressé et de libérer sans retenue sa violence.

Cette spirale de la violence recoupe pour René Girard l'effet pervers évoqué plus haut : en l'absence de régulation par le sacré archaïque et face à l'échec de la diffusion du message évangélique, ne sommes-nous pas confrontés à une tendance anthropologique majeure qui risque de mener l'humanité à sa perte ?

Le monde nouveau peut-il mener au cataclysme ?

Le croisement de la perspective de René Girard et de l'analyse de Clausewitz offre de nombreuses clés de compréhension sur l'évolution stratégique que nous observons en ce début de XXI^{ème} siècle.

Un renforcement du désir mimétique et de la violence qui en résulte

La mondialisation généralise la rivalité mimétique. Elle donne en effet une ampleur nouvelle aux processus qui ont stimulé la violence des sociétés humaines. La diffusion des moyens de communication a entraîné une homogénéisation inédite des désirs des êtres humains. Le phénomène mimétique que l'anthropologue limitait au groupe de chasseur-cueilleurs il y a plusieurs milliers d'années, se retrouve aujourd'hui reproduit à l'échelle du village global. La ressemblance croissante suscite des jalousies, des ressentiments et une survalorisation des différences identitaires qui génèrent des tensions croissantes palpables, à la fois au sein des sociétés atomisées et entre les pays. Cette indifférenciation croissante crée en effet paradoxalement une exacerbation des différences, perçues comme irréductibles et génératrices d'antagonisme.

Cette contradiction apparente réunit en quelque sorte les analyses de Fukuyama, prédisant la fin de l'Histoire d'une humanité qui s'homogénéise, et celles d'Huntington, pronostiquant le clash de civilisations irréductiblement différentes. Elle est illustrée par la guerre inexpugnable lancée par les djihadistes de Daesh pourtant parfaitement intégrés dans les codes culturels et médiatiques internationaux ou par le conflit civilisationnel qui s'exacerbe entre la Chine et les États-Unis alors que ces deux pays n'ont paradoxalement jamais été aussi proches.

Cette tension globale croissante est aggravée par le regain des nationalismes, des religions ou des phénomènes de masse. La mondialisation renforce la pression populaire qui tend, comme l'avait noté Clausewitz, à transformer la guerre en croisade redoutable. Les rhétoriques de George W. Bush, de Xi Jinping, d'Erdogan ou d'Al Bagdhadi illustrent cette évolution. Cette théologisation de la guerre, déjà identifiée par Carl Schmitt, s'appuie paradoxalement sur le pacifisme européen qui en mettant

la guerre hors la loi la laisse se répandre partout. La guerre, note Girard, atteint ainsi une autonomie que le Politique va de moins en moins pouvoir contenir, à moins de surenchérir et de devenir totalitaire.

La vision chrétienne édulcorée favorise le repli sur soi et le matérialisme : en l'absence de Bouc émissaire, la violence en Occident passe du niveau politique au niveau social.

L'Occident est en déséquilibre. En son sein le principe de violence réciproque n'est plus maîtrisé par le mythe du sacrifice. Si la recherche du coupable « idéal » reste un outil pour calmer les passions populaires, nul occidental ne dirait aujourd'hui qu'il est possible de pacifier les relations internationales par la destruction d'un peuple coupable. La compréhension moderne du concept de Bouc émissaire est trop bien ancrée dans ces sociétés.

Le corollaire de cette absence d'échappatoire est que la tension grandissante ne peut plus être évacuée et que le sentiment d'agression ressentie s'accumule et peut dégénérer en représailles croissantes immaîtrisables. Cette tension qui s'accumule est aujourd'hui contrainte par un reliquat de culture chrétienne marquée par le rejet de la violence, mais René Girard souligne avec justesse qu'en l'absence de compréhension profonde du principe évangélique de relation à l'Autre, la sécularisation des sociétés occidentales mène, au nom d'une uniformisation et d'une individualisation fondées sur le matérialisme (« nous sommes tous les mêmes et tous seuls »), à l'explosion des tensions mimétiques. L'agressivité et les divisions croissantes qu'on peut observer au sein des sociétés européennes et américaines en attestent. La guerre civile guette les sociétés marquées par une « chrétienté zombie », pour reprendre un concept d'Emmanuel Todd.

Le retour de la violence archaïque et des Boucs émissaires

La désoccidentalisation croissante du monde, qui s'est amorcée au cours de la première décennie du siècle, apporte un élément nouveau. D'abord par la remise en cause des idéaux d'universalisme et de paix (mal) portés par la culture occidentale, ce qui tend à généraliser l'emploi désinhibé de la force par les puissances émergentes, qu'elles soient globales comme la Chine ou la Russie ou régionales comme la Turquie ou l'Iran.

Elle semble ensuite, dans une logique plus girardienne, apporter un renouveau aux approches sacrificielles archaïques. La notion de « peuple coupable » dont la disparition apaiserait les tensions est ainsi reprise vis-à-vis d'Israël, de l'Arménie ou du Kurdistan. L'Europe pourrait rejoindre la liste tant elle présente toutes les caractéristiques de la proie idéale : à la fois riche, convoitée, méprisée, doutant d'elle-même, elle ne fait peur à personne tout en suscitant un ressentiment qui autoriserait à la désigner comme le bouc émissaire des tensions régionales, coupable de tous les dysfonctionnements internationaux.

Dans ce domaine la Chine occupe une place particulière. Pays aux capacités hors norme, elle est animée par une soif de revanche et un ressentiment anti-occidental entretenu par un pouvoir omnipotent. Elle a théorisé la guerre « hors limite » qui intègre tous les moyens d'action permettant d'atteindre les objectifs politiques : économie, culture, social, information, santé, cyber, ... et militaire. Cette nouvelle forme de « guerre politique » clausewitzienne qui manipule les masses mais les garde sous son contrôle et est donc en mesure de résister à leur pression pourrait être une alternative rationaliste à la montée aux extrêmes redoutée par René Girard, sauf bien entendu si l'adversaire américain

soumis à la pression populaire l'entraîne dans l'escalade mimétique. Il faut ainsi noter que le risque de montée aux extrêmes est paradoxalement plus fort chez les démocraties que dans les dictatures.

La technologie facteur aggravant, à l'exception du nucléaire ?

L'explosion de la technique depuis deux siècles qui, pour reprendre la formule d'Heidegger, arraisonne le monde comme une nécessité qui échappe au contrôle des hommes, renforce le risque d'emballement. Les progrès technologiques jouent en effet un double rôle, en terme de représentation cognitive et de capacité de destruction. D'une part les moyens de communication et d'information qui transforment la planète en village global recréent à une échelle nouvelle les phénomènes de masse et d'identification qui favorisent les violences incontrôlées. Les capacités de manipulation inédites qu'ils offrent aux dirigeants permettent de renforcer cette violence et de l'orienter sur des objectifs définis.

La guerre des représentations est déjà en cours dans les séries, les chaînes d'information et les réseaux sociaux et elle hystérise les populations. D'autre part, la technologie favorise le « passage à l'acte » en ouvrant le spectre des moyens de destruction massive (nucléaire, bactériologique, chimique, cyber, etc.) désormais à la portée de nombreux acteurs.

Dans ce domaine l'arme nucléaire a une place particulière qu'avait identifié Raymond Aron dans son étude sur Clausewitz. Sa puissance, sa soudaineté, la centralisation de ses dispositifs tendent à marquer une ligne claire dans le processus d'escalade de la violence qui favorise une forme de rationalité et peut permettre d'éviter l'hystérie apocalyptique. C'est la logique de la dissuasion

nucléaire, qui a fait ses preuves jusqu'à présent, même si René Girard le conteste.

Que faire ?

Ainsi la fin de l'Histoire n'est pas advenue car l'Homme est fondamentalement violent, en particulier à l'égard de celui qui lui ressemble. La mondialisation a accéléré les possibilités de violence mimétiques, en réduisant les garde-fous politiques, moraux et intellectuels par l'affaiblissement des acteurs étatiques, sociétaux et spirituels. On assiste donc à la fois au retour de puissances autocratiques revanchardes, à la montée des tensions au sein des sociétés ouvertes, à l'apparition de menaces et de risques transnationaux, au renouveau du Sacré archaïque et à la généralisation d'un ressentiment victimaire.

Nul besoin d'être croyant pour tirer profit de l'éclairage de René Girard sur ces évolutions stratégiques, fruits de ruptures anthropologiques majeures. Le monde occidental, porté par les idéaux chrétiens d'universalité et de paix et par la rationalité grecque, a manqué sa cible en n'arrivant pas à articuler la mort du sacré et la relation à l'Autre. Il suscite donc désarroi et haine de soi en son sein, déception et ressentiment à l'extérieur. Or le ressentiment, dans la réciprocité qu'il implique, est le moteur ultime de la montée aux extrêmes par des populations ou des États qui se prétendent tous en position d'agressés. Tous baignent dans un environnement informationnel qui favorise l'indifférenciation et la manipulation, environnement propre à multiplier les rivalités mimétiques de tous contre tous. Enfin les outils de la violence n'ont jamais été aussi nombreux, aussi répandus et aussi destructeurs. Les conditions d'une réaction en chaîne de violences et de guerres sont donc réunies.

Deux tendances apparaissent : d'un côté le retour du sacré archaïque, déjà à l'œuvre dans le monde musulman, mais également en Russie et en occident même (le fondamentalisme chrétien américain ou l'écologisme en ont les caractéristiques) qui tente de juguler la violence en identifiant des boucs émissaires. De l'autre le développement d'un rationalisme dictatorial en recherche de suprématie organisant une guerre « hors limite » mais sous contrôle, comme le prépare la Chine.

Ce constat n'est donc pas réjouissant, en particulier pour l'Europe en position de doute, de faiblesse et d'accusée. Pour éviter le scénario apocalyptique qu'annonce René Girard, il semble possible d'agir dans deux directions :

La première en renforçant le poids du politique et donc de la rationalité dans les relations internationales : définir nos intérêts, nommer les adversaires et les respecter, s'entendre sur des règles avec eux tout en acceptant l'adversité et le rapport de force.

Redonner son pouvoir au Politique au sein de « l'étonnante trinité » de Clausewitz est essentiel pour calmer les passions populaires, et donner du sens à l'action militaire et rationaliser les rapports de force.

La seconde est plus spirituelle. Elle vise à tenter de retrouver l'objectif initial occidental en articulant un rapport à l'Autre qui ne soit pas indifférenciant mais qui accepte au contraire l'altérité et remplace la rivalité et la surenchère victimaire par la comparaison et l'admiration mutuelle. La population de notre planète n'a pas vocation à se transformer en Européen et René Girard nous apprend que ce serait la voie vers une violence généralisée.


Acceptons donc l'idée que nos voisins ne sont pas comme nous et ne partagent pas les mêmes objectifs, réservons la recherche d'homogénéité à des entités d'échelle praticable (l'état-nation par exemple) et recherchons un mode de relations fondée sur la recherche d'un bien commun dans le respect des différences.

Publié le 13 septembre 2021 par l'institut FMES



Institut FMES

 Maison du Numérique et de l'Innovation
Place Georges Pompidou - 83000 Toulon

 +33 4 94 05 55 55

 info@fmes-france.org

 www.fmes-france.org